



**PARTI  
SOCIALISTE**

**CONGRES NATIONAL  
Palais de la Beaujoire  
NANTES**

**Vendredi 17 Juin 1977**

# Ouest Unité



les interventions  
de la journée

numero special

## alain chenard

### «DE L'ESPOIR D' UN PEUPLE... AU JARDIN DES HYPOTHESES»

«Imaginez ce que peut représenter, pour le militant socialiste que je suis, la réception du Congrès National du Parti, en qualité de Maire.

Quel Militant n'a rêvé un jour de recevoir son Parti en Congrès National ?».

C'est par ces mots qu'Alain CHENARD, Maire de Nantes accueillait vendredi matin les Congressistes.

Il poursuivait :

«(...) Le choix de notre ville pour la tenue de ce Congrès est ressenti, ici, comme un symbole : *Nantes, Citadelle ouvrière de l'Ouest-Atlantique, ne doit plus pouvoir être bastion de la droite* (...).

«Nous entendons, nous Socialistes, changer les rapports entre la Ville et les Administrés : *C'est pourquoi nous ferons de la Mairie de Nantes une Maison ouverte à tous car c'est la Maison du Peuple.*

«Je souhaite que ce Congrès de Nantes serve de référence dans la longue marche vers le Socialisme, par-delà les différentes sensibilités, *et même grâce à elles* (...).



«Certes, la droite veille. Elle espère tirer profit de nos débats démocratiques et utiliser, à son profit, nos éventuelles divergences d'analyses (...). Aujourd'hui il convient de dépasser tout cela».

«Le Parti Socialiste tout entier, concluait-il, est porteur, à lui seul, de tout l'espoir d'un peuple (...).

«Quant à la droite, laissons-la cultiver ses illusions au jardin des hypothèses (...).

## jean claude routier leroy

### «LE SOCIALISME : IL Y A PRES D'UN SIECLE... ET AUJOURD'HUI»

Jean-Claude ROUTIER LEROY, premier Secrétaire de la Loire-Atlantique intervenait après le Maire de Nantes et d'emblée resituait ce Congrès de 1977, dans la ligne de l'histoire du Socialisme.

«Il y a près de quarante années les Socialistes de France s'étaient déjà donnés rendez-vous à Nantes», disait-il, faisant ainsi référence au Congrès de 39. Puis il exposait les derniers développements du mouvement dans le département :

Nos effectifs ont augmenté, au cours de ces dernières années.

Notre Fédération atteint aujourd'hui environ 2 000 adhérents.

(...) Et puis surtout, il y a eu les élections municipales de cette année, à Nantes certes - dont son ami Alain CHENARD vient de parler - mais nous avons pu constater également le maintien de notre implantation tra-

ditionnelle à Rezé, à Saint-Nazaire, où François MITERRAND fêtait avec nous, il y a un an le 50ème anniversaire d'une Mairie socialiste, à Bouguenais, à côté de Rezé, et notre progression dans les nouvelles communes, dans la périphérie nantaise Orvault et St Herblain, et puis tout le long de la Loire, allant jusqu'à Paimboeuf, où nous avons tenu la semaine dernière notre dernier Congrès Fédéral.

Jean-Claude ROUTIER LEROY soulignait les actions récentes menées par le P.S. dans tous les secteurs : agricoles, ouvriers, textiles...et concluait :

«Héritière d'un long passé - il y a près d'un siècle, à Nantes, s'organisaient les premiers mouvements socialistes dans notre région - notre Fédération a été et continuera d'être l'un des instruments essentiels de la progression des forces de gauche, condition de la victoire de l'ensemble de la gauche et de la victoire de notre Parti».

# le nouveau visage du Parti

Pierre Mauroy

Après le discours d'accueil Pierre MAUROY, Secrétaire National à la Coordination dressait le bilan des derniers développements du Parti :

Depuis le Congrès d'Epinau en juin 1971 les principaux objectifs sont atteints : Stratégie rigoureusement affirmée, développement constamment accru.

La représentation le place au rang de première formation politique française. Le Congrès de Nantes sera celui du nouveau visage du Parti Socialiste et transformera un parti d'opposition en un parti de gouvernement.

(...) Ce bilan est à la fois dans la logique de ceux que nous avons déjà effectués depuis Epinau, mais aussi assez profondément *nouveau* dans sa nature et ses perspectives.

*Différent*, il l'est au plan de la *vie du Parti*, qui a atteint maintenant un stade de maîtrise et de maturité vers lequel nous ne faisons que tendre dans les étapes précédentes.

Il est également *différent* par rapport à la *vie politique française* ; cette fois - face à une droite à la fois usée et déchirée - nous nous trouvons devant une perspective qui nous permet d'envisager, avec une importante victoire aux élections législatives de 1978, l'accès aux responsabilités qui seront les nôtres si la gauche est appelée à *gouverner la France*.

*Définir quel Parti nous sommes devenus*, six années après Epinau, *rappeler les grandes lignes de notre travail* depuis le Congrès de Pau, apprécier la traduction de nos efforts à travers la simplicité des résultats et des chiffres : tels seront les principaux points de ce rapport d'activité.

## DES ATTAQUES INJUSTIFIEES

Le fait que notre Parti soit non seulement le premier Parti de la Gauche unie, (...) mais reconnu par tous maintenant comme le premier Parti de France, est une réalité déjà familière. *Elle mérite cependant d'être soulignée.*

Cela ne s'est pas produit si souvent dans l'Histoire de la France. L'élan magnifique de 1936 est le seul précédent d'une situation historique, où la gauche prenait le pouvoir *entraînée par un Parti Socialiste*, qui avait conquis, et de loin, la plus large représentation nationale. Certes, il n'y a pas lieu pour nous de manifester une auto-satisfaction déplacée, mais il n'y a pas non plus, matière à justifier des attaques ou des procès d'intention contre la Direction et le Premier Secrétaire qui ont amené le Parti à ces résultats. Or, n'est-ce pas ce qu'auraient pu laisser croire certaines critiques émises, aussi bien par des camarades de la minorité que par des observateurs extérieurs ?

La situation du Parti Socialiste, premier parti de gauche renverse un rapport de force favorable au Parti Communiste depuis plus de trente ans.

## L'IRRESISTIBLE ASCENSION

Sur le plan électoral, le Parti Socialiste créé en sa faveur un phénomène plus ou moins analogue, à celui du mouvement gaulliste à son apogée.

Le Parti Socialiste est-il en train d'accéder à la position dominante que les sociaux démocrates scandinaves ont conquis, entre 1920 et 1940 ?

La question se pose, l'ascension du Parti continue depuis cinq ans, s'accélère depuis les cantonales confirmées par les municipales (...).

Cette montée de *l'influence socialiste est traduite de la même manière*, dans l'accroissement du nombre de ses adhérents qui a doublé en six ans dans le développement de ses sections locales et de ses sections et groupes d'entreprises et d'université.

Lors des ELECTIONS PARTIELLES de 1975 et 1976, le nombre des suffrages socialistes a augmenté avec régularité, que ce soit : au niveau des cantonales, de municipales (rappelons le succès de Chartres), de législatives partielles (Le Havre en Seine Maritime, Castres dans le Tarn, Châtelleraul dans la Vienne).

Autant d'étapes où, sans connaître le verdict des grandes consultations populaires, nous pouvions, cependant, percevoir, à travers chaque partielle, la confirmation constante et régulière de la montée socialiste, quelle que soit la nature de la consultation électorale. A la veille des ELECTIONS CANTONALES, des 7 et 14 mars 1976, nous savions qu'elles constitueraient un texte important, à mi-chemin entre l'élection présidentielle et les élections municipales.

Elles nous ont apporté 674 *élus cantonaux* : le résultat dépassait notre espoir. Il représentait pour nous 26,5 % des suffrages, et près de 2 800 000 voix pour la moitié de la France.



Et cependant, nous le savons bien, les élections cantonales sont d'une nature telle qu'elles gomment plus qu'elles ne soulignent les grands mouvements d'opinion en cours.

Déjà il était clair, après ce scrutin, que le Parti Socialiste devenait la première formation politique de ce Pays. Cet acquis, ajouté aux sièges qui ne seront renouvelés qu'en 1979 donne aujourd'hui à notre Parti 875 *Conseillers Généraux*.

## LES MUNICIPALES

Vinrent enfin les ELECTIONS MUNICIPALES des 13 et 20 mars 1977. Préparée par le Congrès de Dijon des 15 et 16 mai 1976 et par l'accord conclu entre notre Parti, le Parti Communiste, et le Mouvement de Radicaux de Gauche le 28 juin, les négociations et les actions de notre campagne ont mobilisé le Parti pendant plusieurs mois.

Les engagements pris ont été respectés et les quelques défaillances enregistrées ne permettent *nullement de mettre en cause la cohésion et la discipline dont le Parti a fait preuve à cette occasion, dans sa quasi-totalité.*

Cet effort a abouti au résultat qui confirmait en les renforçant encore ceux des élections cantonales de 1976 :

- Sur 221 villes de plus de 30 000 habitants 157 sont acquises à la Gauche, dont 81 pour le Parti qui en gagne ainsi 38.

- Pour les 591 villes comprises entre 9 000 et 30 000 habitants le nombre des municipalités dirigées par la Gauche passe de 216 à 349 - et notre Parti qui contrôlait 101 municipalités en obtient désormais 176.

La conquête de villes très importantes telles que Nantes, Rennes, Montpellier, Brest venant s'ajouter à Marseille, Lille, Grenoble, Clermont-Ferrand, Limoges, n'est pas le seul témoignage de la montée du Parti.

Les analyses effectuées à partir de données venues de toutes les fédérations, montrent en profondeur une progression significative du nombre des élus municipaux socialistes.

On comprend que le Ministre de l'Intérieur ait astucieusement regroupé à son profit et comme autant de conquêtes de la majorité présidentielle, la plupart des élus ruraux... Ce trompe-l'oeil bien fait pour masquer l'ampleur de l'échec subit par cette majorité ne peut se substituer aux faits : c'est ce que confirmera le renouvellement du tiers du Sénat à l'automne prochain (...).

### FIDELE A L'IMAGE SOCIALE

Le Parti Socialiste a opéré pas seulement un spectaculaire redressement au niveau des résultats globaux, il apparaît aujourd'hui comme le seul grand Parti qui reproduit assez fidèlement l'image de la structure sociale française.

Il est plus jeune, plus ouvrier et cadre moyen que la société française dans son ensemble, mais le Parti Socialiste s'en rapproche étonnamment.

Il est aussi un peu plus masculin d'où l'importance accordée à la représentation féminine dans le Parti.

Il faut de plus constater un électorat nouveau homogène et spécifique : Il s'agit de cadres supérieurs, de membres de professions libérales, de catholiques, de citoyens ne s'intéressant que de loin à la politique qui dans les récentes consultations nous ont rejoints.

Cette évolution a modifié en profondeur la géographie électorale socialiste.

Aux bastions traditionnels du Nord, Pas-de-Calais, des Bouches du Rhône, du Languedoc-Roussillon, du Limousin, de Midi-Pyrénées, se sont ajoutés de nouveaux territoires : l'Ouest, et l'Est où le Parti opère une progression spectaculaire, progression également sensible dans les banlieues de la région parisienne et de la région Rhône-Alpes.

Cette percée socialiste correspondant en outre à une relève de génération. La tranche d'âge des trente-quarante ans est partout présente.

Il est maintenant clair que le processus de la relève s'est opéré presque naturellement à travers une période trop longue de dépérissement et ses six dernières années de renouveau.

### CAMPAGNE ET PRESENCES DANS LES LUTTES

La mise en oeuvre des priorités du Congrès de Pau, concernant la Formation et l'Entrepris, s'est elle aussi traduite au plan de l'organisation et de l'animation :

La Formation a doublé sa capacité d'accueil pour les stages d'été, lancé des stages régio-

naux et créé son Centre National semi-permanent de formation tourné vers les cadres du Parti.

En liaison directe avec cet effort, d'autres ont été développés au niveau de l'ACCUEIL et de l'INFORMATION des NOUVEAUX ADHÉRENTS (Bureau National des Adhésions).

Le Secteur Entreprise a lui aussi accru son activité et son audience depuis le Congrès de Pau, Il compte maintenant deux fois 1/2 plus de sections d'entreprises et de G.S.E. qu'a lors.

Enfin, une volonté s'est fermement affirmée : celle de compléter sans notre critique des abus et des carences de la droite au pouvoir, par la force de nos propositions.

Les travaux parlementaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat et les réflexions des Experts, ont convergé vers un même objectif : Préparer les dossiers d'un Parti prêt à prendre ses responsabilités dans le gouvernement de la France.

### SIX COLLOQUES IMPORTANTS.....

Six colloques importants et 16 journées nationales ont concrétisé ces recherches ; des projets déjà très élaborés ont vu le jour, ou sont sur le point de naître : pour l'Education Nationale, pour l'environnement, pour la décentralisation, pour la ville, pour le statut de la femme dans notre Société.

Le Parti dispose là de grands dossiers qui lui apportent des éléments de décision sur l'ensemble des questions qu'il faudra trancher, le moment venu, dans la perspective du pouvoir.

La capacité d'entraînement de la Direction du Parti et de son Premier Secrétaire, et la

réponse active que lui ont apporté tous les militants, ont permis à ce Parti d'assurer une double relève :

- Une relève géographique, particulièrement sensible dans certaines provinces et la relève d'une génération qui se traduit par la venue aux responsabilités d'un grand nombre de jeunes. Des jeunes élus aussi et même dans les villes de plus de 30 000 habitants - 22 maires socialistes ont moins de 40 ans.

Le Parti Socialiste a brûlé des étapes qui caractérisent d'ordinaire le développement d'une formation politique.

### LA PRESSE DU PARTI SOCIALISTE

Au nombre des moyens mis en oeuvre pour permettre cette ascension du Parti Socialiste, Pierre MAUROY soulignait particulièrement le développement de la presse du Parti et faisait le point sur le tirage des différents organes.

- Le «Poing et la Rose» aux Militants, s'il convient encore d'élargir ses rubriques, a été un instrument sérieux pour la diffusion interne des actes du Parti et de ses positions sur les grands problèmes de l'heure ; il a également contribué à la préparation et au compte-rendu de nos Assises.

(tirage actuel : 160 000 exemplaires)

- Le «poing et la Rose aux Responsables a été créé en 1976 ; il s'est efforcé de substituer à un grand nombre de circulaires de la Direction une formule apportant directement, chaque quinzaine aux Responsables locaux et fédéraux, les DIRECTIVES et ARGUMENTS nécessaires à leur action (23 numéros ont paru à cette date).

- «Combat Socialiste», parcequ'il avait vu ses ventes diminuer jusqu'en décembre, a modifié sa formule et sa structure de gestion. Le magazine mensuel de 28 pages-couleur, que vous connaissez maintenant, a regagné 6 000 ventes en 3 mois. S'il connaît encore des difficultés réelles de trésorerie, il a pratiquement rétabli son équilibre financier.

- «L'Unité», Hebdomadaire tourné vers le grand public a un budget entièrement équilibré et connaît un succès qui lui permet d'atteindre maintenant les 30 000 abonnés.

Si l'on tient compte des difficultés qui sont celles de toute presse nationale d'opinion, de tels résultats sont satisfaisants ; il importe de les améliorer, mais aussi d'en prendre acte.

- La nouvelle formule de la «Revue Socialiste» nous permet d'espérer le succès d'une relance efficace, pour que fédérations et municipalités prennent activement part à cet effort.

- «Communes de France» enfin, a régulièrement progressé depuis le Congrès de Pau. Sa diffusion actuelle est de 9 000 exemplaires ; cette revue s'est révélée un appui efficace pendant la campagne électorale, où le nombre de ses abonnés s'est accru de façon remarquable.

# les interventions des fédérations

Michel CHARZAT (Paris)

D'emblée celui-ci précise que la minorité votera le quitus, en se situant sur un terrain strictement statutaire.

«Mais sans donner pour autant une portée par trop limitée, par trop anodine à notre geste».

Tout en refusant d'entrer dans une discussion détaillée sur le bilan présenté par le Secrétariat du Parti ; l'orateur appelle la vigilance afin de ne pas développer les G.S.E. au détriment des Sections d'Entreprise et des autres secteurs notamment les jeunes et la formation.

Le débat se situe ensuite sur l'approfondissement théorique de la doctrine concernant le Socialisme et les partis frères ainsi que l'autogestion tout ceci ayant contribué à l'avancement vers la convergence.

Approfondissement favorisé aussi par les élections municipales. Tout ceci n'empêche pas une saine critique aux yeux de Michel CHARZAT, notamment :

«Nous avons regretté et continuons à regretter certaines pratiques internes au Parti, telle ou telle dissolution arbitraire de Fédération, par exemple, ou de sections».

«Approbation sans humilité pour les uns et sans force triomphante pour les autres», c'est dans cette mesure que nous arriverons, je pense, à repousser le calice empoisonné de nos rivalités, de nos méfiances, des procès d'intention qui empoisonnent parfois nos débats».

Il s'agit donc ici pour la minorité d'aller au fond des problèmes «En recherchant loyalement les conditions d'un équilibre plus sage de notre fonctionnement, clarifier enfin ses orientations programmatiques, afin de le préparer à se rassembler à la veille d'échéances capitales».

## FEDERATION DU NORD

Tout en rappelant que la liberté de discussion est entière au sein du parti, le délégué du Nord affirme que nulle tendance organisée ne saurait y être tolérée. A cet effet, les Congressistes sont informés de la tenue en octobre d'un Congrès Fédéral.

«Pour établir le règlement qui permettra de concilier une liberté intérieure sans entrave avec une discipline totale dans l'action».

D'autre part, un certain nombre de dispositions sont prises par le Comité Fédéral quant à la formation et aux moyens de communications mis à la discrétion des divers courants de pensée.

L'orateur note un point important des travaux de la fédération.

«La synthèse implique que soient arrêtées des modalités sur le plan intérieur pour éviter le fractionnisme, déviation de la démocratie intérieure. C'est dans cet esprit que les responsables du C.E.R.E.S. du Nord se sont engagés à faire disparaître leur organisation en tant que telle, au même titre que doivent disparaître toutes les autres tendances organisées qui peuvent ou pourraient exister».

Rappelant toutefois que la synthèse ne saurait être réalisée sans un véritable accord politique qui reste à faire.

## GUILLEME Raymond (Nord)

Rappelle que la prise en charge effective de la priorité du Parti qui constitue le secteur «entreprise» doit se traduire par une action permanente des sections locales.

«Les fédérations ajoute t'il, doivent être organisées pour appuyer cette politique».

## FAIGT (Hérault)

Il reprend et développe les termes de la motion déposée par la Section de Béziers demandant que la manière dont le Parti avait conduit les élections municipales fasse l'objet d'un rapport particulier soumis à la discussion du Congrès.

## GASPIN (Ardèche)

Il posait le problème du nucléaire sous sa double forme : pacifique et belliqueuse :

«Les questions laissées sans réponse à ce sujet ouvrent de larges trous dans lesquels s'engouffrent opportunément gauchistes et écologistes».

## Marie-Christine AUDUC (Oise)

Elle demande de profiter du renouvellement des cadres fédéraux pour inté-

grer davantage les femmes et les jeunes dans les organismes fédéraux sans cantonner ceux-ci soit aux problèmes exclusivement des jeunes, soit aux problèmes spécifiquement féminins... (applaudissements).

## DELFAU (Secteur Formation)

Une Campagne Nationale dans les Fédérations sera lancée à la rentrée, si vous le jugez utile, sur le thème de l'identité du Parti. Le Centre National semi-permanent intensifiera son action.

Nous allons faire un effort pour une formation régionalisée, voire fédéralisée.

Nous ferons d'autre part, un effort très important dans le cadre de la formation des militants des entreprises et des militants des associations de masse.

Georges SUTRAT : présente les travaux de la Commission Agricole du Parti et demande qu'il y ait un additif au budget prévisionnel.

Souligne que la Commission Nationale Agricole fonctionne depuis 4 ans sans Secrétaire et sans budget et précise les travaux effectués depuis 4 ans.

GUILLEMIN-FREMONT : demande s'il est tolérable qu'il y ait deux poids et deux mesures dans le Parti, notamment quand des camarades du Parti à Toulon sont exclus sans délais quand d'autres qui ont refusé l'Union de la Gauche restent dans le Parti.

Jean ROUS (CD) s'attache aux problèmes des méthodes de Direction du Parti en ce qui concerne la méthode de discussion pour définir la ligne politique ainsi que pour la désignation du Comité Directeur.

Il ne faut pas «brimer les courants divers du Socialisme. Il y a toujours un courant qui a un caractère gestionnaire et un courant qui a un caractère contestataire.

«Nous construirons un grand Parti Socialiste, qui ne soit ni social démocrate, ni stalinien, mais dans la vraie tradition du Socialisme Démocratique».

# la motion 1 :

## “faire un Parti uni”.

Peu après que François MITERRAND soit entré dans la salle sous les applaudissements, Claude ESTIER présentait la MOTION 1, il déclarait à ce sujet :

(...) Les résultats des votes indicatifs sont connus, ils seront d'ailleurs proclamés dans quelques instants. Les trois quarts des militants du Parti ont donné leur suffrage à la Motion 1, c'est-à-dire qu'ils ont approuvés l'action menée depuis le Congrès de Pau par la direction sortante.

(...) Faire un parti uni pour la transition, c'est aussi et bien entendu renforcer son unité. Contrairement à ce qui a été affirmé à plusieurs reprises par nos camarades du Courant II, nous ne posons pas, et nous n'avons jamais posé ce problème en termes disciplinaires. Il n'a jamais été question de répression, ni de limite à apporter au droit d'expression des courants de pensée à l'intérieur du Parti, et c'est à partir de ce postulat que nous affirmons dans la Motion 1 que le débat ne doit pas être déplacé. La liberté de discussion à l'intérieur du Parti n'est pas en cause, ce qui est en cause, dit notre Motion, c'est le fractionnisme, ce qui est en jeu c'est la nécessité de la discipline dans l'action sans laquelle il n'y a pas d'efficacité possible.

Chaque courant, selon nous, doit dire clairement comment il entend contribuer à une application rigoureuse de l'article 4 de nos Statuts. Le Congrès doit se prononcer clairement sur ce point.

Nous proposons dans notre Motion que l'unanimité du Parti se fasse autour d'une règle simple que nous avons ainsi rédigée : « aucun courant de pensée ne peut disposer de locaux et de moyens financiers qui lui seront propres, prélever des cotisations sur les adhérents, organiser en dehors du Parti et sans son accord réunions, stages et séminaires, émettre des positions publiques différentes de celles dont le Parti a souverainement tranché dans ses assises régulières ».

Si l'accord se fait là dessus, la synthèse à laquelle aspirent de nombreux mili-

tants pourrait être utilement recherchée sur la base d'une analyse et de choix politiques convergents.

Ces choix politiques, ils doivent porter sur un certain nombre de questions de toute première importance. Je ne ferai que les énumérer car nous savons tous de quoi il s'agit. Mais on ne peut pas esquiver ces choix car ils conditionnent tout autant que l'accord sur le fonctionnement interne l'éventuelle synthèse entre la majorité et la minorité du Parti.

Sommes-nous d'accord, Camarades, sur la conception des relations entre les partis qui constituent l'Union de la Gauche, et sur les conditions de la préservation de l'identité de notre Parti au sein de cette Union ? C'est une question fondamentale qui appelle une réponse précise.

Sommes-nous d'accord sur l'analyse de la crise et sur les solutions que nous

proposons pour en sortir ? C'est un débat d'autant plus urgent qu'il est en partie lié à l'actualisation du Programme commun. Sommes-nous bien d'accord sur le nombre des nationalisations, sur leur contenu, sur le rôle respectif entre la planification démocratique dont la nationalisation n'atteint qu'un certain nombre de secteurs clés, et dont l'ensemble du système bancaire est effectivement l'un des éléments décisifs, et le marché que nous n'envisageons ni de supprimer, ni d'ériger en moteur dominant de l'économie ?

Sommes-nous encore d'accord sur l'Europe ? Le début qui a eu lieu cette semaine à l'Assemblée Nationale, et qui a confirmé la profonde cassure qui existe au sein de la majorité, nous a dispensés de voter la ratification de l'élection du Parlement Européen au suffrage universel. Mais le problème est-il pour autant réglé ?

### UNE DELEGATION DU PARTI SOCIALISTE SUR LE SITE DE L'ÉVENTUELLE CENTRALE NUCLEAIRE DU PELLERIN

*Une Délégation du Congrès National du Parti Socialiste de Nantes s'est rendue hier sur le site de l'éventuelle implantation de la Centrale Nucléaire du Pellerin.*

*La Délégation a déposé un texte sur le registre d'enquête d'utilité publique de St Jean de Boiseau, où des incidents entre manifestants anti-nucléaires et forces de l'ordre avaient fait trois blessés la semaine dernière.*

*Conduite par Camille DURAND, Maire Socialiste de la commune, une des douze situées dans le périmètre de l'enquête, la délégation était notamment composée de Christiane MORA, Déléguée Nationale à l'Energie du P.S., Jean LE GARREC, Membre du Comité Directeur, Délégué National pour les travailleurs immigrés, Robert CHAPUIS, Membre du Comité Directeur, Délégué National à la Politique Industrielle, Henri SABY et Michel BEREGOVOY, Membres du Comité Directeur ainsi que de nombreux Maires Socialistes de communes du département.*

*Sous le regard de gardes mobiles, installés dans la mairie, les Délégués Socialistes ont inscrit la déclaration suivante sur le registre :*

*« Ils demandent un sursis à exécution pour le projet d'une Centrale Nucléaire sur le site du Pellerin ».*

*« Ils dénoncent :*

*- L'absence d'information et de débat démocratique dans le pays préalablement à la réalisation du programme électro-nucléaire décidé par le gouvernement et qui explique le refus exprimé par les élus et la population des communes concernées.*

# la motion II

## “clarification, unité”.

Pour Pierre GUIDONI il faut aller plus loin et aller plus loin vers la synthèse «qui a été demandée», espérée par tant de Congrès Fédéraux, par tant de votes de sections». Il note au passage la diminution du nombre de motions à mesure des Congrès et affirme la volonté de tous les militants de réaliser la synthèse.

«Le Parti Socialiste est chargé des espérances de notre peuple et il a le devoir d'être à la hauteur de ces espérances». P. GUIDONI montre que le véritable enjeu du Congrès c'est d'être prêts ensemble ce qui à ses yeux justifie la nécessité de la synthèse.

Cependant celle-ci ne sera pas sans effort. La clarification s'impose donc sur la question des nationalisations, sur la dynamique du contrôle des travailleurs et sur l'environnement international.

L'orateur affirme aussi que la victoire, c'est-à-dire aussi la rupture avec le capitalisme ne pourra s'opérer que dans une position de force du parti qui se situe avant tout au plan interne.

Après s'être réjoui de la disparition des «croquemitaines complaisamment agités depuis des années devant les militants» P. GUIDONI pose le problème de l'organisation dans le Parti d'une démocratie vivante.

Cela suppose des formes, cela suppose des moyens, cela suppose des canaux. Une pensée s'exprime par oral, par écrit, par le dialogue, ou par la réunion ; que le Parti soit capable, et pleinement capable, d'organiser lui-même, sous son autorité, dans ses locaux, avec ses moyens, une véritable démocratie où chacun puisse pleinement exprimer son opinion, et ne croyez-vous pas que bien des problèmes disparaîtraient ?

Après s'être interrogé sur les difficultés posées par la transition au Socialisme «qui n'est pas quelque chose que l'on puisse repousser dédaigneusement en parlant d'un mouvement mystique», P. GUIDONI voit dans le Parti Socialiste «ce puissant soutien nécessaire à l'accomplissement par le gouvernement de la gauche de ses tâches fondamentales de lien».

Nous ne sommes pas là pour savoir si doit se perpétuer la situation que nous vivons depuis deux ans et demi, nous sommes là pour savoir si nous pouvons atteindre à un stade supérieur de l'unité du Parti. Ajoute l'orateur.

Après une mise en garde face au rejet de l'application en commun d'un texte qui serait élaboré aussi en commun, la perspective de l'enthousiasme de vaincre «drapeau et rose mêlés» est fermement annoncée.

*Voici les résultats de la Commission de vérification des mandats qui s'est réunie sous la présidence de Charles-Emile LOO, Secrétaire National de l'Organisation et au budget.*

*Vote unanime de la Commission*

*Nombre de mandats : 5 914*

*Nombre de délégués : 687*

*Après que le Délégué de la Moselle eut rappelé une disposition des statuts précisant que le vote par procuration ne peut avoir lieu dans les sections, celui-ci conteste la décision qui remet en cause le principe des statuts fédéraux.*

*Un recours est donc déposé contre un vote de section devant la Commission des conflits.*

*Roger FAJARDIE récusé cette position et demande au Congrès de valider le vote. Celui-ci est adopté.*

### RESULTAT DU VOTE INDICATIF INTERVENU DANS LES FEDERATIONS

*Sur 5 914 mandats :*

<i>Motion 1</i> . . . . .	<i>.4 441 mandats, soit 75,89 %</i>
<i>Motion 2</i> . . . . .	<i>.1 419 mandats, soit 23,99 %</i>
<i>Abstentions</i> . . . . .	<i>51 mandats, soit 0,86 %</i>
<i>Refus de vote</i> . . . . .	<i>3 mandats, soit 0,05 %</i>
<i>Votes exprimés</i> . . . . .	<i>.5 860 mandats</i>

*Relativité entre Motion 1 et Motion 2 :*

<i>Motion 1</i> . . . . .	<i>75,78 %</i>
<i>Motion 2</i> . . . . .	<i>24,21 %</i>

**LIBERATION.**

Le congrès ressemble à une grande représentation à l'intention de la presse, des télévisions et des radios, présents en grand nombre à Nantes. Devant la longue tribune, bordée de plantes vertes, ce sont les journalistes qui ont la place de choix.

Guidoni va en effet prononcer le seul vrai discours politique de la journée. Il ne dédaigne pas de la faire avec éloquence. Nul brouhaha viendra perturber son appel tendu et chaleureux, à « une synthèse » des deux courants. Un argument, un seul, mais repris de mille manières : en mars 78 s'ouvrira une nouvelle ère historique, la construction du socialisme dans un pays capitaliste développé.

**L'AURORE**

**Q**UI n'a pas son rassemblement ? Le R.P.R. de Chirac ne diffère de feu le R.P.F. que par la dernière lettre de son sigle. Poniatowski aurait voulu unifier les chapelles centristes, mais il y échoua, et le voici contraint de faire retraite et oraison. Mitterrand a substitué, voilà six ans, à la *section française de l'Internationale ouvrière*, une organisation dite *parti socialiste*, telle que la gauche française n'en a jamais connu. La technique du fourre-tout lui a bien réussi.

Ce qui n'était qu'un maigre ruisseau (car la vague gaulliste avait réduit à bien peu la S.F.I.O.) est devenu le fleuve le plus puissant de la politique française. Ce fleuve, fait de dix ou vingt courants et sous-courants, grossi d'apports hétéroclites, charrie n'importe quoi, y compris les bateaux ivres de « l'auto-gestion ».

**LE FIGARO**

Bilan largement positif voté à l'unanimité. Modération du ton. Recherche « loyale et confiante » d'une synthèse entre les deux principaux courants. Ainsi peut-on résumer cette première journée du congrès socialiste à Nantes, qui, demain, pourrait peut-être déboucher sur un accord entre François Mitterrand et la minorité du C.E.R.E.S.

**Le Monde**

La première journée du congrès du parti socialiste, qui s'est ouvert vendredi 17 juin en fin de matinée à Nantes, a été marquée par le rapport d'activité de M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national, chargé de la coordination.

Le maire de Lille a insisté sur l'audience croissante de son parti. Les très nombreuses délégations étrangères présentes à Nantes en sont d'ailleurs une illustration. En outre, du côté français, sont venus des représentants du parti communiste et du Mouvement des radicaux de gauche, mais aussi des délégués des divers groupes gaullistes d'opposition (Fédération des républicains de progrès de M. Charbonnel, Initiative républicaine et socialiste de M. Léo Hamon, et Union des gaullistes de progrès du vice-amiral Sanguinetti) et du Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert. Du côté syndical, des délégations de la CGT et de la CFDT se sont également déplacées.

La progression du parti socialiste s'exprime cependant surtout au niveau des effectifs et au niveau électoral. Enfin, l'unité du P.S. n'est pas mise en cause à Nantes : la minorité a en effet donné quitus à la direction.

**Presse-Océan**

Un accord sur la synthèse ne signifie pas pour autant ralliement, a prévenu l'un des tout derniers orateurs de la première journée du Congrès, Pierre Guidoni, porte-parole du CERES. Le Congrès de la nécessaire unité, comme le laissent entendre les débats qui ont marqué hier l'ouverture au Parc de la Beaujoire de Nantes, de la grande confrontation nationale des « sensibilités » socialistes au sein du Parti.

Il apparaît en effet qu'entre partisans des deux motions : celle majoritaire, réunie autour de François Mitterrand et celle de Jean-Pierre Chevènement, on semble résolu à s'accorder sur l'essentiel, dans le seul souci de préserver, dans la perspective désormais d'une victoire de la gauche aux législatives du printemps prochain, une sorte

d'homogénéité et de cohésion nécessaires pour rendre plus crédible aux yeux de l'électorat, la capacité de pouvoir gouverner.

**L'HUMANITE**

Certains propos ne manqueront pas d'être relevés par les observateurs attentifs de ces assises. Ainsi, le maire de Nantes, ouvrant les travaux, a présenté le Parti socialiste comme « porteur, à lui seul, de l'espoir d'un peuple ».

Pierre Mauroy, quant à lui, a développé l'idée que le P.S. « est en train d'accéder à la position dominante que les sociaux-démocrates scandinaves ont conquise entre 1920 et 1940 ».

Il a même parlé de « position d'arbitrage comparable à celle du Parti radical sous la III<sup>e</sup> République ». Cette appréciation a suscité les commentaires désabusés d'un groupe de délégués dans les couloirs. On se souvient qu'il n'y a pas si longtemps, devant les candidats aux élections municipales, réunis à Bagnolet, François Mitterrand avait soutenu que le PS est désormais la « pierre angulaire » de toute construction politique, notamment à gauche, dans notre pays... Les deux déclarations ont une parenté évidente. Elles peuvent légitimement faire naître une interrogation.

**L'ÉCLAIR**

Synthèse ou pas : réponse aujourd'hui. La journée d'hier donna souvent l'impression d'un « round d'observation ». Le problème, semble-t-il, reste entier malgré les propos apaisants tenus de part et d'autre.

En vérité, tout le monde attend François Mitterrand. Accueilli en triomphe par le congrès, le secrétaire national devra finalement trancher.

Une chose est sûre : le CERES veut la réconciliation : « Nous sommes là pour définir les convergences, pas pour approfondir les divergences, et nous ne demandons pas plus que les droits et devoirs que s'accordent à eux-mêmes les sous-courants qui ont signé la motion de la majorité », a répondu Pierre Guidoni à Claude Estier. Celui-ci, développant un argument de Pierre Mauroy, selon lequel la synthèse entre les deux courants doit passer par un accord politique de fond, avait énuméré les points de divergence entre le CERES et la direction du parti.

ABONNEMENTS  
ET  
BONS DE COMMANDES

A

QUEST UNITE

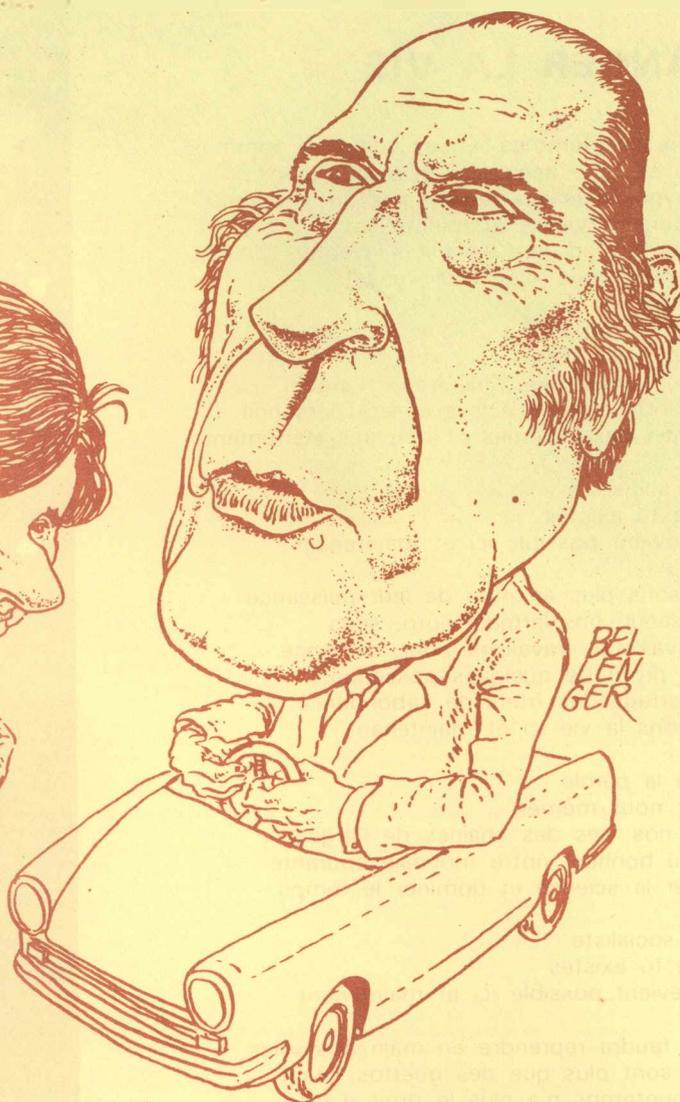
Souvenirs et Résumés

du

CONGRES DE NANTES

Commande au Stand  
de la Fédération P.S. 44

Hall d'accueil



## LE MATIN

ouest  
france

Un congrès socialiste, cela tient de la messe et du ring de catch, du parlement et du confessionnal, de la colonie de vacances et du travail posté », constate un observateur perspicace de la vie politique française, Roland Cayrol, qui ajoute : « C'est aussi tout à la fois le comble de la démocratisation et le comble du magouillage au sommet. » Le cinquième congrès du P.S. qui s'est ouvert hier à Nantes ne devrait guère s'écarter de ce croquis à la fois drôle et fidèle. Telle est du moins l'impression qui se dégage de cette première journée.

(... ) C'est un événement parce que ses décisions pèseront sur l'avenir de l'union de la gauche et, par contrecoup, sur l'ensemble du pays, que la gauche soit victorieuse ou non.

Parce que le parti socialiste porte les aspirations des citoyens qui lui font confiance, son rassemblement est pour chacun, partisans ou adversaires, une incitation à réfléchir. De plus, il nous donne l'occasion de nous interroger nous-mêmes et de l'interroger sur la façon dont il conçoit, au-delà de l'immédiat quotidien, les solutions aux grands problèmes, lesquelles, à terme, détermineront le destin de notre pays, influenceront sur celui de l'humanité tout entière.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

M : .....

Adresse : .....

Abonnement 1 an 10 numéros ..... 20F

Soutien à partir de ..... 50F

Versement à effectuer à «Ouest Unité» 25, chaussée de la Madeleine - 44000 NANTES

## CHANGER LA VIE

Les voix des femmes, et les voix des hommes  
Ont dû se taire beaucoup trop longtemps  
Ne croyons plus aux lendemains qui chantent  
Changeons la vie ici et maintenant  
C'est aujourd'hui que l'avenir s'invente  
Changeons la vie ici et maintenant

Prendre la parole  
Décider nous-mêmes  
Libérer nos vies des chaînes de l'argent  
Ecrire notre histoire à la première personne  
Etre enfin des hommes et non des instruments

France socialiste  
Puisque tu existes  
Tout devient possible ici et maintenant

Ne versons plus au nom de leur puissance  
Notre sueur, nos larmes, notre sang  
Les travailleurs travaillent pour la France  
Pas au profit de quelques possédants  
Pour partager les fruits de l'abondance  
Changeons la vie ici et maintenant

Prendre la parole  
Décider nous-mêmes  
Libérer nos vies des chaînes de l'argent  
Faire du bonheur notre monnaie courante  
Maîtriser la science et dominer le temps

France socialiste  
Puisque tu existes  
Tout devient possible ici et maintenant

Il nous faudra reprendre en main nos villes  
Qui ne sont plus que des guettos géants  
Où le printemps n'a plus le droit d'asile  
Où meurent les vieux, les arbres, les enfants  
C'est dans nos propres murs qu'on nous exile  
Changeons la vie ici et maintenant

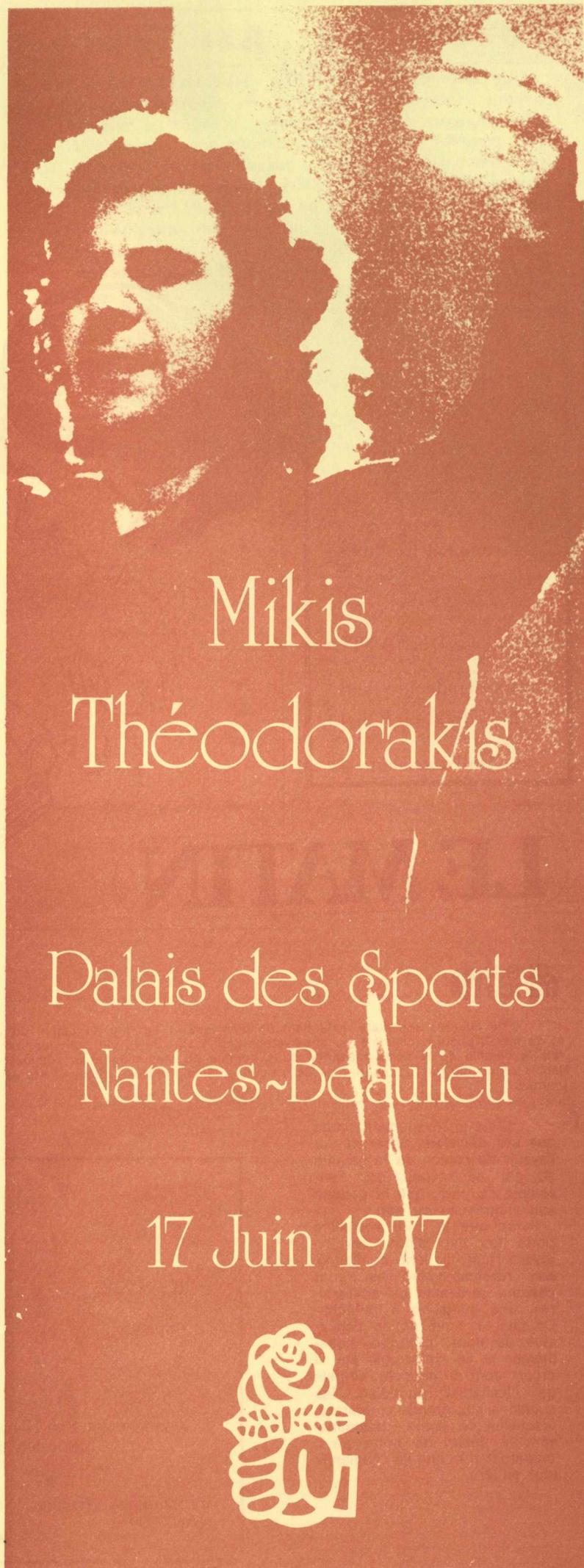
Prendre la parole  
Décider nous-mêmes  
Libérer nos vies des fleuves de ciment  
Pour ne plus mourir de l'air que l'on respire  
Et pour pouvoir vieillir auprès de nos enfants

France socialiste  
Puisque tu existes  
Tout devient possible ici et maintenant

Un siècle meurt, un millénaire commence  
Plus de prisons, de cages ni de camps  
Tendons la rose rouge de l'espérance  
Aux opprimés de tous les continents  
L'histoire est là qui nous offre une chance  
Changeons la vie ici et maintenant

Libérer la femme  
Libérer l'école  
Donner la parole aux frères immigrants  
Ecrire notre histoire à la première personne  
Etre enfin des hommes et non des instruments

France socialiste  
Puisque tu existes  
Tout devient possible ici et maintenant



Mikis

Théodorakis

Palais des Sports

Nantes-Beaulieu

17 Juin 1977







L'Airbus à Toulouse : baisse de cadence jusqu'en 1978

## SNIAS

## Un plan Barre qui vient trop tard

La SNIAS maintient son programme de réduction d'effectifs de 1 550 personnes pour 1977. Au cours d'une réunion du comité central d'entreprise, le président de la société, Jacques Mitterrand, a souligné que « *quelles que soient les incidences à espérer des orientations données par le premier ministre au Bourget, elles ne pourront avoir leur effet que fin 1978* ».

EU égard aux délais qu'exigent l'étude et le développement d'un programme, il est certain que la politique aéronautique, récemment définie par Raymond Barre, ne peut avoir d'impact dans l'immédiat sur le plan de charge de la SNIAS. Sur les 1 550 départs prévus en 1977, plus de 1 200 concernent la seule division « avions », et selon le communiqué de la direction, un nombre important de départs est d'ores et déjà enregistré par limite d'âge, anticipations ou démissions « *mais qu'il n'apparaît pas que par ces seules voies les objectifs prévus puissent être atteints* ».

Les années 1977, 1978 et la moitié de 1979 seront de mauvaises années pour la division « avions » de la SNIAS qui sera en sous-activité. Ce n'est qu'à partir de cette date qu'une commercialisation accrue de l'Airbus et la relance du programme Transall viendront grossir le plan de charge de la société. De plus, dès la mi-1978, on y verra un peu plus clair dans les projets annoncés par le premier ministre : celui d'un avion moyen-

courrier (deux versions, l'une de 130, l'autre de 160 places), l'autre programme étant un avion dérivé de l'Airbus, le B-10, qui n'emportera que 210 passagers mais dont le rayon d'action sera augmenté.

Mais avant de lancer les études, il reste à faire le tour des capitales européennes pour rechercher des coopérateurs. Principalement à Londres et à Bonn. Intéressés par le B-10 que souhaite la Lufthansa, les Allemands sont plus réservés à l'égard de l'avion moyen-courrier tout en ne souhaitant pas être mis à l'écart. Avec les Anglais, la situation est plus complexe car dans le même temps qu'ils se déclarent européens, ils négocient avec le constructeur américain Boeing. Rolls-Royce, pour sa part, qui a lié son sort au gros-porteur L-1011 de Lockheed, n'est pas près de laisser l'Airbus européen pénétrer sur le marché américain.

Les négociations menacent donc d'être longues et difficiles et les expériences passées font craindre que le nouvel avion moyen-courrier ne soit pas mis en service en 1982, comme il est souhaitable. J.-P. M.

SPECIAL  
NANTES 77

« **L** A question posée à Nantes n'est pas celle de l'unité du Parti socialiste mais simplement celle de sa cohésion. » C'est ainsi que François Mitterrand, sur FR3 hier soir, a restitué l'un des enjeux du congrès du PS qui s'ouvre ce matin dans la métropole de Loire-Atlantique. A son avis, le différend majorité-minorité n'est pas d'ordre disciplinaire. Le problème est de fixer les règles du jeu de la vie démocratique interne du PS pour éviter justement qu'on en arrive à des mesures disciplinaires. « *Qu'il y ait synthèse ou non entre le CERES et la majorité, a-t-il déclaré en substance, cela ne peut remettre en cause notre unité.* »

« 1978 se joue déjà à Nantes », écrivait récemment Jean Poperen, l'un des secrétaires nationaux du PS. Formule choc qui n'étonne pas dans la bouche de ce marxiste orthodoxe à la franchise quelquefois tranchante. Mais aussi formule vérité qui résume mieux que toutes les déclarations d'intention l'enjeu du congrès qui s'ouvre ce matin à Nantes. Pour la première fois depuis vingt ans, la gauche — et surtout le Parti socialiste — est vraiment aux portes du pouvoir. Et chacun de s'interroger : comment franchir les derniers pas ? Comment, une fois aux affaires, réussir sans perdre son âme ?

LA première condition du succès est, tous en conviennent, de disposer d'un instrument efficace. C'est-à-dire d'un parti uni, et surtout cohérent dans ses options et dans sa démarche. C'est là que le bât blesse. La direction du parti accuse la minorité d'avoir un comportement « fractionnel », et la somme d'y renoncer. Elle a fait même une condition à tout texte de synthèse. Le CERES refuse ce « préalable », et réclame un débat politique de fond dans lequel ce problème de la cohérence interne serait traité. Une solution semble envisageable, à l'image de l'accord survenu dans la Fédération du Nord : le CERES renoncerait à son organisation propre, en échange de facilités d'expression dans les organes officiels du parti.

Mais le retour des minoritaires à la direction du parti n'irait pas sans poser des problèmes de personnes. Le nombre de secrétaires nationaux est limité. François Mitterrand peut-il écarter tel ou tel représentant d'un sous-courant de la majorité qui l'a loyalement soutenu pour faire place aux amis de Jean-Pierre Chevènement ? Il ne faudrait pas pour le bon équilibre du parti qu'une minorité chasse l'autre... Cependant, les véritables problèmes, au-delà de

la discipline interne du parti, sont des problèmes de fond.

A Nantes, le PS devra répondre à un certain nombre de questions, et ses réponses auront valeur d'engagement pour l'avenir.

Sur l'Europe, l'étendue des nationalisations, le rôle du mouvement de masses, des divergences existent avec les minoritaires. Mais, là encore, les débats devraient permettre de les surmonter.

Pendant trois jours, dirigeants et délégués du Parti socialiste vont s'interroger et débattre de tous ces sujets, qui sont au cœur de leurs préoccupations.

Reste l'Union de la gauche. Plus personne au PS ne la conteste aujourd'hui. Les résultats des dernières élections municipales ont prouvé que l'alliance est vraiment passée dans les mœurs politiques. Pourtant des nuages resurgissent périodiquement dans le ciel des relations PC-PS. Ils inquiètent les dirigeants socialistes. La mise à jour du Programme commun et la campagne entreprise sur ce thème par les communistes les amènent à se poser des questions sur l'avenir et sur leur future collaboration dans un éventuel gouvernement de gauche. « *L'union, certes, mais pas à n'importe quel*

## Les enjeux d'un grand congrès

François Mitterrand à FR3 : Rien ne peut remettre en cause l'unité du parti

Après avoir évoqué les différents problèmes politiques que doit résoudre un parti qui s'appête à gouverner, le leader socialiste est revenu sur l'actualisation du Programme commun. Il a rappelé qu'à cet égard, l'intérêt de la gauche réside dans des négociations rapides le mois prochain.

« *Ce n'est pas un ultimatum, a-t-il dit, mais nous le souhaitons. Si, sur telle ou telle question, l'accord se révèle impossible, le texte de 1972 suffira alors largement. L'essentiel est en effet d'avoir un programme qui nous oppose à nos adversaires et non à nos voisins de gauche.* »

prix », rappellera François Mitterrand à ses amis.

Autre interrogation pour l'avenir : les rapports parti-gouvernement, dans l'éventualité d'une arrivée de la gauche au pouvoir. Certains, en particulier au CERES, s'inquiètent d'une éventuelle coupure entre les deux, qui conduirait à une situation comparable à celle de la SFIO dans les années 1956-1957 : les congrès votaient des motions contre la guerre d'Algérie alors que le gouvernement Mollet-Lacoste poursuivait imperturbablement sa politique de répression.

Une certitude en tout cas, pour les différents responsables du PS, le parti parvenu aux responsabilités suprêmes, le rôle des militants sera d'une importance capitale. Ils devront être les relais, ceux qui font le lien entre le pouvoir et la masse de la population, en expliquant inlassablement — notamment dans les entreprises — la politique du gouver-

nement. L'expérience de Valéry Giscard d'Estaing, président sans troupes, coupé de la masse des Français est le mauvais exemple à ne pas suivre.

Enfin, dernier problème — capital —, les risques de débordement. Quel devra être le rôle des masses dans une expérience de gauche ? Comment concilier les initiatives de la base — indispensable — et la nécessaire autorité de l'Etat ? Comment éviter les risques de surenchère de groupes plus ou moins responsables qui suivront l'arrivée au pouvoir ?

Les débats de Nantes feront sans doute apparaître que les clivages sur ces questions essentielles ne correspondent pas toujours à la division classique entre courant 1 et courant 2. L'exemple de la force nucléaire, qui fera l'objet d'une convention extraordinaire, l'a déjà montré.

Alexis Liebaert

## Claude Estier : Pas de synthèse nègre-blanc

« Une motion de synthèse nègre-blanc, écrit Claude Estier cette semaine dans l'Unité, mais le résultat d'un accord réel sur l'ensemble des problèmes posés. Les débats de Nantes diront si cet accord est possible.

Quelle que soit la réponse, l'unité du parti n'est pas et ne sera pas en cause. Le PS a vécu depuis le congrès de Pau avec une majorité et

une minorité. Cela ne l'a pas empêché de grandir et de prospérer sans qu'il soit jamais question de scission ou de rupture. Même si leurs appréciations divergent sur tel ou tel point, les militants socialistes appartiennent au même parti et c'est cela qui, pour chacun d'eux compte avant toute chose. Il est certain d'ailleurs que le congrès de Nantes en fournira une nouvelle preuve. »

## RADIO-FRANCE

## Les journalistes contestent Péricard

QUARANTE-HUIT heures après le sénateur Caillavet, les journalistes de Radio-France s'insurgent contre les nouvelles fonctions politiques de leur directeur Michel Péricard. Nommé dimanche dernier membre du comité central du RPR, celui-ci cumule ces nouvelles responsabilités et la direction de l'information de Radio-France.

L'engagement politique de Michel Péricard, maire RPR de Saint-Germain-en-Laye, n'est pas nouveau. Mais pour les journalistes SNJ (Syndicat national des journalistes) de Radio-France, « *certaines cumuls de haute responsabilité accroissent considérablement les risques de manipulation de l'information* ».

Ce cumul officiel n'a que le mérite de la clarté. Tout le monde sait que les principaux responsables de l'information à la radio et à la télévision sont acquis aux thèses de la majorité. Mais cette confusion entre pouvoir politique et pouvoir d'information constitue bien ce qu'Henri Caillavet appelait « *un précédent grave aux niveaux de la garantie de la liberté d'expression et du droit de réponse* ». Il s'agit aussi d'une interprétation très souple de la convention collective des journalistes dont l'article 3 précise que l'expression publique de l'opinion des journalistes ne doit « *en aucun cas porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse dans laquelle ils travaillent* ». J.-F. D.

## MUNICIPALES

## Des élections contestées à Nice

Réunis sous la présidence de M. Romeuf, le tribunal administratif de Nice examinait hier après-midi une requête en annulation du deuxième tour des élections municipales de Nice présentée par les listes d'Union de la gauche et des démocrates, qui avaient été battus dans les trois secteurs par M. Jacques Médecin.

Outre des irrégularités dans les bulletins de vote, l'affichage et les procurations, le principal argument invoqué par les avocats des protestataires était un tract diffamatoire concernant M. Virgile Pasquetti, tête de

liste communiste dans le troisième secteur, tract diffusé dans l'ensemble de la ville. Le commissaire de la République, M. Ould-Audia, a jugé la diffusion insuffisamment massive dans les premier et deuxième secteurs pour justifier l'annulation des élections. Il a estimé, en revanche, que dans le troisième secteur, ce tract avait pu influencer certains électeurs hésitants, et modifier le résultat du scrutin, l'écart entre les listes n'étant que de 294 voix. Il a conclu à l'annulation des élections dans ce secteur. La décision a été mise en délibéré.

**SPECIAL  
NANTES 77**

# Un parti d'électeurs

qui n'est pas encore devenu un mouvement de masse

Jun 1971, Epinay-sur-Seine. Le Nouveau Parti socialiste d'Alain Savary, héritier de la SFIO de Guy Mollet, fait le compte de ses effectifs : 60 000 adhérents. La Convention des institutions républicaines de François Mitterrand en revendique tout juste 10 000. Leur fusion consacre la naissance du Parti socialiste. Nouveau lui aussi, bien sûr, mais suffisamment assuré de l'être pour abandonner l'adjectif. Railleur, légèrement méprisant, Georges Pompidou pouffe de rire : « PS ? Qu'est-ce que c'est que ça ? Vous connaissez, vous ? » La seule chose dont il se souvient, lui, est que son adversaire socialiste à l'élection présidentielle a fait, deux ans auparavant, 5 % des voix.

Six années plus tard, à la veille du congrès de Nantes, le PS annonce un peu plus de 160 000 adhérents répartis dans 4 800 sections, dont 900 groupes et sections d'entreprise.

**P**OUR importante que soit la progression, le chiffre n'est pas en lui-même spectaculaire. Le Parti communiste français s'enorgueillit de ses 550 000 militants. Le RPR de Jacques Chirac prétend avoir rassemblé quelque 200 000 signatures en six mois.

Cette relative insuffisance d'effectifs demeure une faiblesse pour un parti qui aspire à être le moteur du futur gouvernement de la gauche unie. Encore que les chiffres fournis par la direction du PS présentent des garanties d'authenticité maximale : le jeu des tendances à l'intérieur des partis, loin de gonfler les effectifs, conduit à un contrôle rigoureux des mandats à l'intérieur de chaque fédération. Il reste que le PS n'est pas devenu le parti de masse que ses derniers résultats électoraux et la faveur dont il jouit, si l'on en croit les son-

dages dans l'opinion publique, semblent annoncer.

Car la véritable force du PS, aujourd'hui, réside dans l'attraction qu'il exerce sur une fraction de l'électorat que les spécialistes estiment environ au tiers. Cette évolution, sensible dès les cantonales de 1976, s'est concrétisée aux municipales de mars dernier. Le PS contrôle désormais 83 villes de plus de 30 000 habitants (sur 221), mais il participe, aux côtés du parti communiste, à la gestion de 72 autres ; 193 villes de 9 000 à 30 000 habitants, 103 de 6 000 à 9 000. A une SFIO essentiellement urbaine (à l'exception du Midi viticole traditionnel), et appuyée sur quelques gros bastions (Nord, Pas-de-Calais, Bouches-du-Rhône, Limousin), s'est substitué un parti multiforme qui a réussi des percées spectaculaires aussi bien dans des régions à vocation industrielle

moderne (Rhône-Alpes à partir de Grenoble) que dans des zones retardées dans leur développement ou en proie à des difficultés de reconversion, à forte tradition chrétienne et réputées conservatrices (Bretagne, Val de Loire, Poitou-Charentes, et même dans l'Est où la gauche revient de trop loin pour être déjà arrivée).

L'enseignement majeur de ces succès électoraux est peut-être moins le fait que le PS est devenu le premier parti de France par le nombre de ses électeurs que la révélation de cette diversité. Longtemps considéré avant tout comme un parti de citadins, d'enseignants, d'employés, le PS a gagné dans toutes les couches de la population. Au point que la répartition de son électorat coïncide presque parfaitement désormais avec la composition sociologique de la France. Un tableau publié cette semaine par l'hebdomadaire du PS *l'Unité*, que nous reproduisons ci-dessous, le démontre. Il a été dressé à partir d'études menées par la Sofres.

L'électorat socialiste demeure plus masculin et plus jeune que l'ensemble de la population. Il enregistre encore un déficit sensible dans la catégorie des inactifs et des retraités. Mais ces différences se sont sensiblement atténuées depuis les précédentes études de ce type, qui remontaient à 1973. Ajoutons que, de toutes les formations politiques, le PS est de loin celle qui recueille le plus fort pourcentage

d'opinions favorables (62 % contre 41 % au Parti républicain de Valéry Giscard d'Estaing). Comment, avec une telle image de marque, le Parti socialiste n'a-t-il pu gonfler davantage le nombre de ses militants ? Plusieurs explications viennent à l'esprit. Retenons-en au moins deux. La première, contre laquelle les dirigeants socialistes ne peuvent pas grand-chose, est qu'il existe une marge importante entre le vote et l'engagement politique franc et déterminé. Cette hésitation est d'autant plus sensible que l'engouement électoral est récent et les structures d'ac-

cueil mal connues. La deuxième raison tient peut-être à la complexité interne du parti. L'existence de courants et de sous-courants (voir ci-dessous l'article d'Alexis Liebert) est sans doute une source de richesse. Mais elle peut freiner l'adhésion populaire, qui exige un minimum de simplicité, limiter le recrutement aux milieux intellectuels ou déjà suffisamment politisés pour ne pas se laisser rebuter par les subtilités politiciennes. Les militants eux-mêmes ne reconnaissent pas dans leur expérience quotidienne sur le terrain ces rivalités de courant qu'ils jugent très parisiennes

et qui provoquent de plus en plus souvent une réaction de rejet. C'est l'une des causes de l'aspiration unitaire manifestée par la base dans la préparation de ce congrès, et qui s'est traduite, en particulier à Lille et à Rennes, par une volonté de synthèse entre les deux grands courants.

Parti d'électeurs, le PS n'est pas devenu un parti de masse. Cela risque d'être un handicap quand viendra l'heure de gouverner. L'image que le Parti socialiste donnera de lui-même au congrès de Nantes peut aider à le surmonter.

Guy Claisse

## La composition de l'électorat socialiste

(Printemps 1977)

SEXE	Electeurs socialistes	Ensemble population électorale française
Homme	52	48
Femme	48	52
AGE		
18-34 ans	37	35
35-49 ans	27	25
50 ans et Plus	37	40
PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE		
Agriculteur	9	9
Petit commerçant, artisan	7	7
Cadre supérieur, profession libérale	8	9
Cadre moyen, employé	23	20
Ouvrier	30	28
Inactif, retraité	23	27
CATEGORIE D'AGGLOMERATION DE RESIDENCE		
Moins de 2 000 habitants	30	28
2 000 à 20 000 habitants	14	15
20 000 à 100 000 habitants	14	13
100 000 habitants et plus	28	28
Agglomération parisienne	15	16

## CONVENTIONNELS, POPERENISTES, CERES, ETC.

# Courants et sous-courants

Officiellement « courant un » et « courant deux ». En clair, majorité et CERES. Vu de l'extérieur, le Parti socialiste se résume à ces deux composantes quasi institutionnelles depuis le congrès de Pau (1975). Mais cette classification, un peu sommaire, ne dépeint que la surface des choses. Derrière l'image de la majorité unanime — elle l'est d'ailleurs lors des votes importants — se cache une alliance de différents courants et sous-courants, principalement unis par leur soutien à François Mitterrand.

« **L**A loi du Parti socialiste, c'est la proportionnelle » expliquent les dirigeants du PS à qui s'étonne de cette division en courants que six ans de vie commune n'ont pas réussi à faire disparaître. Et, de fait, la règle de la proportionnelle pour la désignation des responsables du parti à tous les niveaux explique bien des choses. Notamment l'existence des courants et la nécessité pour certains d'entre eux de s'allier afin de constituer une majorité qui resterait, sans cela, introuvable.

Héritage de l'histoire de la gauche française de ces trente dernières années ; vieilles complicités entre des hommes qui ont, dans le passé, livré les mêmes combats ; quelquefois, véritable convergence d'analyse ; il y a de tout cela dans ce phénomène des courants de pensée qui font à la fois la force et la faiblesse du Parti socialiste.

Autour de François Mitterrand, les fidèles des fidèles, ceux qui, à travers toutes les tempêtes, n'ont jamais quitté

le navire conduit par le futur premier secrétaire du PS. On les appelle les conventionnels en souvenir de leur participation à l'aventure de la Convention des institutions républicaines (1964). Parmi ceux-ci : Georges Dayan, Louis Mermaz, Claude Estier, Georges Fillioud, Charles Hernu... Et un nouveau venu depuis 1972, Lionel Jospin.

L'un d'entre eux, Pierre Joxe, fait un peu cavalier seul et caracole en terre marxiste. Sans constituer pour autant un véritable courant, il publie un bulletin intitulé *Pour l'union*.

L'emprise des conventionnels sur l'appareil du parti n'est pas sans irriter un certain nombre de militants qui se promettent, le jour venu, d'y mettre fin sans trop de ménagement.

« La Fédération des Bouches-du-Nord », ironisent les minoritaires quand ils évoquent les ex-SFIO et leurs deux patrons Pierre Mauroy et Gaston Defferre. Eux aussi sont des fidèles, mais à leur



Au congrès de Pau, en 1975, le CERES est entré dans l'opposition à la majorité du parti

manière, qui est celle des grands féodaux. Sûrs de leur force, conscients du poids de leurs mandats dans les votes décisifs, ils n'ont jamais manqué à François Mitterrand. En contre partie, Pierre Mauroy est le numéro deux officiel et Gaston Defferre est l'homme du franc parler, celui qui ne mâche pas ses mots

et que personne n'oserait jamais rappeler à l'ordre.

Troisième élément déterminant de la majorité du Parti socialiste, la « courant des assises » est le plus informel. Il s'est constitué autour de différents groupes venus en deux vagues au PS. La première, en 1972, avec Gilles

Martinet. La seconde, lors des « assises du socialisme » qui virent l'arrivée de Michel Rocard, de ses amis du PSU et d'un certain nombre de membres de la CFDT. Il dispose d'une tribune, la revue *Faire*, mais ne se sont jamais dotés de structures, Michel Rocard s'y étant toujours refusé.

Enfin les « poperenistes », du nom du secrétaire national à la propagande. Groupés autour d'un club, l'ERIS, ils ont ces derniers temps tendance à coller étroitement aux conventionnels. Stratégie qui ne les empêche pas de développer dans leur journal, *Synthèse Flash*, des analyses marxistes d'une rigueur incontestable.

En face, c'est-à-dire dans la minorité, le CERES. Bouillonnant, tiraillé — c'est le cas pour la force de frappe par exemple — entre les analyses de ses dirigeants et la sensibilité de ses militants. Depuis le congrès de Pau, il est cantonné dans le rôle de l'opposition de gauche. On a quelquefois l'impression que cette position amuse ses dirigeants « historiques » (Chevènement, Sarre, Motchane), tant ils semblent prendre plaisir aux philippiques qu'ils échangent régulièrement avec les amis de François Mitterrand.

Son organisation — « fractionnelle » affirment les dirigeants de la majorité — est au centre des débats du congrès de Nantes. Sommé d'y renoncer, le CERES réclame en contrepartie les moyens de s'exprimer et l'instauration d'un véritable débat de fond sur des problèmes comme l'Europe ou la politique économique de la gauche.

Alexis Liebaert

**SPECIAL  
NANTES 77**

**Pierre, Michel, Lionel et les autres...**

Ils n'interviendront pas tous publiquement au congrès de Nantes. Mais ils y joueront à coup sûr un rôle important.

Anciens de la SFIO, compagnons de la longue marche de François Mitterrand depuis les origines obs-

cures de la Convention des institutions républicaines, militants autogestionnaires du courant des assises, transfuges du PSU, jeunes énarques de l'entourage de François Mitterrand, ils expriment, chacun à sa manière, les différentes sensibilités de ce parti complexe

qu'est devenu le PS, quand ils n'en dirigent pas un courant. Nous avons choisi de vous en présenter seize. Un peu arbitrairement. D'autres pourraient figurer sur la liste. Mais ils seraient nécessairement très proches d'un de ces hommes-là.

**Les aînés**

**PIERRE MAUROY**

Le profil type du social-démocrate populaire. Ses titres de gloire : avoir réussi la greffe Mitterrand sur la SFIO à Epinay en 1971, puis celle du courant des Assises sur le PS en 1974 avec son ami Michel Rocard. Grand coordinateur de l'appareil socialiste, son influence est déterminante sur le parti, où rien ne peut se faire sans lui. A la tête de la fédération du Nord, la plus importante après celle de Gaston Defferre, ses qualités de gestionnaire et sa persévérance lui ont permis en cinq ans de se tailler un fief quasi imprenable où il détient à la fois, à quarante-huit ans, les mandats de député, de maire de Lille et de président du conseil régional.



**JEAN-PIERRE CHEVENEMENT**

L'un des bâtisseurs du nouveau Parti socialiste puis de l'Union de la gauche, il fut pendant un temps un atout précieux de François Mitterrand. Mais son divorce avec le leader socialiste était inévitable. Les deux hommes sont trop trempés dans le même moule pour pouvoir cheminer de concert. Chevenement, à trente-huit ans, reste un peu l'homme du défi perpétuel. Mais, à force de tirer sur la corde, tout ce qu'il touche prend l'allure de l'intrigue. Il y a du romantisme chez ce défenseur de la discipline militaire, sans laquelle toute révolution n'est qu'espérance déçue. Au CERES, s'il n'en restait qu'un, il serait celui-là.



Nogués/Sygma



Melloul/Sygma

**CLAUDE ESTIER**

De tous les porte-parole politiques, il est sans doute le plus apprécié des journalistes. Ancien journaliste à *Libération* et à *l'Observateur*, il sait de quoi il parle, mais surtout à qui il s'adresse. *L'Unité* n'est-il pas le seul hebdo de parti qui puisse être lu par un non-militant ? Ce lieutenant de François Mitterrand, âgé de cinquante-deux ans, n'a jamais mesuré son dévouement au PS. Le temps qu'il a passé à s'occuper de la campagne électorale des autres en 1973 est certainement en partie responsable de son échec dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. A pris sa revanche aux dernières municipales, en battant Michel d'Ornano.



Nogués/Sygma

**MICHEL ROCARD**

Sans doute le plus connu des dirigeants après François Mitterrand. Même ses détracteurs au sein du parti lui prédisent un avenir de premier plan. En attendant, à quarante-six ans, Michel Rocard continue à faire ses classes à la tête du département Secteur public du parti. Entré au PS en 1974 avec le courant des Assises, l'ancien secrétaire national du PSU donne parfois l'impression de sacrifier au conformisme sa rigueur novatrice d'antan. L'autocritique n'est pas dans sa nature.



Pascal/Lebrun

**LOUIS MERMAZ**

Son sérieux et sa fidélité lui ont valu de percer dans l'ombre de François Mitterrand, auquel il est attaché depuis l'époque lointaine de l'UDSR. Maire de Vienne, député et président du conseil général de l'Isère, ses activités au sein du PS le placent au centre névralgique de l'appareil. A quarante-cinq ans, il a la haute main sur les fédérations et les sections d'entreprise. Il se pourrait alors qu'un jour on lui confie la garde de la vieille maison quand tous les autres siègeront au Conseil des ministres. Gagne à être connu.



Aimé/Fotolib

**JEAN-PIERRE COT**

Il a le don oratoire du tribun sans en avoir le tempérament. Un handicap certain chez ce professeur de droit, sociologue, aux allures de gauchiste en cravate. Malgré des débuts pleins de promesses, sa soif de connaissances le voit plus attiré par ses chères études que par la politique qui, chez lui, semble se limiter à sa seule activité de parlementaire. La réserve est peut-être naturelle chez cet enfant du Front populaire, aujourd'hui âgé de quarante ans, dont l'adolescence fut marquée par la réputation sans faille de son père. Son heure viendra un jour. En attendant, le Parti socialiste en a fait son délégué aux Affaires européennes.



Schurr/Rush

**PIERRE JOXE**

On ne sait pas ce qui le rend le plus fier : sa carte de militant CGT ou son titre de conseiller à la Cour des comptes. Ce lieutenant de Mitterrand est attaché au leader socialiste comme son père pouvait l'être au général de Gaulle : sa fidélité est sans complaisance. Cela ne va pas sans lui attirer quelque antipathie. Ce militant à toute épreuve, de quarante-trois ans, s'est aguerri au contact des paysans et des ouvriers de Saône-et-Loire, dont il est l'élu et auprès desquels il aime se retremper périodiquement. Un peu d'imagination ne nuirait pas à cette rigidité marxiste qu'il cultive.



Pavlovsky/Sygma

**LIONEL JOSPIN**

Ebranlé par Mai 68, ce haut fonctionnaire promis à une belle carrière préféra choisir sa liberté politique pour rejoindre en 1971 le parti de François Mitterrand. Sa vitalité, sa fidélité et son réalisme parfois un peu rigide en font un militant remarqué, qui rapidement va graver tous les échelons de la hiérarchie pour accéder deux ans plus tard au gouvernement du parti. De la formation, il passe au tiers monde. Le parti seul lui importe. Il refuse les courants. Agé de quarante ans, il est un de ceux à qui Mitterrand réserve un avenir difficile mais plein de responsabilités.



Bureau/Sygma

**JEAN POPEREN**

Révolutionnaire inquiet, son intransigeance est une des causes de son instabilité politique. Successivement au PC puis au PSU, il crée son propre club, l'UGCS, avant de rejoindre en 1969 le PS d'Alain Savary. Son combat fut longtemps celui des minoritaires ennemis des compromissions et des déviations. Aujourd'hui, à cinquante-deux ans, fondu dans la mouvance socialiste, il garde cependant toute sa rigueur marxiste qui en fait un excellent analyste politique.



Karel/Gamma

**GILLES MARTINET**

Venu en avant-garde du PSU et des assises, Gilles Martinet est, à soixante ans, responsable des études du Parti socialiste. Son côté franc-tireur lui a permis depuis 1936 d'être un observateur actif de l'histoire du mouvement ouvrier. Il est avant tout un homme d'analyse. Son cheminement politique est celui de ces intellectuels qui, du PC au PS, ont refusé à travers le PSU les déviations communistes et l'opportunisme de la SFIO.



Vauthey/Sygma

**GASTON DEFFERRE**

Gaston Defferre, soixante-six ans, est un peu le père tranquille du PS. Cela ne l'empêche pas de mener rondement les députés socialistes. Sa faconde méditerranéenne convient à son autorité rassurante. Si demain, la gauche... le député maire de Marseille saura être l'homme à poigne du gouvernement.



Andanson/Sygma

**JACQUES ATTALI**

Membre de droit du sérail, cet économiste musicien séduit par son éclectisme. Toujours plein d'idées. Ses arguments peuvent paraître infaillibles. Un ennui : ils ne collent pas toujours avec la rigueur théorique marxiste, voire socialiste. Qu'importe ! Il fonce ! Etre le conseiller écouté de Mitterrand lui suffit. Sa grande souplesse de conviction idéologique n'a d'égal que son refus de se laisser enfermer dans les schémas traditionnels du parti.



Lochon/Gamma

**PIERRE GUIDONI**

Il tient de Guy Mollet cette science qui fait les stratèges de congrès. Orateur né, il sait de sa voix rauque trouver les mots qui conviennent à la chaleur communicative du militantisme pratiquant. Agé de trente-cinq ans, ce président d'honneur de l'UNEF, aujourd'hui conseiller de Paris, n'est sans doute pas un chef historique du CERES. Il en est certainement l'un des leaders les plus écoutés.



**DIDIER MOTCHANE**

L'un des chefs historiques du CERES créé par Guy Mollet pour se donner des idées, il en est aujourd'hui, à quarante-trois ans, l'éminence grise. animateur de la revue *Repères*, il sait manier avec intelligence la théorie et l'idéologie qui font la force des militants de son courant. Homme des visions à long terme, il sait quand il le faut se tremper dans les basses besognes de la tactique quotidienne.

Enquête de Jacques Roure

RÉUNI EN CONGRÈS A NANTES

# Le parti socialiste parviendra-t-il à refaire son unanimité ?

Le congrès du parti socialiste, qui siège du vendredi 17 au dimanche 19 juin au palais de la Beaujoire, à Nantes, doit rassembler près de cinq mille personnes, dont une centaine de délégués étrangers et le double de journalistes. Outre les représentants des partis de l'Internationale socialiste, doivent notamment être présents : les

envoyés des partis communistes d'U.R.S.S., de Roumanie, de Pologne et de Hongrie. Le P.S. a également invité ses alliés du programme commun. La délégation du P.C.F. sera conduite par M. Charles Fiterman, membre du secrétariat, et celle du Mouvement des radicaux de gauche par M. Michel Crépeau, vice-président. Des représentants du Mouvement des démo-

crates de M. Michel Jobert et de l'Union des gaullistes de progrès seront là aussi.

Deux textes d'orientation ont été soumis aux sections socialistes après que, le 7 mai, le comité directeur eut constaté l'impossibilité d'un accord entre la majorité du parti, groupée derrière M. François Mitterrand, et les minoritaires du CERES. Les congrès des fédérations départe-

mentales se sont prononcés sur ces deux motions. Si le CERES, qui avait obtenu 25,4 % des mandats lors du congrès de Pau, en février 1975, apparaît en recul, son score devrait néanmoins être supérieur à 24 %. Les pointages effectués par les responsables de la majorité et de la minorité varient, en effet, entre 24 et 24,5 % des suffrages exprimés.

Synthèse ou non ? Tel est la question à laquelle les congressistes du P.S. vont devoir répondre. A l'issue de ses assises, le P.S. continuera-t-il à vivre, comme depuis sa création, avec une majorité et une minorité, ou bien se présentera-t-il avec une façade d'unanimité ?

Officiellement, majoritaires et minoritaires déclarent qu'ils souhaitent parvenir à un accord, ce qui explique le vote dans de nombreuses fédérations départementales de motions réclamant une synthèse. Reste pourtant à savoir sur quels points peut s'effectuer une telle réconciliation. Si les débats préparatoires au congrès ont, pour l'essentiel, porté sur l'organisation interne d'autres sujets séparent la majorité et la minorité. Et les porte-parole du CERES ont bien l'intention de chercher à centrer sur ces sujets-là les travaux du congrès.

Il s'agit pour l'essentiel de l'Europe, de l'autogestion et du mouvement des masses, des nationalisations. Sur ce dernier point, les désaccords entre socialistes portent sur le champ, sur la conception même des entreprises nationales et sur les modalités d'indemnisation des actionnaires. Derrière ces thèmes se cache

sans doute une divergence sur la politique conjoncturelle que la gauche devra engager dès son éventuelle arrivée au pouvoir. C'est elle que les minoritaires veulent faire apparaître, si du moins elle existe. Ils jugent en effet indispensable qu'un tel débat se développe avant que le P.S. n'ait la responsabilité de la gestion du pays.

Or rien n'indique que M. François Mitterrand soit disposé à se laisser entraîner dans cette voie. Non qu'il se désintéresse de préparer les suites d'une victoire électorale, mais il entend bien, dans ce domaine, se garder les mains libres pour pouvoir adapter son action. M. Mitterrand est un intuitif. Il ne croit pas que la gauche puisse se présenter au pays « sans que manque un bouton de guêtre ».

Déjà cette conception l'a amené à restreindre délibérément la portée des négociations d'actualisation du programme commun. Le parti communiste accepte fort mal cette attitude, ce qui est logique. Il a tout intérêt à alourdir et préciser le programme commun et ce quelle que soit la position qu'il adoptera au lendemain d'un éventuel succès de la gauche. Si le P.C.F. choisit de

tenter un débordement, il pourra ainsi, plus aisément, expliquer que le programme commun est incomplètement appliqué. S'il joue le jeu de la gestion, il a malgré tout intérêt à avoir fait préciser avant le scrutin la portée de bien des réformes prévues, afin de restreindre les possibilités d'initiatives autonomes de ses partenaires. Il sait, en effet, que le P.S. aura au départ de l'expérience une position dominante dans l'appareil d'Etat. Les communistes multiplient donc les pressions pour faire évoluer leur partenaire. Sans grand espoir, il est vrai, car M. Mitterrand pourra toujours se replier sur le texte initial du programme commun que le P.C.F. peut difficilement refuser. Le premier secrétaire n'a

pas caché sa résolution lors du « sommet » de la gauche le 17 mai, en proposant à MM. Marchais et Fabre, qui tentaient de le fléchir : « Faites un programme commun ensemble. »

Puisque M. Mitterrand veut se réserver la plus large marge de manœuvre possible vis-à-vis de ses alliés, on ne voit pas pourquoi il accepterait que le CERES lui fixe un canevas. Toute la démarche du premier secrétaire vise, au contraire, à multiplier les structures parallèles à celles de son parti. Il a ainsi patronné le groupe des experts ou le conseil de développement culturel, qui constituent de véritables viviers dans lesquels M. Mitterrand se réserve de puiser le moment venu.

### Le charisme de M. Mitterrand

Le député de la Nièvre n'est pas et n'a jamais été un homme de parti. S'il a réussi la prouesse de régénérer le courant social-démocrate, il n'a pas encore construit un parti socialiste. Son charisme supplée encore trop de défaillance. D'une certaine manière, le congrès de Nantes risque fort d'en être la dernière illustration.

Tout a été prévu pour faire de ces assises une sorte de grande communion. Deux délibérations parallèles se dérouleront. Tandis que se développera le débat général au cours duquel les délégués des départements viendront appeler à la synthèse, les négociations entre la majorité et la minorité se mèneront dans le cadre de la commission des résolutions qui commencera à siéger dès vendredi après-midi. Les congressistes seront, au fur et à mesure, informés de l'avancement de ses travaux. La soirée artistique au cours de laquelle, vendredi soir, Mikis Théodorakis fera, pour la première fois, interpréter son *Hymne au socialisme* sera le symbole du désir d'unité. La sentimentalité des militants socialistes trouvera là matière à s'exprimer. Ces militants, souvent de fraîche date, ont soif d'unité et de certitude. Ils ont besoin de croire en leur parti comme ils croient déjà au caractère inéluctable de la victoire de la gauche en 1978. Ce courant si puissant explique en grande partie l'adoption par les congrès départementaux de motions réclamant qu'une synthèse entre la majorité et la minorité soit élaborée à Nantes. M. Mitterrand pourra-t-il prendre le risque de le décevoir ?

Les militants n'aiment pas les débats à caractère disciplinaire. Le ton donné à la préparation du congrès, les accusations de « fractionnisme » portées contre le CERES, ont créé une certaine

gêne à la base. Une gêne qui a été accentuée par l'absence de souplesse dans l'élection des dirigeants imposée par les statuts du parti. Les représentants de la majorité du P.S. au sein des instances fédérales et nationales sont amenés à se coopter pour respecter les équilibres entre « sous-

### Choisir entre des inconvénients

Toutes ces réactions sont naturelles dans une formation qui s'est placée sous le signe de l'autogestion. Elles traduisent le désir des militants d'intervenir plus directement dans la vie de leur organisation. Les remous qu'a fait naître au sein du P.S. la perspective de voir la gauche prendre en compte la dissuasion nucléaire en sont une illustration.

S'il est certainement positif que les militants socialistes acceptent de moins en moins facilement de transformer leurs assises en une simple révérence au premier secrétaire, leur attitude n'est cependant pas sans risque. Les appareils politiques peuvent certes contribuer à fausser les perspectives, mais le culte de la « base » n'est pas moins nocif. Or la minorité du P.S., par souci de conforter ses positions, n'y échappe pas toujours. La campagne électorale qui vient de se dérouler au sein du P.S. a permis de voir resurgir des thèmes aussi ambigus que « la lutte de classes passe au sein du parti ». Ces slogans satisfont les militants et permettent donc de « faire du mandat » en vue du congrès, mais ils ont naguère précipité le déclin du P.S.U., et, dans un parti de gouvernement, ils ne pourraient qu'entraîner à court terme une crise entre le parti et l'équipe ministérielle.

Tout cela, M. François Mitterrand le sait, et c'est pourquoi il se méfie des réactions sentimentales

de sa formation. Quand il a rompu son alliance avec le CERES lors du congrès de Pau, il a choisi entre des inconvénients. Il en ira de même à Nantes. Certes, la base pousse son premier secrétaire à la synthèse, alors que, à Pau, un vote au sein des délégués de la majorité avait montré que les trois quarts étaient favorables à une rupture avec le CERES. Mais les arguments qui, il y a deux ans, ont commandé ce choix existent toujours. Il reste toujours plus grave pour le P.S. de voir sa direction se diviser sur un épisode de la vie politique que de vivre quotidiennement avec une majorité et une minorité. D'autre part, qui dit synthèse dit que la direction du parti prend plus ou moins en compte l'ensemble de la littérature élaborée par le CERES. Or, quand on se souvient l'usage que M. Jacques Chirac a fait de ces textes durant la campagne des élections municipales, on conçoit que les responsables du P.S. soient réticents à s'en encombrer à quelques mois d'une nouvelle campagne électorale décisive.

Enfin, nul n'a oublié au sein de la direction du parti socialiste que le CERES a connu son rythme de développement le plus important lorsqu'il cumulait sa présence au secrétariat du parti, et les facilités qu'il en retirait, avec une attitude volontiers « oppositionnelle ».

A l'inverse, dès que M. Mitterrand a décidé d'engager la lutte contre sa minorité, il est parvenu à la faire reculer, même faiblement. Pourquoi, dès lors, lui offrir un répit, à moins, bien sûr, qu'elle n'accepte le préalable défini par le premier secrétaire, c'est-à-dire sa disparition en tant que tendance organisée ?

Sur ce point, les responsables du CERES prétendent qu'il leur est fait un procès d'intention. Ils ne distribuent pas de cartes et ne prélèvent aucune cotisation. Il est pourtant vrai que le CERES n'est pas une minorité comparable à celles qui l'ont précédé. D'une

part, il est politiquement homogène ; d'autre part, il est organisé en tendance. Sa structure reproduit celle du P.S. Le CERES est même allié très loin dans cette voie, puisqu'il a tenté, au lendemain des élections municipales, de faire travailler les municipalités au sein desquelles il est présent avec son propre bureau d'études, afin de s'assurer, en concurrence avec le P.S., un financement autonome. C'est d'ailleurs cette initiative qui a précipité le conflit avec la direction du parti et qui a décidé le premier secrétaire à porter le fer dans la plaie.

Reste à savoir si l'avertissement que le CERES vient de recevoir lors des votes dans les fédérations départementales suffit à M. Mitterrand, ou s'il entend faire plier plus encore sa minorité, même au risque de se priver d'un congrès d'unanimité dont l'impact dans l'opinion ne pourrait être que positif.

THIERRY PFISTER.

### M. J.-P. CHEVÈNEMENT : si un accord politique intervient, les formes d'action du CERES changeront.

M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, chef de file du CERES, a déclaré mercredi 15 juin à TF1, à propos du congrès de Nantes :

« Si l'accord politique élaboré en commun est appliqué à tous les niveaux, beaucoup de choses changeront et les formes d'action auxquelles le CERES a été contraint d'avoir recours n'auront plus lieu d'être. Il va de soi que si le fonctionnement démocratique du parti est garanti de manière précise, les formes d'action qui sont les nôtres devront évoluer. »

« Le CERES recherche un accord politique clair à l'intérieur du parti, afin que la gauche ne se casse pas comme M. Giscard d'Estaing le souhaite. Nous disons pour cela qu'il faut une politique de nationalisations rigoureuse, une politique ambitieuse de transformation des structures, une politique économique à court terme rigoureuse pour éviter les déséquilibres que nous ne maîtrisons pas et il faut une politique européenne réaliste. »

### • Trois ans d'enquête.

• Des dizaines d'heures d'entretiens avec François Mitterrand d'entretiens avec François Mitterrand

• Des interviews de ses proches et de ses ennemis.

• Des révélations sur le Mitterrand de la Résistance ou celui de l'union de la gauche.

• Des documents inédits.



**François Mitterrand**  
ou la tentation de l'histoire  
par  
**F.O. GIESBERT**

336 pages 45F SEUIL

### M. MITTERRAND : certaines attaques nuisent à l'union.

M. Mitterrand déclare, dans une interview publiée par *Ouest-France* du 16 juin :

« Les relations avec le parti communiste ne sont certes pas chose facile. Connaissez-vous des alliances faciles ? Je suis bien placé pour le savoir. Mais même si certaines attaques nuisent à l'union, le P.S. y parera par son sang-froid, son dynamisme et la clarté de ses positions (...). Une certaine tendance des dirigeants du P.C.F. à donner des leçons, à sermonner, à fustiger, tient sans doute à une longue habitude, à une éducation dogmatique. Nous les écoutons avec intérêt et patience, d'une oreille. Quand ils dépassent la mesure, cela sort par l'autre oreille. Au total, ça va plutôt bien. Vous verrez que l'actualisation du programme commun se fera dans des délais raisonnables. »

Interrogé sur les problèmes de défense, M. Mitterrand indique qu'il ne croit « ni à l'autarcie économique ni à l'isolement militaire ». Le problème de la force de dissuasion nucléaire, poursuit-il, « est indissociable de la conception d'ensemble du système de défense que nous voulons pour la France ».

Enfin, au sujet de la nationalisation de l'enseignement privé, le premier secrétaire du P.S. souligne que le programme commun invite « au dialogue, à la négociation, à une grande souplesse dans l'exécution ». « La laïcité est, ou doit être, synonyme de tolérance, ajoute-t-il. »

Votre concessionnaire Renault vous propose :  
**une Renault 14 L**

VERSEMENT COMPTANT (20%) 4.900 Francs  
3 mois sans rien verser  
22 mensualités de 1.094,58 Francs.  
Soit au total 28.980,76 Francs T.T.C.

**RENAULT**  
Renault préconise elf

**Médecine Pharmacie**  
IPEC  
Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel  
633.81.23 / 033.45.87  
(au cœur du Quartier Latin)

**RECYCLAGE SCIENTIFIQUE**  
En septembre :  
Stage intensif.  
Petits groupes.

documentation sur demande

## A PROPOS DES SONDAGES

# Le droit au miroir

Quatre propositions de loi déposées par des députés de la majorité tendent à interdire la publication des sondages d'opinion pendant les campagnes électorales. Le gouvernement prépare un projet dans le même sens. L'entreprise repose sur l'idée que les citoyens tendent à s'aligner sur les résultats des sondages : la publication de ceux-ci conduisant à renforcer les opinions qu'ils montrent majoritaires et à affaiblir les minoritaires. Tant que cet effet (supposé) favorisait les partis au pouvoir, ils ne se sont pas souciés de le limiter. Les voici maintenant pleins d'ardeur pour empêcher que la gauche n'en profite à son tour.

Le procédé prête d'abord à sourire parce qu'il témoigne d'une ignorance remarquable. Nul n'a jamais démontré de façon certaine que la publication des sondages accroît la majorité et diminue la minorité telles qu'ils les révèlent. Ce mécanisme paraît probable quand il montre un très grand écart entre les opinions, du type 70 %-30 %. Même, en ce cas, les exceptions sont nombreuses. De toute façon, quand l'écart entre les distributions est assez faible (du type 48 % - 52 %, ou même 45 % - 55 %) la publication des sondages semble entraîner plutôt l'effet contraire en poussant les sympathisants du parti qui paraît battu à se mobiliser pour empêcher sa défaite. Le même comportement peut surgir quand l'un des deux partis régresse par rapport à l'autre à travers les sondages successifs. Certains interprètent ainsi les élections présidentielles américaines de 1976.

Le gouvernement n'a donc aucun intérêt à restreindre la publication des sondages en période électorale. Les citoyens, eux, ont, au contraire, le plus grand intérêt à ce qu'il ne le fasse pas. Car ils ont le droit d'être informés sur tous les aspects de la compétition, et notamment sur les tendances de l'opinion collective et sur leur évolution. Chaque électeur peut choisir en meilleure connaissance de cause s'il est mieux éclairé sur les courants d'ensemble qui traversent la nation. Un vote n'est pas un acte individuel et isolé. Il se situe dans une perspective globale que les sondages permettent d'entrevoir avec plus de précision qu'aucune autre technique connue. L'offensive qu'on prépare contre eux est une entreprise d'obscurantisme, au sens propre du terme, en même temps qu'une entreprise de domination. Une opinion publique consciente d'elle-même peut réagir à l'image que lui renvoie son miroir. Lui refuser ce miroir, c'est restreindre son autonomie de décision. Le vrai problème n'est pas de

par MAURICE DUVERGER

limiter l'usage et la publication des sondages, mais d'empêcher que ceux-ci ne soient monopolisés afin que l'opinion publique ne se regarde pas dans un miroir déformant. A cet égard, il ne serait pas difficile de définir quelques règles acceptables par tous et d'informer en même temps les citoyens sur la signification très différente des sondages suivant la nature des questions posées. Certaines ne signifient pas grand-chose, par exemple celles concernant le degré de popularité des personnalités tel qu'on le mesure régulièrement tous les mois. D'autres peuvent être facilement truquées pour pousser aux solutions souhaitées par ceux qui ont commandé le sondage. Sait-on que, dans une grande enquête expérimentale effectuée aux Etats-Unis en 1941, Hadley Cantrill a pu faire varier la proportion de réponses favorables de 8 % à 78 % en modifiant simplement le libellé des mêmes questions ?

Les intentions de vote en période électorale prêtent beaucoup moins à de telles manipulations. Si les questions à leur propos sont posées directement, et isolées de toutes autres, les réponses obtenues fournissent aux citoyens un miroir assez fidèle de leurs tendances collectives. A condition bien entendu qu'il s'agisse de sondages sérieux, portant sur des échantillons suffisants, déterminés par une méthode valable et interrogés suivant des techniques éprouvées. En général, les grands organismes d'enquête prennent d'autant plus de précautions à cet égard que les prévisions de vote constituent le seul moyen d'attester la validité de leurs entreprises. Il ne serait pas inutile cependant qu'une loi pose dans ce domaine quelques principes de déontologie professionnelle pour écarter les malhonnêtes et les fantaisistes et protéger les autres contre les tentations de facilité. Elles ont conduit, en 1974, à une enquête par téléphone auprès de specta-

teurs du duel télévisé Giscard-Mitterrand, qui excluait une grande partie des électeurs populaires, plutôt favorables au second.

Une loi qui restreindrait le droit de faire des sondages et de les publier aurait un tout autre signification. Les sondages d'opinion sont une technique d'information. Imparfaite sans doute. Mais pas plus que beaucoup d'autres techniques qui sont couramment employées et que nul ne songe à interdire, pendant la période électorale ou en dehors, parce que nul n'a pouvoir de le faire. La liberté de procéder à des sondages, de les publier et de les commenter fait partie intégrante de la liberté d'information, laquelle est une des bases de la démocratie pluraliste. Au cours du dix-neuvième siècle et du vingtième siècle, la liberté d'exprimer des opinions, proclamée par la Déclaration des droits de 1789, s'est progressivement étendue à l'accès et à la publication des informations, les deux éléments étant désormais indissolubles. A ce titre, la liberté d'information fait partie des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République et auxquels notre droit positif attache valeur constitutionnelle.

Si le gouvernement réussissait à faire voter par sa majorité une loi restreignant l'usage des sondages d'opinion, on peut espérer qu'il se trouverait bien soixante députés ou sénateurs pour la défendre au Conseil constitutionnel, et que celui-ci manifesterait dans la protection de la liberté d'information la même rigueur qu'il a montrée dans la défense de la liberté d'association : l'une et l'autre occupant une place d'égale importance dans les principes fondamentaux de la République. Les tenants de la société libérale avancée ont-ils intérêt à pousser les choses jusque-là, en se rapprochant ainsi des partisans des sociétés qui restreignent l'information des citoyens parce qu'elles les estiment dépourvus d'esprit critique et de capacité de juger ? On peut en douter.



# LE POING ET LA ROSE

7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 62 - Juin 1977 - 2 F

## CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

NANTES, 17-18-19 juin 1977

**MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION**

# CONGRÈS DE NANTES

17-18-19 JUN 1977 (Parc de la Beaujoire)

## Indications pratiques

### POUR ALLER À NANTES

Vos secrétaires fédéraux ont reçu les fichets S.N.C.F. et les cartes de délégués et d'auditeurs. Nous adressons également carte et fichet S.N.C.F. à chacun des membres de droit.

Si vous venez en car ou en voiture, le plan ci-joint vous permettra de connaître les grandes voies d'accès à Nantes.

Dans chaque réponse aux réservations d'hôtel, nous avons joint un plan du centre ville.

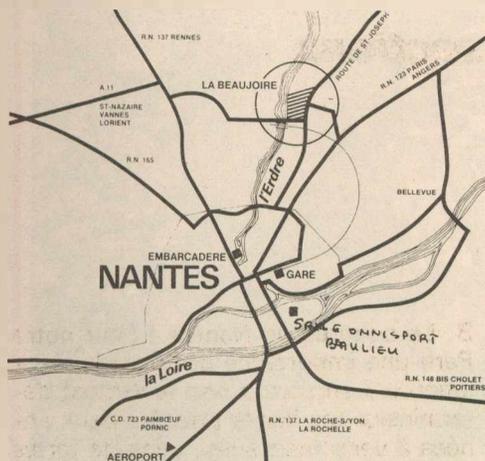
A NANTES, vous recevrez un dossier "Accueil" à la gare, à l'aéroport ou au congrès.

L'ordre du jour, paraît dans ce numéro du "Poing et la Rose".

Le **vendredi soir**, Mikis Théodorakis et les congressistes offrent un concert aux Nantais, à 21 heures (salle omnisport, Ile Beaulieu).

Le **samedi soir**, grand Fest Noz au château de la duchesse Anne et Festival Kervegan.

Au parc de la Beaujoire, sur les bords de l'Erdre, vous aurez à votre disposition un hall de rencontres avec buvettes, stands, bureau de voyage et d'accueil, un restaurant, un bureau P. et T., salles de réunions, parking.



POUR VOS DÉPLACEMENTS À NANTES, suivez les indications contenues dans le dossier "accueil".

Pour quitter Nantes, par le rail, voici quelques bonnes liaisons :

Départ NANTES	DESTINATION	ARRIVÉE
13.45	Paris	17.33
16.49	Lyon	23.03
18.05	Bordeaux	21.56
18.05	Marseille	05.40
18.05	Nice	08.36
18.05	Toulouse	00.56
18.16	Qimper	21.20
18.45	Paris	22.34
19.31	Paris	23.20
20.19	Paris	23.40

Cette référence à la jeunesse marque dans ce département, comme en Maine-et-Loire et en Vendée, la victoire de la Gauche, qui lutte de longue date contre les forces conservatrices.

Dans notre département, Nantes, Saint-Nazaire sont aussi le symbole d'une certaine tradition socialiste, par la forme et la puissance des luttes des travailleurs.

Le Congrès de Nantes marquera l'histoire du socialisme, en pays nantais. Consciente de ses responsabilités, la fédération de Loire-Atlantique souhaite que les délégués soient pendant ces trois jours chez eux à Nantes. Tous les militants travaillent pour que ce congrès reste dans la mémoire de tous un bon congrès.

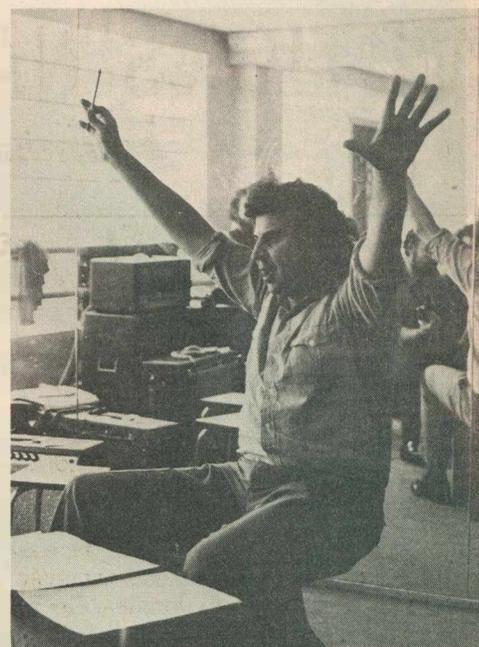
Bienvenue à Nantes.

**Jean-Claude Routier-Leroy**  
Premier secrétaire fédéral  
membre du Comité directeur

Un certain nombre de congressistes devront être logés à La Baule. Envoyez vite vos réservations pour que nous puissions nous organiser.

CONGRÈS PARTI SOCIALISTE  
Boîte postale 33 23  
44033 Nantes cedex  
Tel. : 15 (40) 47-90-00

La fédération de Loire-Atlantique, qui accueille les 17, 18 et 19 juin, à Nantes le congrès national du Parti socialiste, est celle de la jeunesse. Les socialistes qui occupent les fonctions de maires dans les grandes villes acquises à l'Union de la Gauche les 13 et 20 mars dernier sont parmi les plus jeunes de notre pays : Alain Chenard, quarante ans, est le plus jeune maire des villes de plus de cent mille habitants. Jean-Marc Ayrault, élu dès le premier tour à Saint-Herblain, est à vingt-huit ans le plus jeune maire des villes de plus de trente mille habitants.



### ANIMATION DU CONGRÈS :

Soirée Mikis THÉODORAKIS,  
prévue par le secteur culturel.

1 poème chanté par M. Théodorakis :

### LA CONSTRUCTION

Comment va-t'on construire cette maison-là ?  
Qui va poser les portes ?  
Alors qu'il y a peu de bras  
Et que les pierres sont insoulevables

Tais-toi ! les mains prennent de la force en tra-  
Et leur nombre s'accroît [vaillant  
Et n'oublie pas que toute la nuit  
Les morts aussi nous aident.

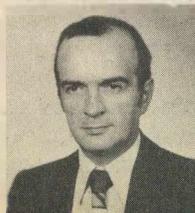
Chanson populaire - Ristosos

Pour tout complément d'information au plan de l'organisation,  
adressez-vous :



AU PLAN NATIONAL  
à Jean-Pierre WEBEN,  
Secrétaire général administratif  
12, cité Malesherbes, 75009 Paris  
Tél. : 878-40-73

AU PLAN NANTAIS  
à Alain GENDRAULT  
Secrétariat du Congrès du Parti Socialiste  
Boîte postale 33 23  
44033 Nantes-Cedex - Tél. : 47-90-00





## CONGRÈS DE NANTES

### DÉCISIONS DU COMITÉ DIRECTEUR DU 7 MAI 1977

Conformément à l'article 30 des statuts nationaux, le Comité directeur s'est réuni le samedi 7 mai 1977.

1. Il a approuvé les dispositions prises pour la préparation du congrès – notamment la diffusion des documents d'information – telles qu'elles ont été assurées.
2. Il a confirmé que seules les motions nationales soumises au vote des sections seront diffusées dans les délais les plus brefs à tous les militants (n° 62 du *Poing et la Rose*).
3. Il a décidé conformément à la disposition prise par le Bureau exécutif, que la date limite d'adhésion des militants dans une section, est fixée au 17 mars 1977 (date d'ouverture de la préparation du congrès dans le Parti), pour pouvoir prendre part aux votes en vue du congrès.
4. Il a approuvé le projet d'ordre du jour proposé par le Bureau exécutif.
5. Il a approuvé le projet de règlement intérieur du congrès également proposé par le Bureau exécutif.

(Toutes ces décisions ont été acquises à l'unanimité.)

\*\*\*

Le Comité directeur a constaté à l'issue du débat du 7 mai, qu'à ce jour la synthèse n'était pas réalisée. Il en a pris acte. Les possibilités de synthèse sont renvoyées au débat démocratique qui doit s'instaurer dans le Parti. Les motions ci-après sont soumises aux votes des sections.

# MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION

*soumises au vote indicatif des sections*

## MOTION n° 1

### UNITÉ, RESPONSABILITÉ

Les signataires de cette motion appartiennent pour la plupart à la majorité du Parti issue du Congrès de Pau et parmi eux figurent notre Premier secrétaire, François Mitterrand, et les camarades mandatés pour assumer avec lui les responsabilités nationales. De ce fait le texte que nous vous soumettons, s'il constitue d'abord et surtout un projet politique, rend également compte de l'action menée depuis plus de deux ans et pose la question : les objectifs fixés à Pau ont-ils été atteints ? Ou en d'autres termes : la direction du Parti a-t-elle justifié la confiance mise en elle par les militants ?

Mais avant d'aller plus loin quatre observations nous paraissent nécessaires :

1. La charte du Parti a été adoptée à Epinay-sur-Seine. A Epinay encore il a

défini l'Union de la Gauche comme stratégie, à Grenoble le front de classe comme base sociologique, à Pau l'autogestion comme axe de lutte et comme perspective. Nous considérons qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause ces orientations, qu'il y a lieu au contraire de les confirmer pour les approfondir ;

2. Nous refusons de nous enfermer dans les limites d'un courant. Notre approche théorique et pratique, notre sensibilité diffèrent. Nous entendons préserver cette diversité. Mais nous nous engageons solidairement sur les choix que nous vous proposons et sur la discipline qu'exige leur mise en œuvre. Et nous souhaitons que nous rejoignent tous ceux qui désirent contribuer avec nous au développement du Parti ;

3. Le congrès de Nantes a pour notre Parti une importance décisive : la résolution qui en sortira non seulement déterminera nos lignes pour les deux années à venir mais aussi, selon de fortes probabilités, servira de références pour le gouvernement de la Gauche ;

4. Nous vous rappelons que les statuts du Parti – article 5 – stipulent que toute motion doit comporter la liste annexée des candidats à la direction du Parti et ce à tous les niveaux, dans le cadre de la proportionnelle. Cette disposition signifie qu'en votant pour notre motion vous votez pour les candidats que nous vous présentons et qu'en votant pour un autre texte vous votez pour un changement de direction. Telle est la loi que s'est donnée notre parti lors de son congrès extraordinaire de Suresnes.



## 1. LE PARTI SOCIALISTE DEPUIS EPINAY

Notre Parti a brûlé les étapes qui caractérisent d'ordinaire le développement d'une formation politique.

L'aspect quantitatif suffirait à montrer l'ampleur du phénomène que constitue la progression de notre mouvement : le socialisme est bien une idée qui fait son chemin.

Mais l'essentiel n'est pas là : d'ordre qualitatif il réside dans le véritable changement de nature du parti.

### *1. Le Parti socialiste, premier Parti de France*

A Epinay, en juin 1971, a été affirmée la volonté de rassembler dans une même organisation tous ceux qui se réclament du socialisme et de son idéal démocratique et, à partir de là, de construire l'Union de la Gauche sur la base d'un contrat politique passé devant le peuple de France tout entier.

L'adoption du Programme socialiste en mars et du Programme commun de gouvernement en juin 1972, le redressement marqué par le résultat des élections législatives de 1973, la campagne du candidat commun de la Gauche à l'élection présidentielle de 1974, les Assises du socialisme en octobre de la même année, l'afflux de près de cent mille adhérents nouveaux ont traduit cette volonté dans les faits.

Eclaté en plusieurs formations séparées le socialisme était voué à l'opposition permanente. Incarné par un parti puissant et volontaire il possède maintenant une vocation majoritaire. Ses derniers progrès électoraux lors des législatives partielles, des cantonales de 1976 et des municipales de 1977 placent le nouveau Parti socialiste dans la situation de premier Parti de France.

Les socialistes ont, bien entendu, à s'interroger sur ce qui reste à faire pour que leur parti renforce cet acquit par son organisation, sa capacité militante, son implantation et sa richesse théorique. Mais ils sont en mesure d'apporter une réponse claire à ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, pratiquent le doute ou la critique systématique.

**Depuis Pau le Parti socialiste n'a pas cessé d'avancer. De Pau à Nantes, le Parti socialiste est devenu le premier Parti de la Gauche, le premier Parti du pays.** C'est dire que se pose à nous maintenant la question du pouvoir d'Etat.

### *2. Le Parti socialiste, parti de masse*

Grâce au nombre et au dynamisme de ses militants, la multiplicité de ses sections géographiques et d'entreprise, le Parti socialiste possède désormais la capacité d'engager de puissantes actions de masse.

Depuis le congrès de Pau, il s'est successivement mobilisé sur l'autogestion, l'emploi, la démocratie dans l'entreprise, le contrôle des travailleurs, environnement et énergie nucléaire, le cadre de vie, les inégalités, le 3e âge. Il a établi des relations confiantes avec de multiples associations spécialisées et agit en liaison étroite avec celles qui prennent en charge les divers aspects de la vie quotidienne.

Il a réuni à Paris et en province, à l'occasion de manifestations politiques et de fêtes de la rose, d'immenses rassemblements. Le Parti socialiste, comme jamais depuis le Front populaire, exerce dans notre pays le rôle d'un parti de masse.

### *3. Grand parti populaire, le P.S. est un parti de la classe ouvrière*

Aujourd'hui, un tiers de la classe ouvrière affirme son intention de voter

pour le P.S. dont la capacité d'influence égale ainsi en ce domaine celle du P.C.F.

De même dans le salariat du tertiaire, où la prise de conscience s'explique d'autant mieux que les travailleurs en question n'ont objectivement aucun intérêt au statu quo social et au maintien des privilèges de la grande bourgeoisie, le P.S. s'affirme comme la force politique d'avenir.

L'influence du Socialisme dans les couches intermédiaires de la société, employés, cadres moyens, enseignants, est une donnée traditionnelle.

Ces éléments conjugués font de notre Parti le représentant authentique du front de classe des exploités. Si l'on ajoute la part croissante des femmes et des jeunes gens dans notre organisation, il est indiscutable que le P.S. présente tous les signes d'un grand parti populaire. Enfin, on soulignera les progrès accomplis en milieu agricole et l'audience que nous rencontrons dans des secteurs jusqu'ici moins réceptifs comme le commerce et l'artisanat, victimes eux aussi de la concentration capitaliste.

La fidélité du Parti socialiste à ses engagements, la clarté de ses choix, son travail d'explication politique lui ont valu la confiance d'une fraction importante de ceux que le pouvoir établi ignore ou combat et que le capitalisme exploite. Conscient des espérances que des millions de travailleurs placent en lui, le P.S. a dû et doit encore faire effort pour mieux assumer ses responsabilités nouvelles.

## II. UN PARTI DE MILITANTS UNIS POUR LA TRANSITION

Le Parti socialiste d'Epinay aura eu le mérite historique de permettre l'union des forces de gauche. S'il est devenu la principale composante de la Gauche, c'est parce que sur tous les terrains de lutte, il a incarné à la fois le renouveau du socialisme et la volonté d'union.

La période prochaine peut nous placer, nous l'avons dit, devant la responsabilité du pouvoir d'Etat. Ce pouvoir, dans lequel les travailleurs auront placé leur confiance, exigera de chacun courage et lucidité, attention et fermeté, dans les principes comme dans l'action. Le Parti doit le savoir et préparer la transition en renforçant son potentiel militant et sa cohésion politique.

### *1. Développer le potentiel militant*

Il est essentiel que chaque militant se sente à l'aise dans le parti qui est le sien et contribue au développement des différents secteurs d'activité. Mais cela ne sera possible qu'autant que le Parti lui-même créera les conditions de cet apport.

#### **Une meilleure communication dans le Parti, une meilleure information mutuelle**

a) Avant Epinay, il n'existait aucun moyen d'expression écrite. Après Epinay le parti s'est doté d'un instrument



d'information interne chargé d'apporter à tous les militants les actes du Parti, ses décisions politiques et un écho régulier de sa vie intérieure.

Le *Poing et la Rose-Militants*, journal mensuel, a été créé en octobre 1972. Depuis lors tout a été fait pour améliorer sa formule. Une trentaine de numéros ont été consacrés à la préparation des Assises nationales du Parti (permettant pour la première fois la diffusion des textes proposés par les fédérations et des textes soumis aux votes) et aux comptes rendus de leurs travaux et de leurs décisions. Des numéros spéciaux ont repris en détail les textes et les propositions du Parti sur des sujets spécifiques (éducation, énergie, municipalités, etc.).

Il convient, à cet égard, de souligner que, tiré à 160 000 exemplaires, le prix de revient d'un numéro du *Poing et la Rose-Militants* est actuellement de 79 000 F en comptant les seuls frais d'impression et de routage. Tout tirage supplémentaire poserait le problème d'une participation accrue des adhérents qui se répercuterait sur le prix des timbres et de la carte.

Le *Poing et la Rose-Responsables* a marqué une innovation à partir du début 1976 : il paraît tous les quinze jours et diffuse aux cadres et responsables du Parti (environ 6 000) des instructions pour les actions à mener, les campagnes à organiser et des argumentaires sur l'actualité politique. A ce jour 25 numéros ont paru.

Il est à noter que cet organe intérieur du Parti n'a pas de financement propre. Il est confectionné par une équipe extrêmement réduite de militants : une rédactrice en chef, un maquettiste, un secrétaire ayant d'autres tâches dans le Parti ; sa rédaction est entièrement assurée par des contributions bénévoles de responsables et d'experts du Parti. Son coût est donc sur ce plan réduit au plus strict minimum.

Quant à notre presse à destination de l'extérieur elle s'est considérablement développée depuis trois ans et notamment notre hebdomadaire national *l'Unité* qui compte aujourd'hui près de 30 000 abonnés.

De son côté, *Combat Socialiste* a amélioré depuis quelques mois sa présentation et son contenu. Enfin *la Nouvelle Revue Socialiste* joue son rôle d'organe théorique du Parti ouvert aux débats qui intéressent son avenir. Il convient que les militants fassent davantage connaître ces différents organes et les soutiennent activement, notamment au plan des abonnements et de la diffusion militante.

**Nous vous proposons de consacrer dans chaque numéro de ces journaux et revues une ou plusieurs pages au débat interne du Parti (tribune libre).**

**Ce qui permettra la libre expression des différentes analyses qui se font jour dans le Parti.** Nous entendons également laisser toute liberté d'édition et de diffusion aux revues et bulletins attachés à l'étude théorique et qui, n'engageant que les courants de pensée qui les inspirent, n'en apportent pas moins d'utiles contributions à notre réflexion commune.

**b)** A partir du Bureau national d'Adhésions, 7 bis, place du Palais-Bourbon, nous avons lancé *Allo P.S.*, bulletin d'information téléphoné que nos sections et fédérations doivent s'habituer à utiliser. Chaque jour près de 600 appels (1 000 les jours de pointe) sont enregistrés.

**c)** Nous estimons qu'il faut rapidement systématiser les communications entre la national et les fédérations par téléscripteur. Toutes indications seront fournies à cette fin lors du congrès.

#### **Unifier, décentraliser la formation**

Déclarée "objectif prioritaire" à Pau, la formation a connu, en deux ans, un développement spectaculaire. Ainsi l'équipe nationale, largement renforcée au lendemain du congrès, a pu :

- Doubler la capacité d'accueil des stages d'été (durée : une semaine) qui toucheront pour cette seule année environ 200 militants ;

- Innover en lançant les stages régionalisés (en moyenne deux par semaine) destinés à sensibiliser les fédérations et à les aider à mettre en place une formation de base, centrée sur l'identité historique et doctrinale du P.S. ;

- Créer en octobre dernier, au terme d'une longue étude, le Centre national semi-permanent de Formation, tourné vers les cadres du Parti. Fonctionnant chaque quinze jours, sous forme de séminaires animés par des secrétaires nationaux et des responsables de commission, le Centre a, dans un premier temps, consacré l'essentiel de son effort à la préparation des élections municipales et aux méthodes d'entraînement à l'expression orale. Pour la première fois les stagiaires ont été totalement pris en charge financièrement. Dix séminaires ont eu lieu entre octobre 1976 et avril 1977, sans que soient ralentis pour autant les stages régionalisés et les interventions ponctuelles ;

- Diversifier et inventer de nouveaux supports de formation : les dossiers-formation, les cassettes, les montages-diapositives se sont ajoutés aux brochures, entraînant une progression considérable des ventes (+ 218 % l'an passé).

Tel est, rapidement dressé, le bilan de la formation. C'est beaucoup, eu égard aux moyens du Parti, et, pourtant, c'est peu encore par rapport aux besoins

d'une organisation dont la moitié des membres a adhéré récemment. Déjà "premier Parti de France", le P.S. doit maintenant développer sa cohésion et sa capacité d'intervention et de gestion par un nouvel et important effort de formation. Sa "cohésion" implique que soient mieux définies les règles de la démocratie interne dans un parti qui se veut un instrument de lutte pour la transformation de notre société et que soient approfondis au niveau de chaque section les trois principes indissociables de notre identité : l'Union de la Gauche, le front de classe et l'autogestion. Quant à la "capacité d'intervention et de gestion" du Parti, elle sera méthodiquement accrue par une formation spécifique (connaissances techniques et politiques) dans les secteurs-relais que sont les municipalités, les entreprises et les organisations de masse.

**A cet effet, le P.S. lancera dès l'automne prochain une grande campagne qui visera l'ensemble des militants par l'intermédiaire des équipes fédérales et développera la formation de formateurs dans le cadre du Centre national.** Dans les sections, l'accent sera mis sur l'identité du Parti et sur son fonctionnement. Le Centre national spécialisera davantage ses séminaires : initiation à la gestion des entreprises, à l'aménagement de l'espace, aux finances publiques, aux techniques audio-visuelles, etc., sans que jamais la compétence technique soit dissociée de la perspective socialiste. Un matériel adapté servira de support à cette campagne. A terme un relais sera recherché à l'échelon régional.

Il reste enfin la question parfois difficile de l'insertion des militants d'origine ouvrière et des femmes dans les diverses instances du Parti. La formation ne peut, à elle seule, résoudre ce problème qui est le reflet de tout un état social. Toutefois elle peut y aider en organisant une formation spécifique à leur sujet.

#### **Le secteur entreprise et l'implantation ouvrière**

Depuis Pau, ce secteur a largement accru son activité et son audience, en multipliant par 2,5 le nombre des S.E. et des G.S.E., notamment dans les secteurs productifs, et en participant aux travaux des commissions d'étude et à la réflexion collective du Parti. La conférence de Massy et ses 800 délégués, l'instauration de réelles structures fédérales et locales sont les signes concrets du travail en profondeur qui a été accompli. Cela ne suffit pas. Des faiblesses subsistent, dans l'implantation et dans la circulation de l'information et il faut y remédier, d'autant que pour les prochaines échéances le secteur entreprise a un rôle déterminant à jouer. Il ne le jouera qu'en affirmant



la spécificité de la composante socialiste dans le mouvement ouvrier. **Fixons donc cet objectif : 1 500 sections et groupes d'entreprise avant les législatives.**

Une campagne sera menée en même temps sur les mesures concrètes et immédiates que la Gauche au pouvoir mettra en vigueur et leurs implications pour les travailleurs. Le succès de la Gauche déblocuera, sans aucun doute la situation en de nombreux points, ne serait-ce que par l'élargissement des droits à l'intérieur de l'entreprise et assurera l'adhésion au Parti de nouveaux militants, notamment chez les femmes et les jeunes travailleurs ; il convient d'ores et déjà de préparer leur engagement et leur insertion.

Cependant, le rôle et la nature du secteur entreprise devant ces perspectives nouvelles doivent être encore précisés et dès les prochains mois dans le cadre d'une réflexion prise en charge par tout le parti à tous les échelons, afin de réduire les aspects préoccupants de la division des tâches. Les travailleurs doivent prendre une part de plus en plus grande dans le Parti. Loin de se résumer à une seule organisation dans le secteur entreprise, ils doivent, avec l'appui de l'ensemble du Parti, accéder à l'ensemble des responsabilités politiques.

Ni organe de contestation d'un gouvernement de Gauche, ni cellule de réflexion technocratique, la structure "entreprise" trouvera sa juste place dans la société de transition.

Il faut que la S.E. ou le G.S.E. soit non seulement le porte-parole, sur le lieu de travail, du projet global des socialistes, mais aussi force de proposition, capable d'initiatives dans la perspective de la lutte pour le contrôle des travailleurs dans l'entreprise.

### **Agir en milieu agricole**

Pour nous, socialistes, le front de classe associe tous les salariés et la masse des producteurs individuels qui ont en commun d'être victimes de l'exploitation capitaliste. Partant du principe de la recherche d'une répartition optimum du fruit du travail de chacun et de la place des paysans dans le front de classe, nous pouvons confirmer les orientations de la politique agricole socialiste exposées dans notre programme et reprises dans le Programme commun de gouvernement.

Le milieu rural, dont les agriculteurs forment la trame principale, devient un élément important de notre combat.

Sans interférer avec les différentes organisations professionnelles, dont les orientations ne sont cependant pas indifférentes, notre Parti prend en charge l'expression politique des aspirations des travailleurs de l'agriculture.

Des lacunes ont commencé à être comblées. En janvier 1975, le Comité directeur a approuvé la mise en place d'une Commission nationale agricole désignée démocratiquement sur une base régionale. Celle-ci regroupe soixante militants dont quarante agriculteurs. Dans le même temps plus de cinquante commissions agricoles fédérales fonctionnent efficacement. Les autres peuvent et doivent progresser. Le travail entrepris par ces commissions s'est d'abord attaché à préciser les axes de la politique agricole contenus dans le programme "Changer la vie" et dans le Programme commun de la Gauche.

Ainsi, leur réflexion sur les problèmes fonciers posés à l'agriculture a pu aboutir sur un avant-projet de la loi sur la terre. Parallèlement les travaux se sont poursuivis sur la coopération, la politique des revenus et des marchés agricoles, l'Europe, la fiscalité agricole, la planification, les apports spécifiques du monde paysan à la construction d'une société socialiste, les conditions d'une solidarité entre les agriculteurs et les ouvriers et la présence et la stratégie du Parti dans le milieu agricole.

Nous devons nous fixer maintenant une autre priorité : diffuser et expliquer nos propositions.

A plus d'un titre, les conditions de vie des travailleurs qui vivent de la pêche sont proches de celles des agriculteurs. Soumis directement comme eux aux phénomènes naturels, aux variations brutales des cours, à la spéculation des secteurs de la transformation et de la distribution mais en outre aux incertitudes du droit maritime, ils justifient pleinement que les socialistes poursuivent activement l'étude des solutions de leurs problèmes.

### **Le cadre de vie**

Notre campagne "Changer la vie" a mis l'accent sur la dégradation continue du cadre de vie, essentiellement due à la poursuite systématique du profit à court terme, même s'il lèse les besoins profonds de l'homme.

L'environnement, les équilibres naturels sont altérés. Le Parti socialiste qui comprend et partage les préoccupations écologistes engagera les actions nécessaires. **Mais il croit en ce domaine comme dans les autres qu'il n'y a de réponse décisive que dans une transformation des structures économiques.**

La démission de l'Etat en matière de transports collectifs, la cherté des logements qui rend inaccessibles à la majorité des citoyens ceux qui se trouvent situés dans le centre des villes, l'urbanisation incontrôlée placent en "assignation à résidence" une grande partie des Français.

En matière de consommation, la société capitaliste finit par détruire le marché concurrentiel (pour ce qui concerne les biens et services marchands) tout en se refusant à considérer l'utilité sociale de biens et services non marchands.

L'organisation sanitaire et médicale elle-même est fortement marquée par la logique du profit à court terme. De ce fait, comme du fait des conditions de vie et de travail, le droit à la santé reste un privilège et l'inégalité devant la maladie et devant la mort subsiste. Sur le plan de l'éducation physique et sportive, la faillite est complète. On a voulu sacrifier le sport scolaire au sport d'élite : le premier stagne, le second demeure sans éclat.

L'éducation populaire est en régression.

On accuse, et on a raison, le manque de moyens, les budgets dérisoires. Mais on ne dit pas assez la suspicion dans laquelle le régime tient les enseignants, les éducateurs, et tous ceux qui aspirent à s'exprimer librement, à manifester une audace et une créativité jugées par essence subversives.

Les loisirs, déterminés eux aussi économiquement et culturellement, sont devenus des "loisirs de digestion". Le tourisme, un tourisme marchand.

Mais si nous critiquons, nous proposons aussi.

Les contacts pris avec les associations, surtout depuis la réunion du 5 octobre 1976, ont permis d'établir avec elles des rapports réguliers. Le Parti les consulte avant d'établir ses propositions de lois sur les sujets qui les intéressent, ou de définir ses amendements (cf. demandes de suggestions, aux associations de consommateurs avant d'établir nos amendements aux propositions de lois Scrivener).

Les différents groupes du Parti recouvrant les secteurs du cadre de vie et réunis au sein de la commission nationale ont accompli un travail qui a déjà abouti à des prises de position exprimées dans des conférences de presse et par des textes de lois.

Chaque groupe organisera à cette fin des journées d'étude, à Paris et en province, avant septembre, puis des tables rondes en novembre, à l'occasion d'un colloque national du cadre de vie.

**Ce travail se traduira, après le colloque de novembre, par la définition de la politique générale du Parti dans chaque domaine du cadre de vie et par le choix des mesures immédiates à prendre, dans le respect du Programme commun, dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir, mesures assorties de leurs incidences financières.**

Il en sera de même dans le domaine culturel. De ce dernier point de vue la création auprès du Secrétariat national,



d'un Conseil de Développement culturel, regroupant plusieurs dizaines des plus grands spécialistes des Arts et des Lettres, ainsi que l'organisation régulière de "Mercredis socialistes de la culture", assureront le nécessaire dialogue entre les créateurs et le Parti socialiste.

Ainsi le Parti sera-t-il doté d'un programme précis et immédiatement réalisable. Il y associera les élus et le secteur associatif, les uns et les autres à des degrés et avec des pouvoirs divers, déterminant la réalité du cadre de vie.

### Les femmes dans le Parti

L'augmentation importante des effectifs du Parti s'est accompagnée d'une augmentation du pourcentage des femmes parmi nos membres. Il atteint aujourd'hui 20 %. Mais ce progrès ne saurait être considéré comme suffisant. Un grand parti réellement représentatif des couches populaires du pays a pour devoir non seulement de rassembler de nombreuses adhérentes mais de leur confier des responsabilités correspondant à leur importance, aussi bien dans le parti qu'en ce qui concerne les mandats électifs.

Les statuts du Parti (article 6) fixent un pourcentage minimum de 10 % pour la représentation féminine dans les organes de direction et prévoient que ce pourcentage sera augmenté au fur et à mesure de la croissance des adhésions féminines au Parti. Le congrès devra décider l'augmentation du quota au cours du débat statutaire.

Mais en réalité le problème ne relève pas seulement d'une clause réglementaire.

Le genre de vie des militants socialistes n'est pas différent de celui de nos concitoyens : la femme est trop souvent chargée de la quasi totalité des tâches ménagères et éducatives du foyer, elle assume trop souvent seule la garde des enfants. C'est à ce niveau qu'il faut poser le problème, et d'abord dans les sections, car la représentation féminine se raréfie dès qu'il s'agit de congrès fédéraux, de stages et sessions départementales ou de l'échelon national.

S'il est naturel que les femmes s'intéressent à la Condition féminine, ce qui justifie une structure interne du Parti pour l'étude de ces problèmes, elles doivent aussi être formées politiquement.

Un effort tout particulier sera fait dans ce domaine à tous les niveaux du Parti. Nous lançons un pressant appel à nos sections et fédérations pour que :

- Le choix des heures et lieux de réunions soit fait en tenant compte des contraintes familiales ;
- Tous les congrès, stages, sessions, conférences et conventions départe-

mentales soient accompagnés de garderies d'enfants ;

- Dans le cas de couples d'adhérents ayant de jeunes enfants, les exigences de la vie militante (présence aux réunions, collages d'affiches, distribution de tracts) puissent être partagées entre les deux sans qu'il en résulte une exigence militante supplémentaire ;

- L'esprit de nos statuts soit respecté au-delà de leur lettre : les délégations à telle ou telle instance, les représentations extérieures, les missions temporaires ne sont pas visées par le texte (qui ne concerne que les organes permanents) mais doivent aussi être largement ouvertes aux militantes socialistes ;

- La candidature aux mandats électifs soit plus largement ouverte aux femmes. **Nous demandons à ce propos au congrès d'approuver la décision du Comité directeur sur les candidatures féminines dans les circonscriptions jugées favorables.**

Une convention nationale "femmes" sera convoquée avant la fin 1977.

### Les jeunes dans le Parti

L'état des organisations de jeunesse du Parti (M.J.S.-E.S.) au lendemain du congrès de Pau imposait une réorganisation qui a été entreprise. Les membres du M.J.S. et des E.S. ont participé à de nombreuses rencontres, séminaires, réunions internationales (avec le I.U.S.Y., les J.U.S.O.S., les Jeunesses socialistes italiennes, espagnoles, belges, etc.). Ils ont été présents au Rassemblement européen de la jeunesse et des étudiants (R.E.J.E.) de Varsovie, à la Commission d'enquêtes sur les crimes de la junte chilienne contre les jeunes et les étudiants, à la préparation du festival mondial de la jeunesse. Ils collaborent avec le secteur international du Parti.

Deux organes internes "Insurgé-Responsables E.S." et "Insurgé-Responsables M.J.S." bi-mensuels établissent une liaison suivie avec les groupes. Ils complètent le journal "l'Insurgé" qui, amélioré et paraissant régulièrement, est le journal - et le seul - de la jeunesse et des étudiants socialistes (2 000 abonnés).

De nombreux stages de formation (week-end et vacances) ont été organisés. Les membres du M.J.S. et des E.S. ont contribué à l'élaboration du projet éducatif du P.S., ont mené des campagnes spécifiques (campagne "Face au chômage", campagne contre la réforme Haby, campagne sur le cadre de vie) et ont appuyé la campagne organisée par le Parti dans 40 universités en avril 1976.

Enfin, le Comité pour la jeunesse et l'éducation permanente a permis une réflexion avec d'autres mouvements sur les problèmes de la vie associative,

du sport, de l'apprentissage, de l'éducation permanente.

Une nécessité : **que chaque fédération désigne en son sein un responsable pour les problèmes de la jeunesse.**

**Quant à la direction du M.J.S., elle devra, comme le prévoit une réforme des statuts soumise au congrès, correspondre à la représentation proportionnelle du Parti lui-même.**

### Pour la décentralisation

Le développement des activités du Parti à l'échelon régional doit être poursuivi, les comités régionaux de coordination du Parti constituant le niveau indispensable en matière d'études et de propositions d'aménagement du territoire et de planification régionale, de contrôle des élus régionaux et de décentralisation de certaines activités nationales.

### Les élus et le Parti

1. Nous proposons qu'une convention nationale soit consacrée au cumul des mandats, afin d'en fixer les limites et les conditions.

2. Dès maintenant nous saisissons le congrès d'une demande d'incompatibilité entre les fonctions gouvernementales et la qualité de membre du Secrétariat national.

3. Nous estimons que la représentation parlementaire dans les instances nationales du Parti (Comité directeur, Bureau exécutif, secrétariat) ne doit pas dépasser 20 % du nombre des membres de ces organismes. Afin de ne pas désorganiser les structures dirigeantes cette mesure sera immédiatement applicable au lendemain des prochaines élections législatives.

4. Tout député et sénateur rendra compte de son mandat devant sa section ou sa fédération à chaque session parlementaire.

5. Une assemblée générale des maires socialistes de France sera convoquée au mois d'octobre prochain.

6. Un secrétariat national aura la responsabilité des collectivités locales.

7. Tout militant élu a l'obligation d'adhérer à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, à l'exclusion de toute organisation d'élus concurrente.

Ces observations étant faites, le congrès doit savoir que la direction du Parti a trouvé auprès des bureaux du groupe parlementaire (assemblée nationale et Sénat) un concours constant, fructueux et amical.

### Colloques, études, experts.

Depuis le congrès de Pau, 6 colloques et 16 journées nationales ont eu lieu. Les rapports statutaires diffusés en mai en ont rendu compte.



Nous souhaitons que le congrès donne priorité à la définition de projets pour :

- L'éducation nationale ;
- L'environnement ;
- La décentralisation ;
- La ville ;
- Le statut de la femme dans notre société.

Le premier, discuté depuis deux ans, est en cours d'adoption.

Le deuxième et le troisième seront diffusés pour discussion dès le mois de juin.

Le quatrième sera débattu dans un colloque d'ici la fin de l'année.

Le cinquième sera mis au point avant les législatives.

Le Parti dispose pour aborder ces sujets de 107 groupes d'études constitués par les commissions compétentes et qui accomplissent un travail considérable.

Le groupe national des experts qu'animent Albert Gazier et Jean Prunteau se réunit tous les quinze jours et fournit une importante contribution.

D'autre part, le Bureau national d'adhésions (B.N.A.) et l'Institut de recherche et d'études socialistes (I.S.E.R.) mobilisent sur le plan de l'accueil et de la réflexion, des concours indispensables. L'I.S.E.R. exerce désormais son attraction sur ceux qui, dans le Parti et hors du Parti, s'intéressent à une réflexion politique et idéologique approfondie.

### **Renouvellement des organismes dirigeants**

Une règle devrait être adoptée afin de permettre un plus grand renouvellement des membres des instances nationales. Nous suggérons que la convention nationale consacrée aux cumuls électifs s'attaque aussi à ce problème (**par exemple** par l'inéligibilité d'un congrès à l'autre, soit pendant deux ans, du quart des membres du Comité directeur).

## **2. Renforcer l'unité du Parti**

L'unité interne de notre Parti s'est forgée dans l'action et sur la base de ses succès. Il faut désormais qu'elle devienne un mode de vie quotidien et qu'elle se manifeste en dehors des périodes d'activité intense.

Le Parti socialiste est riche de la diversité des courants de pensée qui la composent, mais cette diversité ne doit pas pour autant mettre en cause son unité d'action et d'expression. C'est pourquoi, adopté dès le congrès d'Epinay, **l'article 4 de ses statuts précise que "la liberté de discussion est entière au sein du Parti" mais que "nulle tendance organisée ne saurait**

**y être tolérée"**. Aux courants ainsi définis, pour répondre à des différences d'analyse momentanées et non pour perpétuer des groupes internes de pression permanente, l'article 5 des statuts, en posant les règles de la proportionnelle, assure une représentation conforme à leur influence. Ces dispositions permettent à l'évidence un fonctionnement démocratique du Parti. Mais, aujourd'hui, force est de constater que de véritables fractions se sont constituées et la tentative de mettre en œuvre un "code de bonne conduite" n'a manifestement pas suffi pour résoudre le problème.

**Le débat ne doit pas être déplacé : la liberté de discussion à l'intérieur du Parti n'est pas en cause. Ce qui est en cause c'est le fractionnisme ; ce qui est en jeu, c'est la nécessité de la discipline dans l'action, sans laquelle il n'y a pas d'efficacité possible.**

La réflexion théorique a été encouragée ; elle le sera davantage encore comme source de notre diversité et de notre richesse commune. Nous en avons traité sous la rubrique "une meilleure communication dans le Parti, une meilleure information mutuelle".

Associées aux responsabilités du Parti dans le cadre du Comité directeur et du Bureau exécutif, la ou les minorités, lorsqu'elles existent, participent aux délégations et disposent de l'information nécessaire. Il n'est pas admissible qu'une minorité se comporte comme un corps extérieur au Parti. Les courants de pensée sont légitimes et les tendances interdites. Aucun militant ne peut accepter que se forment plusieurs partis dans le Parti.

Chaque courant, selon nous, doit dire clairement, à la veille de Nantes, comment il entend contribuer à une application rigoureuse de l'article 4 des statuts. Le congrès doit se prononcer clairement sur ce point.

Nous proposons que l'unanimité du Parti se fasse autour d'une règle simple ainsi rédigée : **aucun courant de pensée ne peut disposer de locaux et de moyens financiers qui lui soient propres, prélever des cotisations sur nos adhérents, organiser en dehors du Parti, et sans son accord, réunions, stages et séminaires, émettre des positions publiques différentes de celles dont le Parti a souverainement tranché dans ses assises régulières.**

Si l'accord se faisait là-dessus, la synthèse à laquelle aspirent de nombreux militants pourrait être utilement recherchée sur la base d'une analyse et de choix politiques convergents.

Le souci de l'unité doit l'emporter, sans restriction, sur l'esprit de clan. Chacun de nous doit se sentir personnellement responsable devant les travailleurs, de-

vant le peuple de France. L'exercice de responsabilités nouvelles exige que le Parti socialiste soit actif et fort et il ne le sera que dans l'unité et dans la cohésion. Combattre avec fermeté les tentations centrifuges, choisir cette voie de rigueur constitue l'un des enjeux majeurs du congrès de Nantes.

## **3. Préparer la transition**

Pour nous, la transition se confond avec l'échéancier du Programme commun tel qu'il résultera des conversations entre les trois partis signataires. A titre d'exemple, on peut considérer comme admis le fait que les nationalisations retenues en 1972 seront réalisées dès la première session de la prochaine législature. Bien d'autres mesures seront nécessaires. Il appartiendra au gouvernement de la Gauche de les décider et de les exécuter.

Dans le Parti et hors du Parti, certains entendent privilégier ce qu'ils appellent "le mouvement populaire" et le distinguer de l'action des organisations des travailleurs, partis, syndicats et associations : un tel spontanéisme est contradictoire avec notre projet politique. Nous rejetons cette théorie. Il importe que le Parti ne fasse pas la moindre concession aux illusions "basistes" et au verbalisme ultra-révolutionnaire de certaines tendances de la Gauche française. Ces tendances n'ont pas plus leur place dans nos rangs que les partisans d'une politique centriste.

Evitons les équivoques : au lendemain de la victoire de la Gauche, c'est sur l'action des partis et des organisations démocratiques, en particulier du Parti socialiste, et non sur un mythique mouvement des masses que reposera la possibilité pour notre peuple d'exprimer ses volontés. C'est pourquoi le Parti devra être plus que jamais attentif à manifester les aspirations populaires, aussi bien par le dialogue avec les organisations syndicales que par sa propre insertion dans tous les aspects de la vie sociale. Il aura aussi à expliquer l'action du gouvernement de la Gauche, sans cacher la nature et l'importance des difficultés rencontrées. Le Parti a, jusqu'ici, échappé au double langage excessif dans ses congrès, prudent dans ses campagnes électorales. Veillons à ce que le jeu des tendances et de leurs surenchères ne le fassent pas dévier de sa ligne. Notre motion a pour ambition de mobiliser le Parti dans la clarté.



### III. UNION DE LA GAUCHE ET IDENTITÉ DU P.S.

La conquête du pouvoir par la voie démocratique, dans un pays comme la France, passe par la réalisation d'une coalition majoritaire. Telle est l'ambition de l'Union de la Gauche rassemblée autour de son Programme commun de gouvernement. Seule la Gauche, forte de l'appui des masses populaires, peut répondre à la volonté de changement qui anime les Français et engager le pays dans cette voie.

Et, de fait, malgré l'emprise du pouvoir et l'idéologie dominante sur les grands moyens de communication, la Gauche unie n'a pas cessé de progresser.

Mais l'Union de la Gauche est dialectique : n'oublions pas que quelques mois à peine après le combat commun de 1974, l'Union de la Gauche a été secouée par une **longue** polémique lancée par le P.C.F. contre notre Parti. **En nous refusant de nous y engager**, nous avons dit alors que cette polémique était injuste, contraire à l'intérêt de la Gauche et qu'elle **desservirait ses initiateurs**.

Lors de la préparation des municipales, le Parti socialiste a eu le double souci de développer l'Union de la Gauche et de préserver ses intérêts légitimes, ainsi qu'il en avait été décidé au congrès de Pau et de Dijon. Les résultats ont confirmé la justesse de son analyse ; ils auraient pu être encore meilleurs si le Parti communiste n'avait pas, ici et là, enfermé la négociation dans le cadre d'un rapport de force électoral qui ne correspondait plus aux réalités.

Le XXII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. a marqué un tournant. La polémique a cédé la place à l'émulation. Néanmoins, le P.C.F. continue à vouloir s'affirmer "le parti de la classe ouvrière" autour duquel doit s'articuler "l'union du peuple de France", politique souvent pratiquée dans le passé.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'abandon de la thèse de la dictature du prolétariat et le jugement porté sur les atteintes aux libertés dans les pays de l'Est. Nous jugeons cette évolution positive et le développement de notre Parti n'y est certainement pas étranger. Il faut souhaiter que le P.C.F. la poursuive en portant son analyse sur les causes qui ont conduit à la réalité du système soviétique. Une certaine conception du centralisme démocratique et sa **dégénérescence en centralisme bureaucratique** ne peut être expliquée uniquement par un accident de l'histoire. Si le P.C. a cessé de considérer le **Parti** et le système soviétique

comme **des** modèles, il ne lui a pas encore substitué **un autre type d'organisation** et de société.

D'où l'importance pour l'évolution du P.C.F. et l'avenir de l'Union de la Gauche d'affirmer notre propre projet socialiste et de développer son identité, sur tous les fronts de lutte, comme sur le plan théorique.

L'Union de la Gauche, pour nous, est la traduction politique du front de classe qui vise à unifier les forces sociales en lutte contre le système capitaliste. C'est-à-dire qu'elle ne saurait se limiter à un quelconque "rassemblement des mécontents" ou se dissoudre dans une vague "union sacrée" contre tel ou tel aspect de la politique du grand capital. En cela le front de classe se distingue de l'alliance antimonopoliste comme il se distingue des postulats théoriques et sociologiques sur lesquels le P.C.F. fonde sa prétention à exercer une influence dirigeante dans le mouvement populaire.

#### L'originalité du P.S.

L'identité du P.S. s'affirme aussi dans la perspective autogestionnaire du socialisme. Par le refus de tout système bureaucratique et centralisateur, il tend à faire de la responsabilité la dimension supérieure de la liberté et répond ainsi à l'aspiration profonde des travailleurs et de la jeunesse.

Pour avancer concrètement dans la voie de l'autogestion, nous considérons comme essentielles des réformes telles que la démocratisation de la gestion des entreprises du secteur public, le contrôle des conditions de travail, la mise en route de la planification démocratique, la décentralisation de l'Etat, la démocratisation de la gestion des collectivités locales, la régionalisation permettant la mise en œuvre du droit à la différence et à l'expression des identités régionales, la réforme du système d'enseignement (notamment l'éducation permanente), le développe-

ment à côté du secteur privé et du secteur nationalisé d'un secteur d'économie sociale rassemblant les coopératives ouvrières de production et de consommation, les coopératives agricoles ainsi que les entreprises à forme associative dont la création sera facilitée en permettant à des collectifs de travailleurs d'acheter et de louer du capital.

#### Actualisation du Programme commun

Les trois partis signataires sont d'accord pour considérer qu'il s'agit bien d'une actualisation et non d'une refonte globale, les principales dispositions restant adaptées à la situation présente.

Dans la lettre qu'il a adressée à Georges Marchais le 7 avril, au nom du Bureau exécutif unanime, François Mitterrand a précisé nos positions à la lumière des événements survenus depuis 1972 dans les trois domaines (libertés, politique extérieure, économie) qui ont fait l'objet des discussions dans les groupes de travail mis en place en juin 1975. Le document mis au point par le Bureau exécutif national pour servir de base aux discussions sera communiqué aux fédérations et distribué au congrès.

Les rapports avec le M.R.G., le P.S.U., les gaullistes d'opposition procèdent de la même conception unitaire :

- Les Radicaux de Gauche sont les alliés naturels des socialistes. Ils ont signé le Programme commun, ils font partie intégrante de l'Union de la Gauche. Nous approuvons leur volonté de se développer de façon autonome et comprenons leur désir d'une meilleure implantation. Leur présence effective sur le terrain demeure la condition des accords électoraux que nous pourrions conclure avec eux sur la base de l'intérêt commun ;

- L'Union de la Gauche est ouverte au P.S.U. comme aux gaullistes d'opposition à condition qu'ils marquent clairement leur acceptation du contenu et de la logique du Programme commun. Toutefois, les hésitations du P.S.U. et la dispersion des gaullistes d'opposition rendent difficiles, pour le moment, leur participation à un accord national.

### IV. NOS PROPOSITIONS FACE A LA CRISE

L'année 1974 a marqué l'accélération de la crise du capitalisme mondial dont les premiers signes sont apparus avec la rupture du système monétaire inter-

national en 1970. Selon les pays, cette crise a été différemment ressentie : la R.F.A., les Etats-Unis, le Japon l'ont mieux supportée que la Grande-Breta-



gne, l'Italie et la France. Mais, dans tous les cas, elle s'est manifestée par la hausse des prix intérieurs, des menaces sur une partie de l'appareil industriel et surtout par un chômage considérable. Les événements du Moyen-Orient n'en ont été que le révélateur de cette crise profonde, crise qui révèle un profond bouleversement du mode de production capitaliste et risque de conduire à une emprise accrue des multinationales sur l'Europe et le tiers monde. En France, elle s'est traduite, depuis 1973, par un doublement du chômage, de l'inflation et de l'endettement interne et externe. L'échec et les contradictions des politiques suivies depuis 1974 en ont fait peser le poids sur les plus défavorisés et ont affaibli sensiblement le potentiel économique du pays. Les plans anti-inflation qui se sont succédé ont connu les mêmes échecs, y compris par comparaison avec d'autres pays capitalistes.

La situation de la France s'explique par des raisons propres à notre pays. Les unes tiennent à nos structures économiques et sociales. L'ampleur des inégalités, entretenue et protégée par un système fiscal injuste fait de la France un des pays les plus inégalitaires d'Europe. Ces disparités excessives renforcent la lutte entre groupes sociaux et accélèrent l'inflation. La domination exercée par quelques grands groupes privés, industriels et bancaires, conduit à une forte accumulation du capital dans des secteurs à faible concurrence, réduisant l'emploi et encourageant les hausses de prix pour augmenter les profits. La centralisation des décisions, aussi bien dans l'entreprise que dans l'Etat, étouffe l'initiative, la responsabilité et freine le dynamisme national.

Depuis quelques années, nos gouvernements ont accepté une dépendance de plus en plus forte à l'égard de l'étranger dans les domaines économique, technologique, financier, militaire, culturel. Face à une situation qui exigeait une stratégie lucide et neuve, ils ont manqué de projet à long terme et se sont bornés à s'accrocher au pouvoir, subissant les événements comme des bouchons sur l'eau et incriminant une prétendue fatalité extérieure.

Parce que nous entendons avec nos partenaires de l'Union de la Gauche mettre fin aux injustices et aux incohérences du régime actuel et développer les moyens permettant aux Français de changer leur vie, nous avons signé, en 1972, le Programme commun de gouvernement. Cinq années après, il est légitime de se demander si, compte tenu des formes nouvelles de la crise, ce document répond toujours à la préoccupation fondamentale qui l'anime : satisfaire les besoins et les aspirations des Français.

La réponse est nette : le Programme commun conserve son actualité et sa force :

– Parce que la crise dont souffre la France n'est pas un simple accident passager, mais qu'elle est liée au capitalisme lui-même ;

– Parce qu'il ne s'agit pas d'un document de circonstance, mais d'un engagement capable d'amener en une législature les changements profonds nécessaires au redressement économique et social de la France et susceptibles d'ouvrir la voie au socialisme.

Les réformes de structures qu'il contient n'en sont que plus urgentes pour réorienter l'économie française vers la stabilité des prix, le plein emploi et le rétablissement de l'indépendance à l'égard de l'extérieur.

## 1. Nous doter des moyens de surmonter la crise

En priorité, une politique économique socialiste exige de se doter d'instruments d'action efficaces pour maîtriser effectivement les orientations de l'économie et réduire ses gaspillages. La mise en œuvre du Programme commun permettra de disposer de deux outils essentiels de la maîtrise de l'économie : les nationalisations et la planification.

– Les **nationalisations**, prévues au Programme commun, sont un outil d'efficacité économique et de réorientation de l'économie, par commandes publiques et l'orientation sélective du crédit.

Le secteur public permettra d'orienter les investissements vers les industries les plus productives, les plus créatrices d'emplois et d'exportations. La gestion démocratique et décentralisée du secteur public, bancaire et industriel, ouvrira la voie à un contrôle réel des travailleurs sur la production. **Ces nationalisations, ainsi que les prises de participations majoritaires prévues au Programme commun seront réalisées dès la première session du Parlement.**

– Une **planification** véritable et démocratique et contractuelle est inséparable de la capacité donnée à chaque individu de décider lui-même de son destin à travers la décentralisation et notamment vers les collectivités territoriales.

**La régionalisation en sera le moyen**, notamment lui apportera un cadre adapté.

Nationalisation, planification, régionalisation, ne conduisent pas, comme le prétendent nos adversaires, à une collectivisation de l'économie française, mais à la mise en place d'une économie "mixte" où coexisteront et se dé-

velopperont différents types de propriété des moyens de production. Les mécanismes du marché, qui ont d'ailleurs très largement disparu dans le capitalisme bureaucratique actuel, seront orientés et encadrés par la planification démocratique. Le secteur privé conservera une place essentielle ; la création de petites et moyennes entreprises, aujourd'hui rendue quasiment impossible, sera un facteur essentiel du plein emploi et de compétitivité de l'économie, et sera encouragée par la voie fiscale.

## 2. Réduire les inégalités sociales

Les catégories plus particulièrement victimes de la crise (femmes, vieux, immigrés, jeunes à la recherche d'un premier emploi) ne bénéficient pas d'une protection légale satisfaisante. Les gouvernements de la V<sup>e</sup> République ont gravement enrayé le fonctionnement des régimes sociaux : le minimum vieillesse reste inférieur à celui des pays européens de développement comparable, le pouvoir d'achat des allocations familiales est très largement entamé. Mais les inégalités créées par la logique capitaliste sont également géographiques, notamment par l'abandon de zones entières du territoire jugées non rentables. On notera que la réduction des inégalités passe par une profonde démocratisation de l'institution scolaire et universitaire et la lutte contre la sélection sociale par la mise en place d'une école apportant un soutien prioritaire aux enfants des milieux défavorisés.

Cette réduction des inégalités implique aussi la mise en œuvre du droit à la différence, en particulier pour les minorités culturelles ; la protection des travailleurs immigrés et la reconnaissance de leurs droits civiques.

Il convient de prévoir les structures et le budget nécessaires à l'insertion des handicapés à la vie professionnelle et sociale.

De même, il convient que la politique industrielle de la Gauche s'accompagne d'un système de formation tant initiale que continue qui assure à chacun une qualification telle qu'il puisse revaloriser l'effort créateur de la collectivité, participe au contrôle des travailleurs sur la promotion et permette une promotion technologique et culturelle à l'ensemble du front de classe.

Sans attendre que les réformes de structures, mises en œuvre immédiatement, fassent sentir leurs effets, une politique économique tendant au plein emploi, à la réduction de l'inflation et à la maîtrise des déséquilibres extérieurs sera mise en place. Cette poli-



tique s'appuiera sur une profonde réduction des inégalités, économiques et sociales, une telle réduction passant d'une part par la redistribution en faveur des catégories les plus défavorisées et, d'autre part, par une refonte du système fiscal, elle seule permettra un développement de la consommation, des investissements et des équipements collectifs, de même qu'elle entraînera une diminution du chômage et, simultanément, réduira les causes internes de l'inflation, liée très largement aux diverses inégalités dans la société française. La politique économique socialiste, par le biais d'une redistribution et d'une relance sélective, amorcera immédiatement le retour à un développement équilibré.

Elle le fera avec vigueur et lucidité et sans se laisser entraîner par des mesures inconsidérées, à une aggravation des déséquilibres dont nous hériterons après les échecs des Plans Giscard, Chirac, Fourcade et Barre. En particulier, elle se fixera pour objectif de réduire aussi rapidement que possible l'actuel endettement international du pays qui menace notre indépendance nationale et accélère l'inflation et la crise.

Parmi d'autres, les mesures suivantes devront être appliquées immédiatement :

- Hausse du S.M.I.C., du minimum vieillesse et des allocations familiales ;
- Recrutement de 150 000 fonctionnaires pour les services sociaux et mise à disposition des collectivités locales de 60 000 agents ;
- Indexation d'un livret de caisse d'épargne par famille ;
- Création d'un impôt sur les grandes fortunes supérieures à 2 millions de francs ;
- Mise en œuvre d'un vaste plan d'économies d'énergie ;
- Lancement d'un grand emprunt de 20 milliards de francs ;
- Diminution des charges sociales pesant sur les industries de main-d'œuvre.

### 3. Une nouvelle logique de développement

Depuis mai 1968, la querelle des taux de croissance et la rivalité des P.N.B. ont pris une autre dimension, outre que les calculs des uns et des autres ne sont pas sans difficultés et contestations pour la raison majeure que l'échelle des prix à l'entrée et au sortir de la période considérée n'est pas comparable d'un pays à un autre. La vraie question qui est posée est donc celle du développement.

Si la Gauche devait se contenter de chasser les bottes de la croissance

tous azimuts de la Droite des années 1960, elle rencontrerait, dès qu'elle aurait perdu le crédit populaire dont elle bénéficierait à sa mise en place, les mêmes difficultés et les mêmes obstacles.

C'est qu'en réalité, le développement pour la Gauche n'a ni le même contenu, ni la même portée idéologique que pour la Droite.

Il faut naturellement assurer ce que l'on appelle la reproduction élargie, c'est-à-dire la prise en charge du renouvellement du capital fixe, l'insertion de techniques nouvelles et la satisfaction des besoins d'une démographie en légère augmentation.

Mais au-delà de la question qui est posée, la Gauche ne peut continuer à se servir, par exemple, de l'industrie automobile comme locomotive des industries françaises, et, par suite, de l'allongement des rubans de béton sur l'ensemble de l'hexagone. Chacun sent et sait que ce type de développement n'est pas accepté. Il n'est au demeurant pas acceptable. Elle doit donc, dans le cadre de la planification, exprimer une double préoccupation.

En premier lieu, l'expansion doit être orientée vers de nouvelles formes d'activités humaines, dont la forme la plus concrète est la multiplication des équipements collectifs.

Elle doit également aboutir à la redistribution de la masse de travail disponible dans des conditions nouvelles. L'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée hebdomadaire du travail, mais plus encore, l'aménagement des horaires de travail par la limitation des travaux postés aux seuls secteurs là où ils sont techniquement nécessaires, là où ils existent, le développement du tertiaire qui va de pair avec une société dont les modes d'ap-

ropriation seront différents, doivent être les conditions préalables de cette redistribution.

Elle doit enfin aboutir à une redéfinition du contenu du travail par le développement des moyens de contrôle des salariés pour tout ce qui touche la répartition et l'organisation des tâches dans l'entreprise.

Entre la croissance zéro qui ne veut rien dire puisque de toute manière, il faudra faire face aux remplacements de matériels vétustes et aux besoins de techniques avancées, et la croissance tous azimuts, le Parti doit assurer une croissance équilibrée qui protège l'homme dans son travail et dans sa dignité et facilite le maintien ou le rétablissement des équilibres naturels.

C'est ainsi que l'on pourra définir une politique de l'énergie à la fois plus réaliste et plus démocratique, en luttant contre les gaspillages, en adaptant la production d'énergie à la diversité des usages, en évitant - dans le cadre d'une transition vers des énergies nouvelles - des aventures techniques qui ne seraient ni comprises ni admises par les populations.

Seule une autre logique de croissance prenant en compte d'autres valeurs que le profit à court terme, intégrant les coûts sociaux dans ses calculs de rentabilité suscitera une véritable politique d'aménagement du territoire et redonnera vie et espoir à tant de départements français en voie d'abandon.

Il ne s'agit pas là d'une clause de style. Les moyens techniques existent et doivent être à l'évidence utilisés par la Gauche, aux risques d'une incompréhension momentanée, ce qui postule, là encore, un Parti structuré, conscient et responsable.

## V. POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS

Le Congrès de Bagnolet a défini la position du Parti sur l'Europe. Cette position demeure la nôtre.

Certes, l'Europe du Marché commun n'est pas celle que nous voulons. C'est en effet au sein du monde capitaliste que la C.E.E. a vu le jour et c'est une Europe du libre-échange qui s'est progressivement construite.

L'opinion souhaitait l'Europe des peuples, on lui a donné l'Europe des marchands et des monopoles. Comment l'accepterait-elle avec satisfaction ?

### 1. Traité de Rome et Programme commun

La Communauté européenne est une réalité qu'aucun pays, aucun parti ne peut méconnaître. Elle a progressivement donné naissance entre les pays qui la composent à des relations économiques et à des interdépendances telles, qu'un repli national est une hypothèse inconcevable aujourd'hui.

Malgré ses erreurs et ses imperfections, le Marché commun constitue un



indiscutable facteur d'expansion. Sa suppression se traduirait par le retour à une économie de rareté et de restrictions dont les conséquences seraient redoutables.

La résolution de Bagnolet et le chapitre européen du Programme commun ont fixé les grandes lignes de notre action.

Parmi les axes les plus importants, citons : un strict contrôle des sociétés multinationales, la lutte contre l'inflation par une action commune, l'application d'une politique sociale hardie et cohérente, la création d'un nouveau système monétaire, l'élaboration d'une planification démocratique, la mise en œuvre d'une politique européenne d'aménagement du territoire, la redéfinition des règles du Marché commun agricole, l'affirmation d'une Europe indépendante, pacifique et solidaire des peuples du tiers monde.

Cela suppose en premier lieu de donner leur véritable dimension européenne aux luttes sociales. La confédération européenne des syndicats a déjà fait des efforts importants dans ce sens. Ceux-ci pourraient être relayés par une harmonisation au niveau européen des régimes de protection sociale, du statut et des droits des travailleurs dans l'entreprise par un encouragement à la mise au point de conventions collectives européennes. Les socialistes pousseront aussi à ce que des problèmes comme la lutte contre la pollution et la défense de l'environnement soient exprimés et résolus au niveau européen.

Cela suppose en second lieu une volonté politique beaucoup plus ferme qu'aujourd'hui quant au développement des technologies et industries de pointe qui sont la clé de l'indépendance dans le monde moderne : informatique, aéronautique, espace, nucléaire, etc.

Cela suppose en troisième lieu que soient pris en charge et traités dans le cadre de la Communauté les problèmes liés aux contradictions croissantes que connaît l'économie mondiale. La concurrence que se font sur les mêmes produits les pays à hauts salaires et à bas salaires, la menace qui pèse sur certaines industries des pays développés du fait de l'industrialisation de nombreux pays en voie de développement, l'engagement politique croissant des gouvernements dans les échanges technologiques industriels et commerciaux, et la désagrégation du système international des paiements, risquent de rallier nombre de pays au protectionnisme. Pour pallier ce danger, l'Europe doit se rendre capable de mettre en œuvre une politique indépendante et commune tendant à l'harmonisation dans le temps et dans l'espace des conditions de la concurrence mondiale.

Il nous paraît évident qu'au bout du compte l'Europe sera socialiste ou ne sera pas.

A cet égard, il est absurde de prétendre que l'application du traité de Rome serait incompatible avec celle du Programme commun : les articles 108, 109 et 222 du Traité de Rome montrent bien que, si besoin en était, la France trouverait dans le texte même du traité les moyens de mener à bien les transformations économiques et sociales qu'elle aurait décidées.

## 2. Pour le suffrage universel

Le Congrès de Bagnolet a tranché ce débat.

L'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne contribuera à démocratiser les institutions de Bruxelles. Au nom de quoi préférons-nous un pouvoir technocratique irresponsable à la libre expression des peuples par le suffrage universel ?

Le problème du contrôle budgétaire au sein de la C.E.E. est, à cet égard, caractéristique : le budget communautaire a atteint l'an dernier près de 50

milliards de nouveaux francs. C'est au Parlement européen qu'il appartient d'assurer le contrôle de ce budget. Mais il ne suffit pas de proclamer des pouvoirs formels, il est aussi nécessaire de donner à ceux qui les possèdent l'autorité nécessaire pour les exercer. L'élection au suffrage universel répond à cette exigence.

Nous réclamons pour cette élection européenne la représentation proportionnelle juste et loyale. C'est au Comité directeur qui se réunira à l'ouverture du débat parlementaire qu'il appartiendra de fixer l'attitude définitive des socialistes, en fonction de la réponse apportée aux préoccupations ci-dessus exprimées.

Les craquements actuels marquent l'échec d'une Europe impossible, l'Europe libérale qui tourne délibérément le dos à l'Europe des travailleurs.

La faute historique serait de croire au socialisme enfermé dans l'hexagone et protégé par l'autarcie économique et la bombe atomique. Le socialisme est par nature et par vocation international. Un gouvernement à direction socialiste en France et ce seront des millions de travailleurs en Europe qui l'observeront avec espoir, des millions de travailleurs qui rejoindront les travailleurs français.

## VI. UNE POLITIQUE INTERNATIONALE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

L'internationalisme n'est pas seulement une référence théorique inséparable du socialisme, il est aussi dans un monde en crise une dimension plus que jamais nécessaire de notre action. La crise économique mondiale et l'évolution récente du monde ont accusé la convergence des solidarités de classe, dans l'univers industriellement développé comme dans le tiers monde.

### 1. La crise et l'ordre international

Loin de distendre les rapports hégémoniques, la crise a accentué les liens de dépendance envers les puissances dominantes, dans l'un ou l'autre bloc, à la fois rivaux et complices.

Les effets de la crise mondiale n'ont en effet épargné aucun système politique. Au poids de moins en moins supportable des dépenses militaires sur les revenus nationaux, la crise de l'énergie est venue ajouter un élément supplémentaire de déséquilibre interne. Le gaspillage des ressources naturelles, la destruction des excédents alimentai-

res, alors que des millions d'hommes, de femmes ou d'enfants manquent du nécessaire, les inégalités de répartition attestent de la défaillance des systèmes de référence. Le capitalisme fait, partout où il domine, la démonstration de son impuissance à surmonter ses propres contradictions. Le modèle soviétique, pour sa part, a cessé d'apparaître, même aux yeux de certains communistes européens, comme une solution aux difficultés des sociétés industrielles avancées...

L'ascension économique de l'Europe depuis 20 ans s'est accomplie au prix d'une dépendance à l'égard du monde extérieur, et notamment des États-Unis, qui a accentué les disparités internes et partiellement annulé les progrès communautaires. Le maintien d'une telle situation condamnant à l'évidence la France et l'Europe occidentale à abdiquer davantage encore leur souveraineté et leur indépendance.

Le respect des engagements à l'égard de l'Alliance atlantique ne peut s'accommoder d'ingérences inadmissibles dans les affaires intérieures des États. Les socialistes qui ont vivement réagi en



leur temps aux déclarations américaines souhaitent une attitude nouvelle.

Cela implique une politique extérieure qui ne soit pas conduite en fonction de la seule référence à la balance des paiements, mais soit ouverte sur le monde et autonome dans sa démarche.

## 2. L'ordre international et le projet socialiste

La transformation du paysage politique européen, l'affirmation d'un dynamisme socialiste nouveau dans les pays de l'Europe du Sud, l'évolution récente des partis communistes occidentaux vers l'eurocommunisme donnent au projet socialiste une chance et une crédibilité nouvelles.

De ce point de vue, le relais des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, mais aussi des organisations syndicales européennes (C.E.S.) est essentiel. Un large consensus existe avec ces forces vers des objectifs précis : politique sociale, harmonisation des conditions de travail, protection sociale, statuts des travailleurs immigrés et contrôle des travailleurs dans l'entreprise.

La crise a déterminé une situation qui rend plus facile, entre des mouvements de même tradition mais que séparent parfois l'héritage historique et des approches politiques différentes, l'affirmation de nouvelles convergences et la recherche d'actions communes.

Le Parti doit donc se fixer comme objectif prioritaire le renforcement de ses

liens avec toutes les forces vives de la classe ouvrière européenne.

Sur le plan des relations mondiales, la politique étrangère de la Gauche devra tendre : à restituer à la France sa présence dans les négociations mondiales, à affirmer l'indépendance de l'Europe et sa spécificité dans les affaires internationales, à préserver l'indépendance de la politique française dans le cadre des solidarités communautaires, à contribuer par des initiatives propres à l'approfondissement de la détente et à la construction de la paix.

La France et l'Europe ont tout à gagner à la détente. La déclaration d'Helsinki constitue à cet égard une base importante pour l'accentuation de nos efforts. De plus le mérite essentiel de l'Acte final est d'avoir introduit les droits de l'homme comme une donnée permanente des relations entre les Etats et une dimension nécessaire des progrès de la détente internationale. On doit considérer qu'en ce qui concerne les problèmes humanitaires et les échanges de toute nature qu'ils impliquent, il reste de grands progrès à accomplir pour passer de la solennité des traités à la réalité des faits. D'autre part, l'entreprise est encore fragile : une diplomatie ambitieuse favorisera la réalisation de véritables objectifs de sécurité. Le Parti socialiste réaffirme à cet égard que la réduction progressive des dépenses mondiales de défense, le renforcement de la force des Nations unies pour le maintien de la paix, la démocratisation du Conseil de sécurité et l'établissement d'une agence mondiale du désarmement sont des éléments essentiels pour assurer dans le monde une sécurité plus réelle et plus grande.

Sud) et si à l'opposé il recherche certains partenaires privilégiés pour des relations exemplaires, le gouvernement de la Gauche devra développer dans le tiers monde un très large réseau de relations d'Etat à Etat. Mais le Parti socialiste poursuivra sa lutte contre l'oppression, pour les libertés démocratiques, pour l'émancipation nationale, et développera son action de solidarité avec les forces progressistes et anti-impérialistes dans le tiers monde.

Dans les deux ans qui viennent, le P.S. prendra des initiatives propres et aussi dans le cadre de l'Internationale Socialiste, sur deux problèmes essentiels : celui des régimes fascistes du sud de l'Afrique, celui des libertés en Amérique latine.

Après avoir vécu longtemps dans une économie rurale et semi-industrialisée, à peine ouverte sur l'extérieur, la France s'est orientée délibérément vers une mondialisation de son économie.

Pendant longtemps, les capitaux placés à l'extérieur ont suffi à assurer l'équilibre de notre balance des paiements.

Aujourd'hui, c'est dans le cadre de la division internationale du travail que la France doit trouver sa place.

Elle ne le fera que si elle prend des initiatives qui lui apportent, au moins pour un temps, le consensus de ses fournisseurs et clients traditionnels.

L'Europe des neuf couvre, à elle seule, plus de la moitié de nos échanges. Si nous tenons, comme cela est souhaitable, à participer à l'élévation du niveau de vie des pays en voie de développement, qu'ils soient ou non détenteurs de matières premières, nous ne pourrions pas le faire sous l'éclairage d'un colonialisme militaire abandonné ou d'un paternalisme apparemment bon enfant mais particulièrement exigeant.

Le Pacte fondamental de l'O.N.U. contient une disposition qui n'a jamais fonctionné. C'est la création de pactes régionaux de caractère volontaire, dans la parité des droits des participants et dans des cadres géographiques dont les partenaires sont seuls juges.

Dans le cadre de cette proposition, les deux zones d'action dans lesquelles la France pourrait prendre des initiatives, au plan international, devraient être :

- D'une part, le bassin méditerranéen qui pose en réalité moins de problèmes politiques qu'il ne paraît, mais où on peut craindre que les exaspérations économiques, qui ne manqueront pas de se faire jour en fonction des richesses des uns et des pénuries des autres, ne se transforment en lutte d'influence que seul un nouveau type de relations, comme celui qui est proposé, peut permettre de surmonter. Le Parti a agi dans ce sens en accueillant la première

## VII. DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Dans les départements et territoires d'outre-mer sévit un néo-colonialisme économique et politique. Le Parti socialiste réaffirme la nécessité de rendre,

dès la période de transition, aux peuples d'outre-mer la possibilité de s'autodéterminer librement et individuellement.

## VIII. TIERS MONDE ET MÉDITERRANÉE

La lutte des socialistes contre l'exploitation et les phénomènes de domination ne s'arrête pas aux frontières nationales. L'internationalisme et la volonté de justice sociale ne sont pas pour nous séparables.

### 1. Une politique de solidarité active

#### Des pactes régionaux

Même s'il opère des refus de collaboration symboliques (Chili, Afrique du



Conférence des Partis socialistes d'Europe du Sud et en renouant des liens avec les forces progressistes au Maghreb et au Machrek ;

- D'autre part, l'Afrique, en raison des relations historiques que la France a noué avec ce continent.

La transformation socialiste que la France se propose de mener appelle un nouvel ordre de relations entre l'Afrique et l'Europe, au moment où les grandes puissances se préoccupent d'assurer et de garantir leur influence politique et leur approvisionnement en matières premières, par des moyens divers (subversion militaire et subversion financière).

Cet état de fait risque de développer un néo-colonialisme qui ne pourra se terminer que par des luttes fratricides mettant en péril la sécurité fragile du continent africain.

A cet égard une France de gauche ne peut pas oublier sa mission universaliste. Elle se doit de prendre des initiatives qui, au-delà des seules préoccupations d'équilibre des approvisionnements, tel que prétend les régler la Conférence Nord-Sud, offriront à des partenaires inégalement favorisés par la nature, grâce à la compréhension mutuelle et à la création d'une solidarité vivante, les moyens d'échapper aux appétits des grandes puissances, qui déguisent un nouvel impérialisme au nom de l'autonomie des nations-Etats existantes.

## 2. Un nouvel ordre économique international

Le Parti socialiste ne devra pas sous-estimer, y compris au pouvoir, les sa-

crifices que l'instauration de relations économiques internationales plus justes impliquent pour un pays comme la France. Parce qu'il défend les intérêts des masses populaires françaises, le Parti socialiste marquera clairement auprès de ses partenaires du tiers monde, les transitions qu'il devra ménager dans la mise en cause des relations inégales actuelles. Parce qu'il vise une transformation socialiste de la société internationale, le P.S. devra démontrer que l'émergence d'un nouvel ordre économique implique de concilier l'intérêt du plus grand nombre dans les pays sous-développés et les pays industrialisés et suppose donc de profondes transformations politiques et sociales internes à chaque ensemble et à chaque pays.

Pour aller dans cette voie, et avant son accès au pouvoir, le P.S. indiquera les mesures concrètes et les initiatives internationales qu'il entend voir prendre par le gouvernement de la Gauche : aide au développement porté hors D.O.M.-T.O.M. à 0,70 % du P.N.B. ; allègement de la dette des pays en voie de développement, revalorisation des cours des matières premières par des accords de produits ; transferts de technologies plus larges ; réforme du système monétaire, propositions pour une nouvelle division internationale du travail, etc. Il indiquera l'échéancier qu'il envisage. Ceci marquera la volonté d'une cohérence rigoureuse entre la politique de relations avec le tiers monde et les autres aspects de la politique française actuelle (monétaire, agricole, commerciale, industrielle) ; en outre, le P.S. inscrira clairement son effort dans une perspective de coopération entre l'Europe et le tiers monde et il fera des propositions dans ce sens.

elle est niée par ceux qui détiennent les instruments de la puissance, l'argent d'abord, l'argent qui semble aujourd'hui faire et défaire le destin des peuples. Il est vrai que la croissance économique n'est pas une fin en soi. Les socialistes l'ont toujours dit. Mais la bourgeoisie ne découvre cette vérité que quand sa machine à produire se détache. La réalité d'aujourd'hui, la réalité du système capitaliste en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, c'est que des centaines de millions d'êtres humains de par le monde sont privés du nécessaire, et que, chez nous, des centaines de milliers de familles, de personnes âgées, de jeunes, sont dans la gêne, certains dans la misère, tandis que tant et tant d'hommes et de femmes sont privés du droit élémentaire de vivre de leur travail.

Mais ces malheurs ne sont pas une fatalité : le système capitaliste en arrive au point où ses injustices et ses incohérences mêmes le rendent insupportable et préparent sa propre perte.

Parce que l'héritage est lourd, et lourde la pesanteur des habitudes parce que les privilégiés sont forts et résolus à se battre pour sauver leurs privilèges, nous savons que la tâche ne sera pas facile. Nous le savons et nous le disons.

Dans un premier temps, **il faut sortir notre pays de la crise.** Comment espérer y parvenir sans le stimulant de la consommation populaire, donc sans augmentation des ressources des plus déshérités, sans que les travailleurs reçoivent leur juste part des richesses de la nation ?

Comment espérer un retour à la santé économique, si la modernisation de l'appareil de production est conçue pour réduire le nombre des emplois, au lieu de servir à diminuer le temps de travail de chacun, à diminuer la peine des hommes ?

Mais comment espérer cette remise en ordre économique si les secteurs clés - groupes industriels et crédit - échappent au contrôle de la nation ?

Comment hésiter à rendre à la collectivité ses biens, ses droits, lorsque les hommes des banques et de la grande industrie courent investir à l'étranger les capitaux produits par le travail des ouvriers, des techniciens français ? La réalisation du Programme commun fera reculer l'injustice en mettant fin au pillage des ressources nationales, en brisant la politique antisociale et antinationale de la grande bourgeoisie française. Elle sera le premier pas vers le socialisme.

C'est le contrat que nous vous proposons, le contrat pour les cinq ans à venir et, au terme de ces cinq ans, c'est le peuple encore qui décidera s'il veut ou non continuer la route avec nous.

---

## APPEL AU PEUPLE DE FRANCE

---

De leur Congrès de Nantes, les socialistes s'adressent à vous.

A vous tous, travailleurs, salariés ou indépendants, qui par votre effort de chaque jour faites la richesse et la grandeur de la France.

Notre pays vit un moment important de son histoire. Depuis des années, la Droite gouverne et c'est la crise. Aujourd'hui comme hier le capitalisme ne connaît qu'une loi, celle du profit ; aujourd'hui comme hier il cherche à tirer plus de profit du travail des hommes. En pleine crise le patronat accélère la modernisation des industries ; celle-ci

réalisée grâce aux travailleurs et à leurs dépens, ils payent deux fois. Aujourd'hui, nos gouvernants accusent la croissance dont, hier, ils ont exaspéré le rythme. Ils accusent le progrès. Mais le coupable n'est pas, contre les hommes, ce progrès que les hommes ont fait.

Et voici que ce système laisse souiller l'eau, l'air, les sols, détruire la végétation, saccager les biens les plus précieux, ceux que la nature nous a donnés, et qui sont le cadre irremplaçable de la vie humaine. Plus l'humanité se donne les moyens de sa libération, plus



Mais aujourd'hui, le temps nous est compté. Qui peut penser que ce pays supportera longtemps encore le sort qui lui est fait, qu'il tolère le spectacle de cette Droite impuissante et irresponsable qui se déchire elle-même ?

## Voici venus les temps du changement

En ce moment historique, il est certain qu'il y aura changement : la question est de savoir si il se fera par la crise, dans l'injustice et le désordre, ou par la Gauche, dans la justice et la liberté.

Cela, aujourd'hui, beaucoup de Français, même parmi ceux qui ne sont pas socialistes, le sentent. Ils choisissent la Gauche parce que c'est la voie de la raison et de la sécurité. Mais les défenseurs des privilèges s'acharneront à empêcher le changement démocratique. Comme toujours quand leur domination est menacée, ils cherchent à faire peur et travestissent la vérité : ils crient au collectivisme mais, sous nos yeux, c'est le capitalisme expropriateur qui chasse le paysan de sa terre, le commerçant de sa boutique, l'artisan de son atelier.

Demain, les hommes de la grande bourgeoisie feront la politique du pire, comme firent leurs ancêtres versaillais et leurs aînés vichyssois. Mais nous, socialistes, nous avons confiance dans la volonté réfléchie et le bon sens du peuple. Ce peuple, qui a appris d'une longue et dure histoire, sait maintenant où il lui faut aller.

Déjà, par millions, les Français ont exprimé leur confiance à la Gauche et, d'abord, au Parti socialiste.

Nous savons, nous socialistes, le prix de cette confiance. Si nous l'avons gagnée, c'est parce que nous avons su rassembler toutes les énergies du socialisme français. C'est parce que, depuis le congrès d'Epinais et dans la ligne de Jaurès et de Léon Blum, nous sommes en train de réaliser la synthèse de la diversité socialiste. C'est parce que nous avons été et sommes le Parti de l'Union de la Gauche, le Parti qui a fondé l'accord politique de la Gauche sur le front de classe des exploités.

Sans le développement d'un Parti socialiste puissant et résolument unitaire, tous les Français le savent, il n'y aurait eu ni le Programme commun, ni la montée irrésistible de la Gauche. Le grand fait qui, en quelques années, a renversé les données de la politique française, c'est la création et le développement d'un grand Parti socialiste renouvelé qui, avec François Mitterrand, a su exprimer au mieux les aspirations unitaires et la volonté de changement des masses populaires françaises.

Les travailleurs nous font confiance parce qu'ils ont réappris avec nous que le socialisme, ce n'est pas simplement davantage de justice et de bien-être ; c'est la voie de l'émancipation humaine, c'est la voie de la liberté ; ils pensent avec nous que tel système qui, contre l'exploitation capitaliste, a pu naître ailleurs, en d'autres circonstances, dès lors qu'il bafoue la liberté, n'est pas le socialisme. Face à l'exploitation capitaliste et à la bureaucratie étatique, l'autogestion est la réponse du socialisme.

Les travailleurs nous font confiance parce qu'ils pensent, avec nous, qu'en un temps où les développements de l'économie et des techniques de communication ne peuvent être celles d'un seul pays, l'internationalisation de la lutte des travailleurs, d'abord élargie aux dimensions de l'Europe, est une exigence absolue du combat d'aujourd'hui. Refuser cette évidence et se murer dans le donjon du chauvinisme, c'est tourner le dos à l'avenir.

Le Parti socialiste, premier Parti de France, sort de son congrès plus fort encore et plus uni. Dans les mois qui viennent, il jettera toutes ses forces dans la grande bataille politique où va se jouer l'avenir du peuple de France.

*Vous aussi, joignez vos efforts aux nôtres ; vous aussi, venez au Parti socialiste*

Plus que jamais, nous voulons unir, nous voulons rassembler, ouvrir largement ce Parti, gagner aux idées du socialisme, au combat de la Gauche, tant et tant de Françaises et de Français qui hier votaient pour les candidats du pouvoir et dont certains hésitent encore.

Etre actif partout, dans les entreprises et les universités, dans les quartiers et les villages, partout où les travailleurs mènent le combat contre l'offensive patronale, pour leurs salaires, pour leurs conditions de travail, pour l'emploi.

Poursuivre l'immense travail engagé pour que soient précisées en chaque domaine les solutions pratiques qu'impliquera demain la réalisation du Programme commun de la Gauche, du programme qui va **changer la vie**.

**Bref, tout faire pour que le peuple l'emporte. En avant pour une grande victoire populaire !**

**En avant pour le Socialisme !**

*Chaque mois :*

**UN DOSSIER  
OU  
UN DÉBAT,  
DES  
RUBRIQUES  
FIXES :**

**Economie,  
Théorie,  
Société,  
Culture,  
etc.**

la nouvelle revue  
**SOCIALISTE**

**DÉBAT :  
L'EUROPE**  
J.-P. COT, J. DELORS,  
G. FUCHS, G. JACQUET,  
R. PONTILLON, A. SALOMON

**LE P. S.  
ET LES SYNDICATS**  
D. BARRET

**D'HELSINKI  
A BELGRADE**  
J. HUNZINGER

**LA REDISTRIBUTION  
DES REVENUS**  
D. STRAUSS-KAHN

**LES FEMMES  
ET LA POLITIQUE**  
C. VENTRE

№ 23

## LISTE DES CANDIDATS AU COMITÉ DIRECTEUR AU TITRE DE LA MOTION I

1. François MITTERRAND (Nièvre); 2. Pierre MAUROY (Nord); 3. Gaston DEFFERRE (Bouches-du-Rhône); 4. Marie-Thérèse EYQUEM (Corrèze); 5. Gérard JAQUET (Dordogne); 6. Alain SAVARY (Haute-Garonne); 7. Louis MERMAZ (Isère); 8. Jean POPEREN (Rhône); 9. Michel ROCARD (Yvelines); 10. Gilles MARTINET (Paris); 11. Robert PONTILLON (Hauts-de-Seine); 12. Georges DAYAN (Paris); 13. Charles-Emile LOO (Bouches-du-Rhône); 14. Edith CRESSON (Vienne); 15. Claude ESTIER (Paris); 16. Pierre BÉRÉGOVOY (Nord); 17. Lionel JOSPIN (Paris); 18. Roger FAJARDIE (Cher); 19. Pierre JOXE (Saône-et-Loire); 20. Dominique TADDEI (Vaucluse); 21. Georges FILLIoud (Drôme); 22. André ACQUIER (Paris); 23. Marie-Jo PONTILLON (Paris); 24. André CHANDERNAGOR (Creuse); 25. Roger QUILLIOT (Puy-de-Dôme); 26. Charles HERNU (Rhône); 27. André LABARRÈRE (Pyrénées-Atlantiques); 28. Daniel PERCHERON (Pas-de-Calais); 29. Bernard DEROSIER (Nord); 30. Michel SAINTE-MARIE (Gironde); 31. Gérard DELFAU (Hérault); 32. Robert VERDIER (Gard); 33. Bastien LECCIA (Bouches-du-Rhône); 34. André BOULLOCHE (Doubs); 35. Jean-Pierre BAREL (Paris); 36. Georges LEMOINE (Eure-et-Loir); 37. Paul LUSSAULT (Indre-et-Loire); 38. Jean PRONTEAU (Charente); 39. Yvette ROUDY (Paris); 40. Jean-Pierre COT (Savoie); 41. Robert CHAPUIS (Ardèche); 42. Nicole QUESTIAUX (Hauts-de-Seine); 43. Françoise GASPARD (Eure-et-Loir); 44. Henry DELISLE (Calvados); 45. Colette AUDRY (Essonne); 46. Henri SCHWANNER (Moselle); 47. Jacques PIETTE (Pas-de-Calais); 48. Raymond VAILLANT (Nord); 49. Jacques CARAT (Val-de-Marne); 50. Jacques-Antoine GAU (Isère); 51. Jacques ATTALI (Paris); 52. Michel de LA FOURNIÈRE (Loiret); 53. Maurice BENASSAYAG (Paris); 54. Jean le GARREC (Hauts-de-Seine); 55. Jean-Claude COLLIARD (Paris); 56. Jacques MELLICK (Pas-de-Calais); 57. Françoise CARLE (Somme); 58. Louis LE PENSEC (Finistère); 59. Alain HAUTECŒUR (Var); 60. Robert CAPDEVILLE (Aude); 61. Georges FRÈCHE (Hérault); 62. Lucien WEYGAND (Bouches-du-Rhône); 63. Guy MARTY (Yvelines); 64. Luc SOUBRÉ (Haute-Garonne); 65. Kléber GOUYER (Isère); 66. Denise CACHEUX (Nord); 67. André LAIGNEL (Indre); 68. André SALOMON (Paris); 69. Christiane MORA (Indre-et-Loire); 70. René GAILLARD (Deux-Sèvres); 71. François LE BLÉ (Finistère); 72. Marcel DEBARGE (Seine-Saint-Denis); 73. Pierre PROUVOST (Nord); 74. Laurent FABIUS (Seine-Maritime); 75. Arthur NOTEBART (Nord); 76. André VIANES (Ardèche); 77. Françoise SELIGMANN (Paris); 78. Jean-Paul BACHY (Ardennes); 79. José ESCANEZ (Alpes-de-Hautes-Provence); 80. Henri SABY (Haute-Garonne); 81. François BORELLA (Meurthe-et-Moselle); 82. Jean-Claude ROUTIER-LE-ROY (Loire-Atlantique); 83. Christian GOUX (Var); 84. Guy NEVACHE (Isère); 85. Claude GERMON (Essonne); 86. Philippe MACHEFER (Yvelines); 87. Jacques BADET (Loire); 88. Michel PEZET (Bouches-du-Rhône); 89. Yves TAVERNIER (Essonne); 90. Jean MALLET (Vendée); 91. Guy LENGANE (Pas-de-Calais); 92. Martine BURON (Loire-Atlantique); 93. Alain VIEN (Seine-et-Marne); 94. Antoine BLANCA (Hauts-de-Seine); 95. Georges LAYÈRE (Gironde); 96. Jean-Marie LE GUEN (Paris); 97. Paulette GIRARD (Seine-et-Marne); 98. René LABAT (Landes); 99. Robert SAVY (Haute-Vienne); 100. Jean-Marie FAIVRE (Nord); 101. Jean-Pierre WORMS (Saône-et-Loire); 102. Jean MAIRE (Val-d'Oise); 103. Yvonne THÉOBALD-PAOLI (Paris); 104. Marc VÉRON (Isère); 105. Jean-Michel BICHAT (Yonne); 106. Michel THAUVIN (Hauts-de-Seine); 107. Yvette FUILLET (Bouches-du-Rhône); 108. Roland BERNARD (Rhône); 109. Alain BENETEAU (Haute-Garonne); 110. Roger BUARD (Mayenne); 111. Jean VERLHAC (Isère); 112. Jacques RICHARD (Vaucluse); 113. Michel BERTRAND (Hauts-de-Seine); 114. Pierre PALAU (Côtes-d'Or); 115. Jean de BENGY (Alpes-Maritimes); 116. Jeanne CHEREL (Seine-Saint-Denis); 117. André DELÉHÈDE (Pas-de-Calais); 118. Robert BERNARD (Vosges); 119. Gérard FUCHS (Paris); 120. Guy BAILLET (Haute-Marne); 121. Henri VILLAIN (Paris); 122. Bernard MONTANIER (Hérault); 123. Michel BÉRÉGOVOY (Seine-Maritime); 124. Jean OEHLER (Bas-Rhin); 125. René LEUCART (Moselle); 126. Françoise CASTRO (Paris); 127. Jean REY (Paris); 128. Jean-Michel BAQUÉ (Paris); 129. Catherine LALUMIÈRE (Gironde); 130. Alain RANNOU (Loir-et-Cher); 131. Patrice HERNU (Val-de-Marne); 132. Jacques LHOMET (Paris); 133. Bernard LEBRUN (Nord); 134. Nelly COMMERGNAT (Creuse); 135. Georges VIALE (Corse-du-Nord); 136. Jean-Michel BELORGEY (Allier); 137. Daniel DOMMANGET (Morbihan); 138. Jean-Michel GROSZ (Hauts-de-Seine); 139. Marc BALDY (Lot); 140. Christian DUBONNET (Bouches-du-Rhône); 141. Jean-François DUBOS (Sarthe).

### COMMISSION DES CONFLITS de la Motion I

1. Guy PENNE (Vaucluse);
2. Lucien DELMAS (Dordogne);
3. Jean-Pierre AUBERT (Alpes-de-Haute-Provence);
4. Alain FAUGARET (Nord);
5. Maguy MONNIER (Bouches-du-Rhône);
6. Claude WILQUIN (Pas-de-Calais);
7. Eugène TEISSEIRE (Nièvre);
8. Yves BOURGOIN (Hauts-de-Seine);
9. Ferréol DOUTRES (Haute-Garonne);
10. François REBEUF (Gard);
11. Jean GUEFFIER (Isère).

### COMMISSION DE CONTROLE de la Motion I

1. Gilbert BONNEMAISON (Seine-Saint-Denis);
2. Christian CAILLIÈRE (Seine-Saint-Denis);
3. Alain GOURDON (Vosges);
4. Charles BONIFAY (Bouches-du-Rhône);
5. Jean CAILLIAU (Nord);
6. François de GROSSOUVRE (Allier);
7. Michel POUPART (Nord);
8. Georges BEAUCHAMP (Paris);
9. Pierre DENIZET (Isère);
10. René LAHITTE (Gironde);
11. Pascal LAMY (Eure).



# MOTION n° 2

## POUR APPLIQUER LE PROGRAMME COMMUN : UNITÉ, AUTOGESTION, INDÉPENDANCE

Depuis trois ans, la crise du capitalisme s'approfondit, avec son cortège de souffrances. C'est une crise de société. A l'échelle mondiale, c'est la crise de tout le système impérialiste. La Droite au pouvoir est incapable de la juguler. C'est dans ces circonstances que notre Parti, dans l'Union de la Gauche, aura à la fois le privilège et la responsabilité de répondre aux espérances des travailleurs et d'assumer, devant l'histoire, le destin de notre peuple.

Ce congrès est le dernier congrès ordinaire avant les élections législatives qui peuvent permettre à la Gauche d'accéder au gouvernement. Conscients de l'enjeu, nous savons que, pour appliquer le Programme commun de gouvernement, la Gauche rencontrera des difficultés. Elle doit trouver les moyens de les surmonter. Pour y parvenir, il faut un Parti socialiste cohérent, une Union de la Gauche solide et une puissante dynamique populaire.

### L'enjeu

#### A. LE DESSEIN DE LA DROITE : DIVISER POUR SE MAINTENIR

La Droite n'est plus majoritaire : elle se divise sur les moyens de la redevenir. Ses bases traditionnelles (paysannerie conservatrice et anciennes "classes moyennes") se sont usées. Giscard, malgré ses efforts, n'a pas réussi à cimenter autour de la bourgeoisie de nouvelles alliances de classe, incluant en particulier les couches salariées, techniciennes et urbaines, dont l'essor a accompagné la croissance du capitalisme depuis trente ans. Il caresse l'idée de pouvoir le faire un jour en divisant la Gauche tandis que Chirac entend mobiliser d'abord les soutiens traditionnels de la Droite. Deux méthodes, mais un seul objectif : maintenir en France le pouvoir de la bourgeoisie, empêcher l'application du Programme commun.

#### B. LA STRATÉGIE DE LA GAUCHE : RASSEMBLER POUR VAINCRE

Face aux projets de la Droite, la stratégie de la Gauche doit s'exprimer sans ambiguïté. Notre Parti a affirmé, depuis

Epinay, sa volonté de "rompre avec le capitalisme" et, en signant le Programme commun, d'"ouvrir la voie au socialisme".

Il ne suffit plus de le dire. Dans quelques mois, il faudra le faire. Pour être en mesure d'appliquer son programme, la Gauche doit rassembler. Elle doit gagner les couches sociales encore indécises à l'alliance de classe réalisée sur la base du Programme commun. Elle doit constituer un front de classe à la fois vaste et solide, s'élargissant au rythme même des mutations de la société et qui, parce que les travailleurs et leurs organisations y jouent le rôle essentiel, peut exprimer en permanence leurs intérêts et leurs aspirations. Elle doit approfondir encore son union, pour faire pièce aux desseins de la Droite, qui entend tirer parti de la moindre féclure. Elle doit, au-delà, rassembler le peuple autour d'elle, car le renforcement de l'Union de la Gauche et son élargissement sont deux objectifs complémentaires qui ne peuvent être dissociés.

C'est à ce prix que la Gauche, au gouvernement, évitera d'être, comme au Chili, isolée et broyée par la contre-offensive de la bourgeoisie violant sa propre légalité, ou, comme au Portugal, réduite par ses divisions à abandonner son programme pour faire ou pour laisser faire à nouveau la politique de la Droite.

"Ni périr ni trahir." Appliquer le Programme commun : donc, dès aujourd'hui, s'en donner les moyens. La voie est étroite, mais c'est celle de la seule réussite qui vaille.

### Appliquer le Programme commun

En 1978, l'arrivée de la Gauche au gouvernement coïncidera avec le fond de la crise économique dans laquelle le capitalisme est entré depuis 1973. L'application du Programme commun sera donc à la fois moins facile - si l'on n'y voit qu'une redistribution des revenus sans remise en cause du pouvoir - et plus nécessaire - si l'on considère que le Programme commun est

l'instrument d'une réorientation fondamentale de la société et de la production et que sa réalisation permettra seule la mobilisation durable des travailleurs. Encore faut-il bien distinguer les obstacles que la Gauche devra franchir.

#### A. FORCER LES VERROUS

On connaît les difficultés auxquelles se heurtera la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement : trois verrous se présenteront : le "pouvoir personnel" à l'Elysée, le "mur d'argent" à l'intérieur, une nouvelle "Sainte-Alliance" à l'extérieur.

Le pouvoir personnel est celui que Giscard d'Estaing prétendra tirer de la Constitution ou de sa pratique pour faire obstacle à la mise en œuvre du Programme commun. En tout état de cause, le Président de la République conservera le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, menace permanente pour le gouvernement de la Gauche.

Le mur d'argent peut se manifester par la réticence des détenteurs de capitaux et plus précisément des entrepreneurs, à investir ou même à produire et par des comportements de fuite (exode des capitaux, par exemple).

La Sainte-Alliance du capital qui s'est déjà manifestée contre l'Italie du compromis historique à la conférence de Porto-Rico en 1976, exprimera l'hostilité des gouvernements occidentaux à l'égard de la Gauche unie. Compte tenu de l'endettement important contracté par la France depuis 1974, de la faiblesse de nos réserves de devises mobilisables et de la fuite des capitaux, déjà entamée bien avant l'arrivée de la Gauche au pouvoir, la France risque d'avoir à recourir, au moins pendant une période transitoire, à certains bailleurs de fonds internationaux : essentiellement les Etats-Unis, le F.M.I. et l'Allemagne fédérale. Il est d'ailleurs vraisemblable que les Etats-Unis, plutôt que d'intervenir trop directement dans les affaires françaises, préféreront le faire par l'intermédiaire de l'Allemagne et autant que possible dans un cadre ou sous un camouflage "européen".



Pour **desserrer cette triple contrainte**, la Gauche ne doit pas faire la politique de l'autruche. Elle ne doit pas faire comme si l'application du Programme commun n'allait pas se heurter à la résistance des privilégiés. Pour préserver et accroître sa liberté d'action, elle doit dès maintenant expliquer sans fard les difficultés probables, y préparer ses militants et son électorat, ne pas cultiver aujourd'hui des illusions qui, déçues demain, se retourneraient contre elle. Devant l'ampleur des difficultés, la Gauche pourrait être tentée de renoncer à l'application du Programme commun. Cette voie qui est apparemment celle de la facilité déboucherait inévitablement sur le divorce entre l'action du gouvernement et le mouvement populaire, sur la cassure de l'Union de la Gauche, ce serait l'échec historique du Parti d'Epinais qui ne survivrait pas à l'abandon de sa perspective stratégique.

Dans ces conditions, l'audace est la seule sagesse. **C'est l'application du Programme commun qui créera elle-même la dynamique nécessaire.** Le Parti socialiste doit donc préciser clairement devant les citoyens les conditions dans lesquelles il entend exercer le pouvoir :

1. En **matière institutionnelle**, c'est le peuple qui est juge en dernier ressort. Si la Gauche gagne les prochaines élections législatives, rien ne devra entraver l'application du programme en faveur duquel le suffrage universel se sera prononcé. Si le président de la République cherche à y mettre obstacle, le peuple devra être appelé à trancher démocratiquement le conflit ;

2. En **matière économique**, seule l'application du Programme commun et particulièrement, dès les premières semaines, de son "noyau dur", permettra à la fois de mobiliser les travailleurs et de sortir l'économie française de la crise.

#### a) Les nationalisations

La nationalisation des principaux centres d'accumulation capitaliste est une des conditions nécessaires de la rupture avec le système. Il faut pour cela qu'elle concerne l'essentiel des groupes dominants : à la liste établie par le Programme commun, le Parti a déjà proposé par la voix de ses dirigeants l'adjonction des groupes Creusot-Loire (convention nationale sur l'énergie) et Peugeot-Citroën (conférence de presse du premier secrétaire).

Le Bureau exécutif unanime a également décidé une prise de participation majoritaire (comme lors de la constitution de la S.N.C.F., à partir des compagnies privées des chemins de fer en 1936) assurant la maîtrise de la collectivité, dans la sidérurgie. Ces propo-

sitions doivent figurer dans le Programme commun de gouvernement "réactualisé"

Les nationalisations sont un moyen à la fois d'assurer la relance de l'économie conformément aux orientations du plan démocratique par la mise en œuvre des grands programmes industriels et de favoriser l'apparition de nouveaux rapports de production dans les entreprises, grâce au contrôle étendu des travailleurs. Le secteur public élargi doit donc être restructuré en fonction des nouveaux objectifs sociaux.

Pour que le secteur public puisse jouer un rôle moteur dans une nouvelle logique de développement, les nationalisations doivent être complètes. Le transfert de propriété **doit porter** sur la totalité du capital.

La nationalisation concernera dans chaque groupe la société mère et les principales filiales.

Les modalités d'indemnisation, enfin, doivent éviter de maintenir les anciens actionnaires dans la place. Il faut soustraire la politique de l'entreprise aux arbitrages de la Bourse. C'est ce qu'assure le dispositif d'indemnisation prévu par le Programme socialiste et le Programme commun, qui font une distinction claire entre petits et gros porteurs. Il suffit donc d'en préciser les modalités d'application.

Surtout, il importe que les entreprises publiques soient gérées selon des critères nouveaux assurant la prédominance de la logique des besoins sur celle du profit et de l'accumulation. Cette logique s'impose aux entreprises, de l'extérieur, par la voie de la planification, mais devra aussi s'exprimer de l'intérieur, grâce au contrôle des travailleurs et à la représentation des usagers dans les organes de décision.

#### b) Plan et marché, nouvelle logique de développement

Chacun sait qu'il n'est évidemment pas question de supprimer le marché. Mais les socialistes n'ont pas à professer la "régulation globale par le marché". Ils doivent affirmer la primauté d'une planification à long terme démocratiquement élaborée, fermement mise en œuvre, qui encadre le marché. Dans une période de mutation fondamentale cette planification est seule capable de répondre aux besoins immédiats des travailleurs concernant l'emploi et le niveau de vie tout en jetant les bases d'une nouvelle logique de développement.

Celle-ci implique une rupture avec la logique capitaliste. Elle doit mettre en cause les rapports d'exploitation tels qu'ils s'expriment dans l'organisation dite "scientifique" du travail, ou, à l'échelle mondiale, dans le fonctionnement du système impérialiste. **Il faut**

**affirmer dans les choix économiques la double dimension autogestionnaire et anti-impérialiste du Programme commun.** Il faut réfuter toute interprétation qui en limiterait la portée à une redistribution du revenu national dans des structures économiques et sociales inchangées. Une telle interprétation conduirait assez vite à une inévitable récupération par le capitalisme.

L'avènement d'une nouvelle logique de développement ne résultera pas seulement d'une meilleure maîtrise des moyens de production. Elle appelle aussi d'autres choix de consommation qui tiennent compte des aspirations de plus en plus fortes à protéger l'environnement, à organiser autrement le temps de la vie quotidienne, à redonner un sens aux relations sociales et communautaires. Ces orientations nouvelles procéderont non d'un modèle abstrait de consommation que l'on voudrait imposer a priori, mais des luttes, des revendications qu'elles font surgir et de leur prise en compte par le gouvernement de la Gauche. Elles ne peuvent être envisagées indépendamment d'une forte réduction des inégalités : **pour que tout le monde vive autrement, il faut que le plus grand nombre ait les moyens de vivre mieux.**

La réalisation du Programme commun, qui n'est pas seulement un programme à usage interne, doit contribuer à hâter l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial.

La réorientation de nos échanges et de nos priorités de production y contribue. Mais l'effort principal devra porter dans deux directions : d'une part, **la lutte contre l'échange inégal et la réorganisation du système monétaire international. D'autre part, un soutien résolu aux luttes de libération nationale et aux expériences de développement non capitalistes.** Ils lient étroitement le changement de notre politique économique au renouvellement de la politique étrangère de notre pays. Il n'est pas question, par exemple, de revenir sur les acquis du Marché commun et d'isoler, par une sorte de muraille de Chine, la France du marché mondial capitaliste, mais notre volonté de développer une planification démocratique n'aurait aucun sens si nous ne donnions pas les moyens de récuser le mot d'ordre actuel qui fait prévaloir l'impératif de l'exportation sur celui du développement intérieur : national, régional et local.

C'est donc en liant étroitement la réalisation de profondes réformes de structures à l'aspiration à changer la vie qu'il est possible de mobiliser les travailleurs et de sortir l'économie de la crise.



Ces orientations sont des orientations à long terme. Mais elles ont une grande importance pour effectuer correctement les choix à court terme. Sans une volonté claire et une direction précise (la rupture avec le capitalisme, l'instauration d'une société différente), il n'y a pas de dynamique possible.

Et il n'y a pas non plus de possibilité de prise rationnelle des décisions économiques si l'on perd de vue le but qui seul, leur donne leur cohérence.

### c) Les décisions économiques immédiates

Inversement, la **réussite de la politique à court terme** est nécessaire pour donner aux nationalisations et aux mesures de restructuration industrielle, comme à la planification démocratique, le temps de faire sentir leurs effets. Il faudra éviter deux écueils particulièrement menaçants en période de crise. La Gauche ne doit pas se laisser prendre dans l'engrenage d'une prétendue bonne gestion du capitalisme, précisément au moment où ce problème est devenu insoluble. Elle doit éviter, en même temps, de se laisser entraîner dans la spirale de l'inflation et du déséquilibre extérieur, qui débouche sur l'assujettissement aux bailleurs de fonds internationaux et inévitablement sur la mise en œuvre d'une politique d'austérité, bref sur le retour en force de la Droite.

C'est dire que la **relance de la consommation populaire** doit être menée de front avec une vigoureuse politique de redistribution du revenu national, de lutte contre le gaspillage et pour un autre type de consommation. Elle doit se faire à la fois par le relèvement des bas salaires, des pensions de retraite et allocations familiales, par blocage ou mieux encore, baisse des prix des produits de grande consommation et, enfin, par extension de l'aire de la gratuité (santé, éducation, transports). **Ces choix impliquent le maintien du pouvoir d'achat des titulaires de revenus moyens et le blocage en valeur nominale des revenus les plus élevés.**

**Le retour au plein emploi et à l'équilibre extérieur constitue enfin un impératif absolu pour la réussite de la Gauche.** La reconquête du marché intérieur par les industries françaises de biens de consommation durable et d'équipement, une politique nous rendant progressivement moins dépendants du marché mondial, une réorientation de nos échanges extérieurs par la voie d'accords directs avec les pays producteurs de matières premières et, surtout, par la recherche de solutions européennes, permettront à la France de se soustraire aux efforts les plus nocifs de la crise.

L'agriculture constituera, lorsque notre politique sera mise en œuvre, un secteur d'importance primordiale du double point de vue de sa contribution à l'équilibre extérieur et au développement régional. Encore convient-il d'apporter **des modifications fondamentales à une politique agricole européenne** qui n'a plus rien d'une politique agricole commune mais **qui vise à intégrer l'agriculture dans le système agro-alimentaire capitaliste**, dominé par les firmes multinationales. Pour mettre un terme à l'élimination de la majorité des petits et moyens paysans et à la dévitalisation de régions entières, il est urgent d'appliquer une politique visant à garantir un revenu minimum à l'ensemble des producteurs dans le cadre d'une planification démocratique. Les actions engagées ces dernières années par le contrôle collectif de l'affectation des terres et le contrôle des marchés trouveront dans la mise en place des offices fonciers et des offices par produits, les moyens de leur réalisation.

S'il n'était pas possible de lutter contre la crise par la mise en œuvre d'une politique européenne concertée, la France ne devra pas renoncer pour autant à l'application du Programme commun. Elle instituera, en cas de besoin, les procédures qui lui permettront de pénaliser les importations non indispensables (fiscalité différentielle, dépôts préalables à l'importation, taxes sur les achats de devises) et d'équilibrer son commerce et ses finances extérieures.

Dans le domaine international et **face à la Sainte-Alliance** du capital, la France du Programme commun peut et doit trouver le moyen d'élargir sa marge de manœuvre. Quel que puisse être le rayonnement de la nouvelle expérience, la contagion du socialisme ne s'exercera pas rapidement dans la politique des pays qui servent de relais principaux à l'impérialisme sur notre continent. Mais la place de la France et son poids spécifique en Europe sont encore assez grands pour imposer à son principal voisin (l'Allemagne) la nécessité de passer avec elle les compromis nécessaires à la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement. Il suffit pour cela que la Gauche bénéficie, en France même, d'un puissant soutien populaire.

Le risque existe cependant que les pressions financières, commerciales, politiques ou diplomatiques que la Sainte-Alliance du capital ne manquera pas d'exercer pour empêcher l'application du Programme commun empruntent un camouflage européen.

A cet égard, l'élection du Parlement européen au suffrage universel ne constituait pas seulement une manœuvre politique intérieure de Giscard d'Es-

taing pour diviser la Gauche. Elle visait aussi à fournir à la Droite une ligne de repli au niveau de l'Europe pour contenir la montée des forces populaires dans les pays riverains de la Méditerranée.

Si nous n'y prenons pas garde, elle permettrait d'instituer une police pseudo-démocratique au service de l'ordre établi. Il s'agit pour la Droite d'obtenir la caution du suffrage universel pour toutes les "recommandations" que ne manqueront pas de faire demain à la France, comme ils l'ont déjà fait hier au Portugal, à l'Italie et à l'Espagne, les pays riches de l'Europe du Nord et, à travers eux, les Etats-Unis.

C'est la raison pour laquelle **le Parti socialiste doit lier la mise en œuvre de l'élection du Parlement européen au suffrage universel qui est prévue pour 1978, au cas où elle serait adoptée par le Parlement français cette année, à la stricte limitation des pouvoirs de cette assemblée à leur niveau actuel.** Le débat du Parlement doit être l'occasion d'obtenir les garanties nécessaires nationales et internationales, pour la Gauche ...

Ainsi donc l'élection de l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel ne saurait être dissociée de la réorientation d'ensemble de la construction européenne, consécutive à l'arrivée éventuelle de la Gauche au gouvernement et expressément prévue par le texte du Programme commun lui-même.

Il ne s'agit pas là d'une question de principe que l'on pourrait considérer comme tranchée d'avance - soit, comme ce fut longtemps le cas du P.C.F., pour refuser ce principe quoi qu'il advienne, soit comme le voudraient certains socialistes, pour le mettre en œuvre quelles que soient les circonstances. Les socialistes qui ont affirmé au congrès extraordinaire de Bagnolet à la fois leur attachement au principe de l'extension du suffrage universel aux institutions européennes dans les conditions prévues par le Traité de Rome et leur refus de laisser restreindre la liberté d'action nécessaire au gouvernement de la Gauche, pour appliquer le Programme commun se réjouissent de constater une évolution du Parti communiste qui devrait permettre à la Gauche unie de déjouer la manœuvre du pouvoir : diviser la Gauche aujourd'hui et donner demain, à une Europe qui n'est en rien celle des travailleurs, des moyens de pression accrus sur la France du Programme commun.

Pout toutes les raisons précédemment énumérées et parce qu'on ne peut pas séparer la politique intérieure et la diplomatie, la sauvegarde de l'indépendance nationale constituera la pierre de



touche de la politique étrangère de la Gauche unie. **L'indépendance nationale n'est rien d'autre, en effet, que la liberté pour notre peuple de suivre la voie qu'il aura librement choisie.**

La France ne peut ni ne doit se replier sur elle-même, mais pas davantage elle ne doit s'en remettre à d'autres du soin de conduire son destin. Ce serait inévitablement, dans l'environnement capitaliste dominant actuel, finir par acquiescer dans l'ordre interne à la collaboration de classes. Ceci est vrai pour l'économie mais également pour la diplomatie.

Elle refusera donc toute orientation de la politique de défense qui ne serait pas au seul service de l'indépendance nationale, mais viserait à faire dépendre la France d'un mécanisme de décision extérieur et à l'intégrer en fait au bloc militaire atlantique.

## B. VERS L'AUTOGESTION

Enumérer les obstacles et les moyens de les surmonter ne suffit pas. La Gauche ne l'emportera :

– Que si elle est capable de créer une puissante dynamique populaire en répondant aux revendications et aux aspirations de tous ceux qui veulent mettre fin à une société inégalitaire, centralisée et bureaucratique ;

– Que si cette dynamique dure dans le temps et s'élargit en ralliant à la construction d'une société socialiste autogestionnaire des travailleurs jusque là réservés à l'égard du socialisme.

**L'autogestion ne se fera pas à partir d'"îlots autogérés" ou de coopératives.** L'autogestion se développera à partir d'une remise en question de l'actuelle division du travail et des rapports du pouvoir dans l'entreprise mais elle ne se limite pas à l'entreprise. Le sens de l'autogestion, c'est une transformation progressive mais radicale des rapports entre gouvernants et gouvernés sur le lieu de travail, mais aussi au niveau du quartier, de la commune, du département, de la région et de la nation.

### 1. Une prise en charge responsable des revendications immédiates

Face à la crise globale actuelle, on assiste à un développement à la fois des revendications traditionnelles sur le lieu de travail, et de revendications nouvelles remettant en question la façon de vivre, de se loger, de se distraire. La Gauche ne créera une dynamique populaire que si elle prend en charge l'ensemble de ces revendications. Mais en même temps, tout ne sera pas possible du jour au lendemain, des priorités et des arbitrages s'imposeront. Ils devront être exposés clairement et discutés démocratiquement. Une démocratie vivante est la condition d'un soutien po-

pulaire sans défaillance au nouveau pouvoir.

Cette synthèse entre les aspirations immédiates, ponctuelles et souvent catégorielles d'une part, et la nécessaire cohérence d'une politique globale d'autre part, implique que notre Parti soit présent sur tous les terrains de lutte contre les phénomènes d'exploitation et d'aliénation qui accompagnent le développement du capitalisme : croissance sauvage, urbanisme concentrationnaire, destruction des équilibres écologiques, dégradation des conditions de travail, crise de la famille et de l'école, marginalisation des jeunes d'un côté et des vieux de l'autre, écrasement des personnalités régionales, etc. Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes salariées ou au foyer prennent conscience de leur oppression ; elles mettent en question un système fondé sur l'inégalité des sexes comme sur la division en classes. Les femmes auront ainsi un rôle déterminant dans la construction du socialisme.

**Les femmes travailleuses, en particulier, sont en mesure de mener la lutte à la fois contre l'exploitation et contre l'idéologie dominante** (inégalité, soumission, obéissance) qui pèsent particulièrement sur elles (cf. annexes).

### 2. Par le développement d'un contrôle réel

**Pendant longtemps encore les travailleurs n'auront pas les moyens de gérer directement eux-mêmes leurs entreprises et la société. Prétendre le contraire aboutirait à développer soit une stratégie gauchiste de débordement, irresponsable, soit une cogestion de fait à travers un discours prétendument autogestionnaire.**

Le contrôle n'est pas la gestion. Il ne peut vraiment s'exercer que dans la mesure où les travailleurs pourront débattre et choisir entre des objectifs politiques clairs. Les modalités techniques complexes de la gestion cachent souvent des objectifs déjà décidés ailleurs.

**La tâche du Parti et de ses militants sera donc d'aider les travailleurs à faire prendre en compte aux gestionnaires de nouvelles contraintes, de nouvelles finalités.** L'élargissement des libertés politiques et syndicales – en particulier dans le secteur public et nationalisé – jouera à cet égard un rôle déterminant.

Le développement du contrôle implique également que la Gauche, au-delà de la nécessaire redistribution des pouvoirs actuellement concentrés dans l'appareil d'Etat, sache tenir compte de l'émergence à la base de nouvelles formes de démocratie traduisant l'aspiration des travailleurs et des citoyens à prendre eux-mêmes en charge les problèmes quotidiens qui les concernent.

### 3. Dans le cadre des orientations démocratiquement élaborées par le plan

"Changer la vie" n'est pas un slogan : les réformes de structure prévues par le Programme commun doivent ouvrir la voie à une transformation globale de la société qui se traduise par des changements réels dans la vie quotidienne de chacun. Il serait illusoire de croire que cette transformation pourra être menée à son terme en quelques années, mais, dès la première législature, il faut franchir dans cette direction une étape significative.

L'avancée progressive vers un nouveau modèle de développement résultera notamment de l'impulsion donnée aux services collectifs, des nouvelles orientations de la politique du logement, de la maîtrise assurée aux collectivités locales sur l'aménagement du cadre de vie, et, enfin, des moyens donnés aux différents groupes sociaux et culturels, notamment aux régions, pour affirmer leur identité et choisir leur mode de vie.

Elle résultera aussi de l'impulsion donnée par le premier plan à une relance sélective et durable de la production nationale permettant un retour au plein emploi et un rééquilibrage du commerce extérieur. Là encore, des priorités devront être dégagées à partir d'un débat le plus large possible. Aujourd'hui, ces arbitrages se font dans le secret des cabinets ministériels. Demain, le Parti – s'il veut tenir son engagement de "rendre le pouvoir aux citoyens" – devra être capable d'associer les masses populaires, à travers un débat politique décentralisé dans les entreprises, les collectivités locales, les régions, à l'élaboration du plan et au contrôle de son application. **Ce n'est que dans la mesure où les choix retenus par le plan auront été débattus, compris et approuvés de façon massive que l'exécution du plan pourra s'appuyer durablement sur une dynamique de soutien populaire.** C'est même la seule solution pour éviter tout à la fois des débordements incontrôlés ou un désenchantement des masses à l'égard de la Gauche.

Revendications immédiates, contrôle populaire et planification démocratique ne sont pas séparables mais forment un tout.

De leur prise en charge conjointe dépend que l'application du Programme commun ouvre effectivement la voie au socialisme autogestionnaire.

### Trois priorités

En précisant dès maintenant ses positions, notre Parti créera les meilleures conditions pour que le Programme



commun puisse effectivement être appliqué :

- **Vis-à-vis du Parti** qu'il convient d'unir et de dynamiser sur une base politique, dans la claire conscience des tâches qui l'attendent ;

- **Vis-à-vis de nos partenaires de l'Union de la Gauche** et en particulier du **Parti communiste**, qu'il s'agit d'associer à l'entreprise de l'Union de la Gauche sans lui laisser la possibilité de la rompre à son avantage. Ainsi aurons-nous les meilleures chances d'éviter aux moments décisifs une cassure qui serait la chance de la Droite ;

- **Vis-à-vis de notre peuple**, enfin, qu'il convient de traiter en peuple majeur et de rassembler sur des bases claires, en exposant franchement aux citoyens non seulement notre programme mais les difficultés prévisibles et les solutions que la Gauche propose. Ainsi la victoire électorale de la Gauche ne sera pas une victoire sans lendemains. Ainsi nous ferons progresser ensemble la démocratie et le socialisme.

Pour appliquer le Programme commun et ouvrir en France la voie au socialisme, il faut donc un Parti socialiste cohérent, une Union de la Gauche solide et une puissante dynamique populaire.

## 1. Un Parti socialiste cohérent

**Ce serait une erreur fatale de croire** qu'on puisse avancer vers le socialisme sans un parti et même sans un parti démocratique, ou d'imaginer **que le rôle du Parti en tant que tel cesse dès lors qu'il exerce des responsabilités gouvernementales.**

Si, depuis 1974, le Parti socialiste est devenu sur le plan électoral le premier parti de France, il est loin de l'être sur le plan militant. Or, nous devons être capables de remédier à cette situation dans la période même où le Parti exercera une responsabilité essentielle dans l'action gouvernementale. En effet, pour avancer vers le socialisme, l'action gouvernementale et la dynamique populaire ne devront pas s'opposer (ce serait la chance de la Droite) mais s'exercer de manière étroitement complémentaire. Il n'y a qu'un outil pour assurer la cohésion du mouvement d'en haut et du mouvement d'en bas : c'est un Parti pleinement responsable, ramifié et présent sur tous les terrains.

Face à la Droite, notre force principale vient de notre organisation. A côté du Parti communiste, puissamment structuré et implanté dans les masses, le Parti socialiste ne peut jouer pleinement son rôle que s'il parvient par le rayonnement de sa politique et le caractère démocratique de son organisation à attirer des centaines de milliers de militants nouveaux dans son sein.

**Le Parti socialiste, en effet, a le rare mérite d'offrir à ses militants au nom de ces principes d'organisation mêmes, des structures démocratiques de décision et de responsabilité. Nous devons faire vivre plus pleinement la démocratie du Parti dans le respect scrupuleux des statuts,** qui sont le fondement de la vie en commun, pour mobiliser les dévouements mais aussi l'intelligence et le sens des responsabilités de tous les militants.

Ce congrès est probablement la dernière occasion pour façonner un parti dynamique et cohérent à la fois. En effet, la cohésion du Parti mais aussi sa réalité militante, seront dans toute cette période un enjeu décisif. Pour nous, **la cohésion du Parti et sa démocratie intérieure sont un seul et même problème** : on ne peut renforcer l'une qu'en s'appuyant sur l'autre.

Nous ne défendons pas seulement la démocratie intérieure du Parti socialiste pour des raisons d'efficacité à court terme. Le fonctionnement démocratique du Parti aujourd'hui est le gage pour demain d'un socialisme véritable, qui ne soit pas dévoyé et récupéré par les couches indécises qui constituent justement aujourd'hui l'enjeu principal du combat entre la Droite et la Gauche.

La démocratie est un impératif particulièrement nécessaire à la veille d'une bataille électorale décisive, et plus encore dans l'hypothèse où le Parti serait appelé à exercer des responsabilités gouvernementales. **Il faudra éviter aussi bien la situation où le gouvernement chercherait à se subordonner le Parti par tous les moyens que la situation inverse, où les initiatives désordonnées du Parti pourraient compromettre le succès de la politique appliquée par le gouvernement.**

C'est le développement de la démocratie qui est la garantie du succès. A cet égard, il convient de rappeler que c'est le Parti qui est seul détenteur d'un projet historique dont l'action gouvernementale est l'instrument. C'est pourquoi la liberté intérieure du Parti, qui vivra plus longtemps que tout gouvernement, doit être en toutes circonstances garantie.

Pour rendre complémentaire l'action du gouvernement et celle du Parti, il n'y a pas de recette toute faite : la solution d'un problème aussi difficile ne saurait être que politique. Elle implique à tous les échelons un haut niveau de conscience et de responsabilité.

Un débat sérieux doit donc s'engager à ce congrès sur les problèmes devant lesquels nous nous trouverons inévitablement placés demain. Liberté intérieure sans entrave et discipline totale dans l'action sont les règles auxquelles

un véritable Parti socialiste doit être capable de se soumettre.

**C'est donc pour des raisons de fond,** qui tiennent à la conception que nous nous faisons du Parti, **que nous rechercherons à ce congrès un accord politique entre l'ensemble des courants dans lesquels se reconnaissent les militants du Parti depuis le congrès d'Epinay.** C'est sur la base d'une telle synthèse, qui devrait contribuer à renforcer à la fois le rayonnement et la cohésion du Parti, que peuvent être recherchés en commun les moyens d'améliorer son fonctionnement.

Dans l'organisation du Parti lui-même, il convient de mettre à profit le temps qui nous sépare encore des échéances pour mettre en place le dispositif lui permettant de mieux remplir les tâches qui lui incombent. C'est le cas notamment en ce qui concerne la formation qui doit recevoir une priorité réelle et ne pas se limiter à toucher 0,3 % des adhérents du Parti. Le Parti a plus que jamais besoin d'un secteur formation, articulé aux niveaux national et fédéral, représentatif du Parti tout entier, répondant aux nécessités d'une action cohérente et dotée des moyens correspondant à l'importance de sa mission.

Mais il est également urgent de renforcer des secteurs d'intervention actifs et pleinement responsables.

- **Un secteur "lutte des femmes"** qui permettra au Parti de saisir cet immense potentiel de changement (cf. annexe "Lutte des femmes").

- **Un secteur "agriculture"** pour lequel les militants paysans pourront faire prendre en charge par le Parti le combat qu'ils mènent contre une politique qui élimine la majorité d'entre eux et entraîne la désertification de régions entières.

- **Des secteurs (environnement et cadre de vie, régions)** qui touchent des sensibilités diverses passant aujourd'hui du stade purement associatif à une dimension directement politique et électorale. Le Parti doit prendre en compte leurs légitimes aspirations en les replaçant dans la perspective globale de la prise du pouvoir (cf. annexe "Régions").

- **Enfin, et surtout, le secteur "entreprises"** auquel il convient d'accorder effectivement la priorité. Sinon, le Parti sera incapable d'impulser le "contrôle des travailleurs" (voir l'annexe à la motion "le Contrôle des travailleurs et le P.S.") auquel nos textes font si justement référence et ce seront nos partenaires (ou nos adversaires) qui agiront à notre place.

C'est pourquoi, **il ne suffit pas de créer des groupes socialistes d'entreprise, il faut multiplier les sections**



**d'entreprise** qui entraînent la forme la plus complète de militantisme sur le lieu de travail et qui seules permettent aux travailleurs d'accéder effectivement aux responsabilités. Leur développement, avec la venue possible et prochaine de la Gauche au gouvernement, est rendu plus nécessaire encore, notamment dans les entreprises à nationaliser, mais plus généralement pour assurer la présence du Parti sur les lieux de travail.

– Une attention particulière devra être portée aux problèmes de la **jeunesse et des étudiants**, aujourd'hui peu pris en charge par le Parti.

La jeunesse et le mouvement étudiant ont souvent joué un rôle important dans les mouvements sociaux et politiques depuis cinquante ans. Leur importance sera grande, dans la France du Programme commun.

Les aspirations profondes et spécifiques de la jeunesse comme son inquiétude devant l'avenir, le chômage, la déqualification du travail, les problèmes de l'écologie, de la sexualité, de la famille, de l'école, doivent être prises en charge par deux organisations spécifiques, le M.J.S. et les E.S. qui regroupent les adhérents et sympathisants du Parti de ces milieux.

Si le Parti doit pouvoir y contrôler l'application de sa ligne politique, ces organisations doivent être nécessairement démocratiques **et donc élire librement leurs responsables**. Les statuts actuels le permettent et il suffit de les appliquer loyalement.

Le soutien au développement actuel des **Etudiants socialistes**, l'implantation prioritaire du **Mouvement de la jeunesse socialiste**, pour en faire deux organisations capables de défendre la ligne du Parti aujourd'hui et celle du gouvernement d'Union de la Gauche demain, est indispensable pour éviter que demain le mouvement étudiant et la jeunesse ne se séparent de nous et pour qu'ils soient au contraire partie prenante du combat de la Gauche.

Un dernier point doit être précisé : c'est au lendemain des municipales et à la veille de nouveaux progrès de l'implantation électorale du Parti, tout ce qui concerne les rapports entre le Parti et ceux de ses militants qu'il a délégués à des responsabilités électives. Il convient de rappeler le principe du **contrôle des élus** par les sections et les fédérations et d'engager un effort réel pour limiter à un niveau raisonnable le cumul excessif ou trop prolongé des mandats électifs.

Il convient aussi de s'assurer que partout, dans les fédérations et les sections, les règles normales de fonctionnement du Parti et les principes sur lesquels repose sa démocratie interne

– réelle circulation des informations, véritables discussions, application loyale des décisions élaborées en commun, réunions régulières des organes statutaires – sont effectivement respectés.

La démocratie interne implique également que la masse des militants ne soit pas tenue à l'écart de la définition des positions du Parti. **Que 107 centres de réflexion aient été mis en place est certes un signe de vitalité. Mais on ne saurait admettre que des techniciens sans mandat se substituent aux organismes élus et que les militants prennent connaissance des décisions dans la presse.** Il est temps d'affirmer avec force que les seuls centres de réflexion et de décision habilités à élaborer la politique du Parti sont ceux que désignent les statuts, c'est-à-dire l'ensemble des militants, des sections et des instances qu'ils ont démocratiquement élus.

Le Parti choisira prochainement ses candidats aux élections législatives. Il est nécessaire que les règles statutaires qui régissent cet acte très important de la vie du Parti soient très scrupuleusement appliquées. Il serait bon, en particulier, que la liste des circonscriptions dans lesquelles la direction du Parti s'est réservé le droit de désigner des candidatures féminines de son choix soit déterminée par une décision du congrès lui-même. Par ailleurs, il apparaît souhaitable que soit revu le problème posé par l'existence de l'U.G.S.D. Le Parti doit être soucieux d'assurer la présence de ses propres candidats dans le plus grand nombre possible de circonscriptions. Il convient de favoriser l'expression autonome du Mouvement des Radicaux de Gauche au sein de l'Union qui doit reposer nécessairement sur des partenaires égaux en droits et en devoirs.

## 2. Une Union de la Gauche solide

Après une période relativement euphorique (jusqu'en 1974), l'Union de la Gauche a connu des tensions internes, sans que sa dynamique électorale cesse pour autant de s'affirmer. Au fur et à mesure qu'approche l'échéance du pouvoir, les deux grands partis de la Gauche sont exposés à plusieurs tentations.

**Le P.C.F. se trouve aujourd'hui à un moment de son évolution où il ne lui est désormais plus possible de prendre la société soviétique pour système de référence, mais où il demeure néanmoins incapable de forger lui-même celui qui pourrait le remplacer.** Ainsi s'explique sans doute que le Parti communiste cède parfois trop facilement au penchant de toute organisation à se prendre soi-même pour sa propre fin. Ce penchant, on le

sait, pourrait le conduire dans deux impasses opposées.

**La première serait**, afin de renforcer aujourd'hui son audience, demain sa capacité de négociation, **d'attaquer injustement le Parti socialiste**, de poser les problèmes en termes purement revendicatifs sans prendre en compte les impératifs de l'action gouvernementale qu'il faudra mener ensemble.

La seconde, c'est au contraire l'enlèvement dans une respectabilité gestionnaire fraîchement acquise.

Les mêmes tentations, mais à vrai dire surtout la seconde, guettent le Parti socialiste. Celle-ci prend une forme particulièrement dangereuse lorsqu'elle vise à transformer le P.C.F. en simple réservoir de voix et à refuser, en raison d'un contexte intérieur et extérieur hostile, de l'associer réellement à l'action commune. Ainsi certains peuvent-ils être tentés de croire que le Parti socialiste pourrait se suffire à lui-même et prendre le relais de l'Union de la Gauche, objectivement ravalée au simple rang d'une tactique rendue temporairement nécessaire par l'épuisement de l'ancien Parti socialiste et pour la reconstruction du nouveau.

Cette tentation méconnaît à la fois la réalité historique du mouvement ouvrier en France, dont la division s'enracine dans un passé lointain mais aussi dans le tissu de la société actuelle et la profondeur de la crise à laquelle il n'est pas possible de remédier, sinon par une transformation fondamentale des structures sociales, donc par une action unie et cohérente des forces de la Gauche. **Les électeurs aussi bien votent de plus en plus pour l'Union : s'ils doivent choisir ils votent pour celui des partis qui paraît être le meilleur au service de l'Union.** C'est donc cette démonstration que le Parti socialiste doit continuer de faire. C'est en manifestant concrètement qu'il est le meilleur pour l'Union qu'il affirmera le plus nettement sa place de premier parti de France. Toute rupture de l'Union serait en effet ruineuse pour celui des partenaires auquel l'opinion l'imputerait, et cela est vrai des communistes comme de nous-mêmes.

D'un parti à l'autre, ces tentations se renforcent et se légitiment mutuellement. Pour dépasser définitivement les vieux penchants sociaux-démocrates et staliniens hérités de la guerre froide et de la "troisième force", **le P.S. a un rôle moteur à jouer dans l'Union de la Gauche.**

Sans cesser de maintenir le rapport de force qui permet le dialogue avec le P.C., il doit s'attacher à faciliter son évolution, en rupture avec les schémas du passé. C'est en approfondissant sa propre identité que le P.S. créera au



contraire les conditions d'une Union de la Gauche plus solide, capable d'ouvrir effectivement la voie au socialisme.

Si l'Union de la Gauche constitue pour le P.S. l'axe de sa stratégie, nous ne saurions pour autant souscrire à la conception du P.C. suivant laquelle l'hégémonie de la classe ouvrière s'identifierait à la sienne propre. **La vocation historique du Parti socialiste s'affirme dans et par l'Union de la Gauche qui constitue le moyen de remédier à un demi-siècle d'impuissance du mouvement ouvrier.**

Il affirme son identité dans le projet du socialisme autogestionnaire qui constitue en même temps un moyen de faire avancer le Parti communiste sur la voie d'une redéfinition de ses anciennes positions stalinienne mais ne saurait servir en aucun cas de masque à un anticommunisme de principe, ou, plus banalement, à des appétits électoralistes.

Pour élever le niveau de conscience politique des masses pendant qu'il en est temps, l'Union de la Gauche ne doit pas régresser du stade programmatique atteint en 1972 au stade antérieur, purement électoral.

**C'est la raison pour laquelle nous pensions depuis longtemps qu'il fallait compléter et actualiser le Programme commun pour le rendre pleinement opératoire.**

Le fait que cette idée, pendant la dernière période, ait été acceptée par tous, est hautement positif. En effet, le moment est venu, à un an des prochaines élections législatives, de faire avancer l'union sur les politiques concrètes qu'il faudra engager sans tarder pour faire face à la crise, dans une conjoncture dès maintenant prévisible : sur l'extension, le bon usage et la gestion des nationalisations, l'indemnisation des actionnaires, le contrôle des travailleurs et l'autogestion, le retour au plein emploi, le rééquilibrage de notre commerce extérieur, la politique européenne et la défense. Sur tous ces points, nous avons dit dans quel sens devait être tenté l'effort d'actualisation du Programme commun, à la lumière de nos conceptions socialistes (cf. "Forcer les verrous").

**Cette négociation doit être menée sous le contrôle de l'opinion publique et ses résultats soumis au Parti à l'occasion d'un congrès extraordinaire qui devrait être également saisi du texte de la plate-forme électorale commune des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe des 9, de façon à s'assurer qu'il n'existe aucune contradiction entre ces deux documents.**

### 3. Une puissante dynamique populaire

A partir d'un Parti socialiste dynamique et cohérent, d'une Union de la Gauche renforcée, il sera possible de créer une dynamique de rassemblement.

**Le but de l'Union de la Gauche n'est pas de couper la France en deux** mais d'entraîner l'immense majorité de notre peuple à changer sa vie. On ne doit donc pas opposer la nécessité d'approfondir l'Union de la Gauche et celle de son élargissement.

**Le désagrégation du bloc au pouvoir de la bourgeoisie et la mobilisation populaire sont un seul et même mouvement.** L'approfondissement de l'Union de la Gauche et le rassemblement d'une vaste majorité ne sont pas contradictoires, mais au contraire étroitement complémentaires.

Or, nous constatons aujourd'hui que si l'Union de la Gauche et la perspective de sa victoire ont conquis la majorité des citoyens, elles ne mobilisent pas suffisamment l'espérance populaire. 45 % des Français, paraît-il, n'attendent pas de changement décisif dans leurs conditions d'existence. **Chez les jeunes, une fraction importante se tourne vers l'extrême-gauche ou l'écologie**, exprimant ainsi une sensibilité critique vis-à-vis de la politique traditionnelle. Nous devons les convaincre de la justesse de nos analyses et de la sincérité de notre volonté de rupture avec la société capitaliste actuelle. Moins que jamais nous ne devons mettre sous le boisseau notre volonté de "changer la vie". **Ce serait une grave erreur de vouloir édulcorer notre programme pour rassurer.** Si l'on veut dissiper les appréhensions, il faut au contraire renforcer sa cohérence, mettre en valeur sa portée de transformation et gagner à sa cause de nouveaux soutiens.

Comment créer cette dynamique populaire ?

D'abord en menant une offensive idéologique vigoureuse mais aussi en donnant un contenu concret à nos propositions et en manifestant une capacité d'écoute et de dialogue sans secta-

risme avec les différentes sensibilités et les différentes catégories sociales qui font la réalité de notre peuple.

C'est dès aujourd'hui, et notamment à travers les luttes économiques et sociales, que cette dynamique se prépare et doit être prise en charge par notre Parti.

Pour accomplir cette tâche historique d'ouvrir la voie, en France, au socialisme, tous les militants doivent mesurer dès maintenant leur responsabilité : **si la tâche du Parti est d'assurer la cohésion de l'action gouvernementale et du mouvement populaire, il importe que chaque militant se considère dès maintenant comme un responsable pour expliquer devant les masses l'action du Parti dès lors qu'il aura été effectivement associé à son élaboration.**

**Le réalisme, ce n'est pas de composer d'avance avec l'adversaire** pour jeter les bases d'une social-démocratie à la française dont le rôle historique serait de gérer la crise pour le compte du capitalisme international.

**Le réalisme, ce n'est pas non plus de dire n'importe quoi** sans avoir mesuré les obstacles réels : la déception serait d'autant plus brutale et la déconfiture plus irrémédiable.

Le réalisme consiste à comprendre la réalité, à l'expliquer, à agir avec et dans les masses, à lutter pied à pied **contre les facilités de l'électoratisme, contre les illusions de l'économisme, contre les pièges jumeaux du libéralisme économique et de l'atlantisme.**

Etre vraiment socialiste aujourd'hui, c'est affirmer sereinement le sens de notre engagement : pour l'autogestion, pour l'indépendance nationale, pour un nouvel internationalisme, contre l'impérialisme, contre toutes les formes de ralliement à l'idéologie dominante qui dénaturent le sens et émoussent le tranchant de notre combat.

Etre vraiment socialiste aujourd'hui, c'est réunir les moyens de la victoire, élever et unir le Parti dans la claire conscience de ses tâches, relancer et approfondir l'Union de la Gauche, rassembler notre peuple autour d'elle.

## Le Poing et la Rose

**Directeur politique :**  
Pierre Mauroy

**Rédacteur en chef :**  
Marie-Jo Pontillon

**Administration :**  
Société Editrice -  
S.a.r.l. "Le Poing et la Rose"  
12, cité Malesherbes,  
75009 Paris

N° C.P.P.P. 53 321

**Comité de rédaction :**  
Collaboration permanente des  
**secrétaires nationaux** et de  
Jean-Michel Baqué,  
Patrice Corbin, Charles Henu,  
J.-F. Huchet, Serge Lustac,  
Daniel Mitrani, Marc Véron,  
Gérard Delfau, Paule Dufour,  
Jean Rey.

**Imprimerie coopérative  
L'Emancipatrice**  
3, rue de Pondichéry,  
75015 Paris

## LISTE DES CANDIDATS AU COMITÉ DIRECTEUR AU TITRE DE LA MOTION II

1. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (Territoire-de-Belfort);
2. Didier MOTCHANE (Paris); 3. Georges SARRE (Paris);
4. Pierre GUIDONI (Paris); 5. Michel CHARZAT (Paris);
6. Edwige AVISSE (Paris); 7. Michel COFFINEAU (Val-d'Oise);
8. André GARNIER (Loire); 9. Paule DUPORT (Isère);
10. Christian PIERRE (Val-de-Marne); 11. Jacques FOURNIER (Hauts-de-Seine);
12. Jean-Louis DIEUX (Var); 13. Georges MINGOTAUD (Paris);
14. Jean-Marie ALEXANDRE (Pas-de-Calais); 15. Jean BESSE (Calvados);
16. Alain CACHEUX (Nord); 17. Hélène MIGNON (Haute-Garonne);
18. Claude TRUCHOT (Bas-Rhin); 19. Jean-Claude BLANC (Drôme);
20. Pierre CARASSUS (Seine-et-Marne); 21. Anne CUBLIER (Paris);
22. Michel JAUREY (Val-d'Oise); 23. Jacques GUYARD (Essonne);
24. Yves DURRIEU (Hauts-de-Seine); 25. Jean-Pierre LEROY
26. Régis BARAILLA (Aude); 27. Jean NATTIEZ (Loire-Atlantique);
28. Gilbert ANTONIN (Haute-Savoie); 29. Bosco RIBAR (Oise);
30. Bernard WEMAERE (Haut-Rhin); 31. Gisèle CHARZAT (Paris);
32. Jean-Louis CHARTIER (Val-de-Marne); 33. Annette CHEPY (Marne);
34. Michel SUCHOT (Dordogne); 35. Paul GUERRIN (Alpes-Maritimes);
36. Daniel BEDOS (Hérault); 37. Michel SEELIG (Moselle);
38. Raymond RIQUIER (Charente-Maritime); 39. Louis LE GUÉRIN (Morbihan);
40. Gérard VINCENT (Haute-Vienne); 41. Maria NAVAS (Seine-Saint-Denis);
42. Renée POUGET (Paris); Jean-Marie LEBARON (Hauts-de-Seine);
44. Daniel GROS-COLAS (Meurthe-et-Moselle); 45. Lucien CHAUDAGNE (Puy-de-Dôme);
46. Jean TRUC (Saône-et-Loire); 47. Vincent GARCIA (Haute-Saône);
48. Gérard DESSEIGNE (Yvelines); 49. Jacques CAPDEVIELLE (Paris);
50. Gilberte DUMONT (Ain); 51. Chantal PIERRET (Paris);
52. Pierre DEBERSIN (Pas-de-Calais); 53. Alain DEILLE (Rhône);
54. Jean ROUS (Paris); 55. Michel VIGNAL (Aisne);
56. Jean-Jacques BENETIÈRE (Loire); 57. Raymond FORNI (Territoire-de-Belfort);
58. Françoise SIARD (Seine-Maritime); 59. Michel SORIN (Mayenne);
60. Bernard FAIVRE (Pyrénées-Orientales); 61. Jacques ALBESA (Pyrénées-Atlantiques);
62. Pierre CIOSI (Loiret); 63. Paul CARLAT (Indre-et-Loire);
64. Annie LECOSTEY (Manche); 65. Daniel SALE (Maine-et-Loire);
66. Roland CARRAZ (Côte-d'Or); 67. Kléber HAYE (Gironde);
68. Christian LEFEBVRE (Pas-de-Calais); 69. Jean-Paul MALPLATE (Var);
70. Antoine LOVICONI (Val-d'Oise); 71. Patrick WEIL (Paris);
72. Marc LAGARDE (Cantal); 73. Bernard CONSTANTIN (Paris);
74. Jean-Marie PERNOT (Val-de-Marne); 75. Georges COLIN (Marne);
76. Michel CASTEL (Tarn); 77. Pierre ABEL (Vaucluse);
78. Serge ALEXANDRE (Meurthe-et-Moselle); 79. Marcelle REMERAND (Indre-et-Loire);
80. Cyrille FREITAS (Lot-et-Garonne); 81. Maurice BLANC (Haute-Savoie);
82. Elisabeth BEAU (Bouches-du-Rhône);
83. Pierre ANTONMATTEI (Hauts-de-Seine);
84. Jean-Louis VIGNEAUX (Ariège); 85. Paul NATAF (Val-d'Oise);
86. Yvan CALVET (Aube); 87. Marie-Jeanne LAFONT (Val-d'Oise);
88. Jacques ROUILLON (Charente-Maritime); 89. Cécile GOLDET (Paris);
90. Guy GAUJACQ (Landes); 91. Michel RENAUD (Doubs);
92. Roger GOSSELIN (Drôme); 93. François MORLETTE (Loir-et-Cher);
94. Alain TRACA (Paris); 95. Michel LE CREFF (Eure);
96. Marie-France RICHARD (Ardennes); 97. Jean-Marie PÉLISSIER (Haute-Marne);
98. Bernard MILORD (Gers); 99. Daniel DUPERRON (Cher);
100. Francis BORIE (Paris); 101. André RAVAILLEAU (Finistère);
102. Jean-Paul ROUSSEAU (Yonne); 103. Betty HARANG (Meurthe-et-Moselle);
104. Bernard TEPER (Val-de-Marne); 105. Jean-Jacques SANVERT (Seine-Saint-Denis);
106. Christian PROUST (Territoire de Belfort); 107. Francis DALIGAULT (Sarthe);
108. Dominique MARTI (Indre); 109. Claude BEUZELIN (Paris);
110. Marcel MOREAU (Saône-et-Loire); 111. Robert ALSINA (Pyrénées-Orientales);
112. Nicole RAOULT (Paris); 113. Martin DE MIJOLA (Yvelines);
114. François JANAUD (Corrèze); 115. Arnaud DOLLE (Finistère);
116. André COGNARD (Eure-et-Loire); 117. François AUTAIN (Loire-Atlantique);
118. André LEJEUNE (Creuse); 119. François DELAHAIS (Isère);
120. Marcel GUINDON (Bouches-du-Rhône); 121. Dominique ROUSSEAU (Vienne);
122. Hélène ANNINO (Charente); 123. Daniel COURBOU (Tarn);
124. François FERRIEUX (Oise); 125. Alain PORTEBLED (Somme);
126. Hubert ROY (Allier); 127. François CHAZOT (Haute-Loire);
128. André FABRE (Rhône); 129. Jacky AUBERT (Nièvre);
130. Jeannette LEBEAU (Loire-Atlantique); 131. Marie-Dominique de SUREMAIN (Paris);
132. Joël GÉMO (Hautes-Alpes); 133. Geneviève CHABANON (Loire);
134. Mireille PERCHE (Paris); 135. Roland BEVILLARD (Haute-Savoie);
136. Yves CRESPEL (Côtes-du-Nord); 137. André RAUSCHER (Ardèche);
138. Michel BEAU (Paris); 139. Michel FAURE (Lot);
140. Hélène MARZORATTI (Sarthe); 141. André BERDA (Vendée);
142. Thérèse TOURE (Paris); 143. Jean-Pierre WELTERLIN (Paris);
144. Dominique CABRERA (Loiret); 145. Jean-Michel GARRAULT (Deux-Sèvres);
146. Colette KAHN (Paris); 147. Jean VALROFF (Vosges);
148. Anne LABORDE (Pyrénées-Atlantiques); 149. Jean-Michel ROSENFELD (Val-de-Marne);
150. Laure AFCHAIN (Val-d'Oise); 151. Jean GAUBERT (Côtes-du-Nord);
152. Jean BÉSSON (Drôme); 153. Michel CHARUAU (Côte-d'Or);
154. Yves LECOIN (Cher); 155. Victor MAGNIN (Haute-Saône);
156. Michel GUYOT (Vosges); 157. Pierre HAMELIN (Seine-Maritime).

### COMMISSION DES CONFLITS de la Motion II

1. Georges SAUBESTRE (Tarn-et-Garonne);
2. André LE CHEVALLIER (Deux-Sèvres);
3. Jean BROCAS (Paris);
4. Charlotte RUSTAN (Puy-de-Dôme);
5. Thierry BONDOUX (Paris);
6. Antoine LÉONETTI (Alpes-Maritimes);
7. Mikel ECHEVARRIA (Var);
8. Micheline WERTHEIMER (Haute-Savoie);
9. Yves LEDIASCORN (Oise);
10. Christian MASSINON (Val-de-Marne);
11. Victor GISQUET (Meurthe-et-Moselle);
12. Raymond GRESSIN (Gard);
13. Jean-Pierre COSSIN (Somme);

### COMMISSION DE CONTRÔLE de la Motion II

1. Louis MOULINET (Paris);
2. Jean-Paul ESCANDE (Paris);
3. Paul LORIDAN (Essonne);
4. Jérôme CLÉMENT (Paris);
5. Ghislaine TOUTAIN (Paris);
6. Patrick BADOUEL (Morbihan);
7. Marie-Jo SUSLET (Rhône);
8. Richard FERAY (Alpes-Maritimes);
9. Aimé BERMOND (Nièvre);
10. Michel TABANOU (Val-de-Marne);
11. Jacques WATTIEZ (Aisne);
12. Gérard DEBOUVERIE (Nord);
13. Michel FROMET (Loir-et-Cher).

## ANNEXE I A LA MOTION II

Ce que l'on appelle aujourd'hui la construction européenne trouve son origine à l'époque de la guerre froide : il s'agit alors, et ce simultanément de réintégrer l'Allemagne de l'Ouest par l'intermédiaire de l'"Europe" dans la communauté internationale du "monde libre", de coordonner la reconstruction des pays de l'Europe occidentale tombés en même temps sous la dépendance économique des Etats-Unis et sous la menace militaire de Staline et, plus généralement de créer en Europe des points d'appui institutionnels transnationaux mieux adaptés que des pouvoirs étatiques aux dimensions nouvelles de l'économie, à l'internationalisation accélérée de la production capitaliste qui se dessinait alors.

Certains thèmes importants pour la Gauche n'étaient pas absents des sous-bassements idéologiques de la construction européenne : notamment la volonté de dépasser les nationalismes en créant en Europe les instruments d'une coopération internationale, le souci de contrôler dans une certaine mesure la concurrence sur le marché européen pour y sauvegarder des équilibres régionaux et y préserver les intérêts des travailleurs. Mais s'ils sont parvenus ici ou là à colorer très légèrement le paysage chatoyant de l'idéologie européenne, ce sont les idées fortes de la Droite qui ont toujours et de plus en plus nettement donné le ton : l'anticommunisme, une volonté libre-échangiste à peine voilée par quelques velléités dirigistes, un choix sans remords en faveur du modèle capitaliste.

Il ne pouvait en aller autrement à partir du moment où l'esprit européen était né – avec toutes les nuances qui vont de la résignation à l'enthousiasme – d'un double acquiescement à la division du mouvement ouvrier international et au partage du monde instauré à Yalta et que cet esprit avait trouvé sa base politique dans le premier en date des compromis historiques européens : l'alliance de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne. La construction européenne n'a cessé de reposer, à travers toutes les vicissitudes de son histoire, sur une configuration politique constante, quelles qu'en aient pu être les modulations : celles de la troisième force. On comprend dans ces conditions que l'horizon européen se confonde aisément avec la ligne de retraite internationale des adversaires français de l'Union de la Gauche et que l'optimisme de certains de nos camarades qui considèrent que l'héritage actuel de la construction européenne peut fournir un point d'appui à notre stratégie de rupture avec le capitalisme laisse sceptique. Depuis la signature du

traité de Rome, la construction européenne a suivi une logique exclusivement capitaliste dont on connaît à la fois le ressort et l'effet : parce que le mouvement d'accumulation et d'internationalisation du capital a dépassé en quelque sorte la dimension européenne sans s'y arrêter, l'Europe n'existe dans le capitalisme que comme un objet de discours et un terrain de parcours de celui-ci : incapable de développer d'autres politiques communes qu'une politique agricole d'ailleurs de plus en plus menacée, réduite en fait à n'être qu'un jeu de libre-échange, qu'un tarif extérieur à demi démantelé abrite à peine, la communauté économique européenne offre un champ libre à l'accumulation capitaliste, au jeu des multinationales. C'est une pièce du système mondial du capitalisme dont le pôle est l'impérialisme américain et la République fédérale allemande de plus en plus souvent le relais en Europe. Les pays de la Communauté n'ont cessé de démontrer – notamment dans les domaines de la monnaie et de l'énergie – leur incapacité à s'unir en face, ou même à côté des Etats-Unis.

Comment réagir devant cette situation ? Certains continuent d'estimer, aujourd'hui comme hier, qu'il s'agit plus que jamais de poursuivre la construction de l'Europe au point où celle-ci en est restée, en renforçant ses institutions. N'est-il pas indispensable, et urgent, disent-ils de construire en face de la puissance économique démesurée des multinationales un pouvoir politique capable de les contrôler qui serait en Europe un pouvoir européen. Sans doute, mais il s'agit de savoir comment.

Notre Parti a déjà eu l'occasion de rappeler, lors de son congrès extraordinaire de Bagnolet que les institutions politiques ne doivent pas être considérées comme des abstractions juridiques mais comme le produit des forces sociales dominantes, et comme l'instrument de celles-ci. Ainsi faut-il savoir qu'appeler de ses vœux, dans les circonstances actuelles, un pouvoir européen en Europe, au moment où les forces réactionnaires sont sur le point de perdre le pouvoir en France mais gardent la suprématie dans le reste de l'Europe, c'est faire le jeu des adversaires du socialisme. Il est vrai qu'une institution peut être retournée, comme n'importe quelle arme, contre l'adversaire de classe : mais il faut pour ce faire être en mesure d'en saisir le manche. C'est en démocratisant l'Europe que l'on pourra vraiment démocratiser ses institutions, beaucoup plus que l'inverse.

Sans doute convient-il d'apprécier une situation en dynamique, et ne pas né-

gliger la possibilité de convertir à un meilleur usage la construction européenne (1). Mais ce n'est pas par une fuite en avant institutionnelle qu'on y parviendra. C'est pourquoi notre Parti a écarté d'avance, au congrès extraordinaire de Bagnolet, tout transfert de compétences à des institutions européennes qui risquerait de diminuer la liberté d'action d'un gouvernement de Gauche pour appliquer le Programme commun en France.

Et c'est bien par rapport à cet impératif – appliquer le Programme commun – que le Parti socialiste doit déterminer sa politique européenne. Ainsi en doit-il être, par exemple, de la position des socialistes à l'égard du changement du mode d'élection des membres de l'Assemblée des Communautés européennes. La question de principe a déjà été tranchée par le congrès de Bagnolet, où le Parti s'est prononcé pour le principe du recours au suffrage universel pour désigner les membres de l'Assemblée des Communautés européennes. Aussi bien ne s'agit-il pas d'une question de principe, mais d'une question de fait, c'est-à-dire d'opportunité.

Le congrès de Bagnolet avait considéré en effet que le renforcement des institutions européennes ne devait se faire que dans des conditions assurant la sauvegarde des intérêts des travailleurs, les chances de développement du socialisme en Europe et la liberté d'action d'un gouvernement de la Gauche unie pour réaliser en France le Programme commun. C'est à ces conditions que devra être suspendue l'approbation par notre Parti, de l'élection au suffrage universel de ce que l'on appelle déjà le Parlement européen.

Sans doute n'est-il pas question – pour le moment du moins – d'étendre les compétences de cette assemblée. Mais le suffrage universel européen conférerait à l'assemblée de Strasbourg un prestige voire une présomption de légitimité qui lui fera revendiquer des compétences nouvelles. Surtout, en dehors même de toute extension de ses attributions légales, elle lui donnera un moyen de pression sérieux sur les décisions des Parlements nationaux. Notamment, celles que l'Assemblée nationale prendra en France pour mettre en œuvre le Programme commun. La faveur de l'assemblée européenne étant largement acquise à toutes les politiques d'austérité qui font payer aux travailleurs le prix de la crise – tel

(1) La Convention de Lomé représente un exemple insuffisant mais prometteur d'une politique européenne progressiste en direction du tiers monde.



que le Plan Barre en France – dans quel sens croit-on qu'elle exercera l'influence accrue qu'elle tirera du suffrage universel ? L'assemblée de Strasbourg servira sans aucun doute de caisse de résonance aux adversaires du Programme commun en Europe.

Mais il existe d'autres raisons qui commandent d'envisager avec la plus grande réserve l'élection dans les circonstances actuelles, de l'assemblée de Strasbourg au suffrage universel. L'initiative comme on le voit, en a été prise par le président de la République, c'est-à-dire par celui des chefs d'Etat de la Communauté dont le pays est le plus divisé par cette proposition. Nous nous trouvons manifestement en présence d'une grossière manœuvre de politique intérieure, dont le seul objectif, ou en tout cas l'objectif essentiel est de diviser la Gauche.

Il faut cependant dire clairement à ce sujet que le Parti socialiste ne saurait se laisser guider dans cette affaire par le souci d'éviter dans tous les cas de prendre au Parlement une position distincte de celle du Parti communiste français.

Mais, avant d'accepter que la Gauche se divise sur une question aussi grave, les socialistes ne doivent ménager aucun effort pour tenter de parvenir à une position commune avec leurs partenaires. Les communistes ont abandonné récemment leur opposition de

principe à l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée de Strasbourg ; il apparaît donc désormais possible de déterminer une position commune à la Gauche pour obtenir les garanties nécessaires contre les tentatives de cette assemblée pour élargir ses compétences. On ne rappellera jamais assez que Willy Brant a réclamé pour l'Assemblée européenne des pouvoirs constituants.

La nécessité de déjouer la manœuvre du pouvoir doit donc commander à notre Parti sa conduite : demander à l'Assemblée nationale de suspendre l'application d'une décision (que les députés ne sont sans doute pas en mesure par ailleurs de prendre en pleine connaissance de cause) à la mise en œuvre de garanties effectives, qui doivent être à la fois nationales et internationales. Seule, en effet, une révision de l'accord passé le 20 septembre 1975 entre les gouvernements des Neuf permettrait d'éviter que les décisions de l'Assemblée de Strasbourg ne prévalent un jour ou l'autre sur celles des parlements nationaux. Il apparaît aujourd'hui par ailleurs, qu'alors que le traité de Rome prévoit que l'élection devrait se dérouler au même moment et de la même manière au scrutin proportionnel, dans tous les pays concernés, aucune de ces dispositions ne sont garanties. Dans l'intérêt même d'une véritable construction euro-

péenne, les socialistes ne doivent pas prêter la main aux petits calculs d'un pouvoir aux abois. Un effort de réflexion supplémentaire permettrait sans doute d'éviter de compromettre aujourd'hui, si peu que ce soit l'unité de la Gauche : l'unité de l'Europe n'a rien à y perdre, bien au contraire.

Le Parti socialiste ne doit pas consentir, au nom de la construction du socialisme en Europe à rendre plus aléatoire la mise en œuvre du Programme commun en France. Il doit en revanche, jouer un rôle actif pour promouvoir une politique sociale européenne dont les grandes lignes ont été définies dans la motion de Bagnolet. Ainsi l'action concertée des socialistes européens devrait viser en priorité les conditions de l'organisation du travail dans les entreprises ainsi que l'établissement d'une législation communautaire sur les sociétés multinationales.

Une attention particulière doit être accordée à l'élaboration éventuelle d'une plate-forme parlementaire commune aux partis de la Communauté économique européenne, membres de l'Internationale socialiste. En ce qui le concerne, il doit être affirmé que notre parti ne pourrait faire sienne une telle plate-forme que dans la mesure où celle-ci reprendrait les propositions pour une Europe des travailleurs de la résolution du congrès extraordinaire de Bagnolet.

## ANNEXE 2 A LA MOTION II : RÉGIONS, PEUPLES ET RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

Les candidats "verts" ont, voilà peu, mis en évidence les carences de la Gauche tout en favorisant des rassemblements souvent ambigus.

Chacun voit aujourd'hui que si l'écologie est le produit du gaspillage et de l'anarchie du mode de production capitaliste, elle est également venue combler le vide laissé sur ce flanc par une Gauche soucieuse de s'attaquer aux fondements de l'exploitation sans analyser suffisamment ses conséquences.

On pourrait même croire que la Gauche désormais proche au pouvoir, évite de faire une critique rigoureuse du mode de production industriel de peur de subir, demain, les contraintes de ces critiques. Toute production industrielle ne suscite-t-elle pas en effet les mêmes nuisances, qu'elle soit mue par l'appât du profit ou par la volonté de satisfaire les besoins des travailleurs ?

Cette salutaire mise en garde interdit d'escamoter cette question, mais elle ne représente encore que l'un des aspects révélateurs d'une contradiction plus profonde et plus puissante qui surgit des profondeurs du pays alors que la Gauche se prépare à un dur combat.

Ne distingue-t-on pas en effet, les contours, certes encore imprécis, d'une France des régions reconnues, des cultures vécues, des minorités respectées, débarrassées enfin des couleurs fanées d'un passéisme réactionnaire ?

Prenons garde de ne pas brouiller les traits de cette France nouvelle dans les perspectives trop lointaines du socialisme achevé. La Gauche et tout spécialement le P.S. à la direction du pays, n'auront nul intérêt malgré les difficultés de leur tâche, à tenir pour marginal l'ébranlement des régions et des peuples, ni à croire que la satisfaction de

ces aspirations constituerait une contrainte économique insurmontable. Cette contrainte supplémentaire ne peut pourtant être le frein que dénonceront de frileux conformistes mais au contraire l'un des plus puissants moteurs de la rupture. Le mode de production capitaliste n'a-t-il pas en effet pour tout réduire à la logique du profit, tout soumis, tout réduit à sa merci ? N'a-t-il pas déstructuré le pays, hier riche de sa complexité ? N'est-il pas l'agent de l'exode rural, de la désertification, de la perte des langues, des traditions, des savoir-faire, des savoir-vivre, donc des cultures ? N'a-t-il pas stérilisé une grande partie des richesses nationales et n'est-il pas en définitive, pour assurer sa croissance dans l'ordre européen et mondial, la cause de la ruine d'un pays vivant au profit d'un espace marchand, plat, standard, sans haies, sans accents, sans terroirs, sans chants, sans chaleur ?



Fermer les yeux sur la volonté populaire de mettre fin à cette agression sans la traduire politiquement, reviendrait à rejeter ailleurs une grande partie de ceux qui aujourd'hui mènent un combat non contre une Droite mal discernée mais contre un Etat industriel et centralisateur. Et le gouvernement populaire peu devenir demain la cible de ces revendications.

La Gauche possède toutes les réponses, toutes les solutions opératoires à ce problème encore mal posé. Mais ne nous contentons pas d'une incantation autogestionnaire car l'autogestion réalisée, le socialisme achevé ne sont actuellement d'aucun secours pour les centaines de milliers de travailleurs menacés de chômage ou de déportation partout où le capitalisme achève de concentrer son appareil productif en liquidant les vestiges de l'industrie locale et de la structure agricole indépendante.

Les nationalisations qui permettront d'ôter au capital quelques-uns de ses centres de décisions essentiels, la planification démocratique qui les rendra aux citoyens, le contrôle populaire enfin, seront les vraies clés de la résurrection des peuples, des régions et donneront aux aspirations d'aujourd'hui le contenu opératoire de demain.

La Gauche ne peut donc ignorer ce problème et laisser pour longtemps encore de larges couches sociales sous l'emprise d'une bourgeoisie locale, relais fidèle de la bourgeoisie nationale.

Le mouvement de révolte qui se fait jour dans les provinces les plus délaissées risquerait ainsi de ne pas atteindre le stade d'une prise de conscience anticapitaliste. Il s'enfermerait davantage encore dans la création de mouvements politiques autonomes en lutte contre un Etat supposé neutre, d'où la floraison déjà amorcée d'organisations autonomistes, fédéralistes, régionalistes, rejetant à la fois la Gauche et la Droite faisant ainsi objectivement le jeu de celle-ci. La Gauche, à la veille peut-être d'enclencher une marche difficile au socialisme et dont le principal atout reste un soutien populaire massif, peut-elle se priver à l'avance de celui que constituerait une France provinciale encore hésitante? Notre parti a la responsabilité toute particulière d'animer, d'organiser les luttes particulières qui s'ébauchent et de donner l'explication politique qui permettra à la foule des travailleurs exploités, déplacés, empêchés de vivre, de comprendre pourquoi les régions mais dans chaque région les pays et la moindre communauté vivante, sont impitoyablement nivelés, brisés, uniformisés, et pourquoi le pays tout entier est stérilisé appauvri, ruiné.

La Gauche au contraire, devra recenser et mettre en valeur toutes les richesses naturelles actuellement gaspillées, les vastes étendues de jachères les gisements intacts, les eaux stériles, le pays désert.

Il est commun de prétendre que cette perte de substance incalculable est la conséquence normale du progrès. Mais ce n'est là qu'un travers du sens de l'histoire qui, dans l'affaire, n'est que l'histoire de la concentration et de l'accumulation capitalistes. Le P.S. démontrera par des initiatives concrètes que l'aune à laquelle se mesure le progrès n'est pas la valeur marchande des produits échangés sur le marché capitaliste, mais la mise en valeur de l'ensemble des richesses nationales aujourd'hui méprisées comme non porteuses de profit.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, la Gauche devra remettre en cause ses propres analyses dictées plus qu'elle ne le croit par le discours économique et idéologique bourgeois dont elle reste imprégnée. La France rurale, la France éloignée, ne se gagnera pas par des meetings, des congrès, des discours de parlement. Elle accueillera avec méfiance peut-être mais à coup sur avec intérêt les mesures qui la désenclaveront, la sortiront d'une léthargie politique, économique, voulue par un centralisme hier agent du capitalisme et qui ne saurait être, demain, celui du socialisme.

Il faut donc affirmer clairement que le P.S. aujourd'hui et demain œuvrera :

- Pour revitaliser les économies régionales, non par le seul renforcement de

quelques grands axes industriels mais par la volonté politique de rééquilibrer le pays, d'assurer l'emploi sur place, d'utiliser au mieux l'ensemble des ressources ;

- Pour la prise en compte immédiate de situations particulières et critiques, notamment celles de peuples menacés d'extinction, à l'image du peuple basque, ou du peuple corse submergé par la vague dévastatrice d'un tourisme de monopoles ;

- Pour la protection, la diffusion, l'emploi quotidien des cultures, traditions et langues actuellement vouées à la disparition et dont la diversité doit enrichir la nation tout entière ;

- Par une réelle intégration de toutes les parties de la France dans la nation, non à partir d'aumônes distribuées par les barons du pouvoir dont elles seraient l'apanage mais à partir d'une réelle prise de responsabilité par des collectivités pour lesquelles la décentralisation n'est aujourd'hui que le parfum amer de la cuisine bourgeoise.

Le P.S. doit prendre les moyens d'une telle politique, lui dont la volonté de "changer la vie" et de "rendre le pouvoir aux citoyens" n'est pas un vain mot.

Au-delà des intentions la liberté, l'expression des singularités, des identités, trouveront leur source et leur expression dans cette responsabilité retrouvée et non dans la contemplation des libertés formelles dont l'idéologie bourgeoise a fait le miroir aux alouettes qui porte encore le reflet de tant de révolutions trahies, de tant de peuples écrasés, de tant de civilisations disparues.

## **Après la grande victoire de la Gauche et du Parti Socialiste aux élections municipales**

# L'Unité

l'hebdomadaire du P.S.

**doit connaître un nouvel essor**

Tous les militants doivent s'y abonner  
Tous les abonnés doivent faire un nouvel abonné

Abonnement pour 1 an : 135 F  
pour 6 mois : 80 F

à adresser : 41, boulevard Magenta, 75010 PARIS

## ANNEXE 3 À LA MOTION II : LE ROLE ET LA PLACE DES FEMMES DANS LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

*Le texte ci-dessous est une des quatre contributions qui complètent et précisent le sens du texte d'orientation pour le congrès de Nantes présenté dans le n° 28 de V.S. De ce fait il est également soumis à la discussion des militants du Parti qui pourront nous adresser toutes les réflexions à son sujet.*

La société autogestionnaire pour laquelle nous luttons, sera une société où les femmes seront libérées de leur exploitation, de leur aliénation et de leur oppression spécifique. La lutte politique des femmes, s'insérant dans une lutte anti-capitaliste, s'oppose au pouvoir de la classe dominante à tous les niveaux : rapports d'exploitation dans l'entreprise et dans la famille, rapports de domination des hommes sur les femmes et division des tâches. Ainsi posée, c'est une lutte révolutionnaire qui conduit à une rupture complète avec la société bourgeoise. Socialisme et féminisme sont indissociablement liés.

### 1. Notre analyse

#### 1. Dénoncer l'entreprise de séduction du pouvoir

La crise actuelle, caractérisée par le ralentissement de la croissance capitaliste et un fort taux de chômage, conduit le patronat à jouer sur "l'armée de réserve" des femmes ;

– Pour résorber le chômage, il cherche à favoriser un retour au foyer des femmes (un chômeur sur deux est une femme) ;

– Par contre il cherche à créer, notamment en province des emplois déqualifiés, à bas salaires (jouant ainsi sur le manque de formation, la notion de "salaire d'appoint", etc.) ;

– Il impose une période d'austérité et sacrifie délibérément les équipements collectifs au profit du capital monopoliste (aides à la restructuration).

Pris dans ses contradictions, le pouvoir lance des idées apparemment contradictoires ;

– Sous la pression populaire il a dû faire passer des lois comme celle sur l'avortement (mais il en freine la portée et l'application), et sur le divorce. Il reprend démagogiquement des mots d'ordre syndicaux comme "à travail égal, salaire égal", sans avoir bien sûr l'intention de les appliquer ;

– En sens inverse, il dissuade les femmes de travailler, glorifie le travail ménager et la famille : congé maternel de

2 ans, sans solde, projet de salaire maternel, licenciements, manque d'équipements qui permettent aux femmes de travailler, etc.

Nous devons dénoncer l'ambiguïté de ce double langage, dénoncer les mesures qui ne coûtent rien et ne remettent rien en cause, qui ne s'appliquent qu'à des catégories sociales favorisées et ne s'attaquent jamais à la surexploitation des femmes salariées ni à l'exploitation qu'elles subissent avec les femmes au foyer en effectuant gratuitement le travail ménager.

Pour cela nous devons repartir d'une analyse globale de la place des femmes dans notre société, analyse qui devra rendre compte autant des aspects économiques qu'idéologiques.

#### 2. La division des tâches

La première division du travail a été une division des tâches entre sexes, elle provient du rôle des femmes dans la reproduction de l'espèce. L'appropriation privée de la terre conjugée avec l'appropriation privée des enfants donc de la femme, est à l'origine de la domination des hommes sur les femmes. Cette domination s'articule avec le mode de production dans lequel elle est insérée, aujourd'hui avec le mode de production capitaliste : la famille est une unité de consommation, le lieu où se reconstitue et se reproduit la force de travail, ainsi que le lieu de transfert de la propriété privée par l'héritage. C'est aussi un appareil idéologique très important, véhicule et reproducteur de l'idéologie dominante.

Le travail domestique, qui s'effectue dans ce cadre, est représenté par l'idéologie dominante comme une affaire privée, séparée du domaine de la production sociale, La rémunération de ce travail échapperait aux lois du marché, sa valeur serait nulle.

Or, le travail domestique est socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail. Sous sa forme actuelle, atomisée, gratuite, il réduit les "faux-frais" du capital, garantit sa reproduction et profite donc à la classe capitaliste. On peut alors parler d'exploitation.

#### 3. Le travail salarié : la sur-exploitation des femmes.

En France 7 millions de femmes sont salariées : un travailleur sur trois est une femme. Elles sont employées dans des secteurs sous-qualifiés, au bas de la hiérarchie (70 % des smicards sont

des femmes), le salaire des femmes est considéré comme "salaire d'appoint" (dans la réalité plus de 40 % n'ont que leur salaire pour vivre). Les femmes, toujours considérées comme mères potentielles, sont les dernières embauchées, les plus mal payées et les premières licenciées.

**Exploitées dans le travail domestique, sur-exploitées dans le travail productif, les femmes sont victimes d'une double exploitation.**

#### 4. L'oppression idéologique des femmes

C'est la famille qui est le lieu privilégié où se reproduisent les rapports de domination hommes/femmes : rapports hiérarchiques, valeurs morales, etc. Par l'éducation qu'elles transmettent aux enfants (avec l'école) les femmes transmettent cette idéologie. Mais la "féminité" est aussi utilisée dans l'entreprise : rôle joué par le physique des femmes, mise en concurrence des salarié(els) entre eux, embauche sexiste, refus de laisser les femmes prendre des responsabilités, etc. Elles sont cantonnées dans des rôles d'exécutantes dévouées passives et peu revendicatives. Ce rôle appris dans la famille, à l'école, par les mass-media est partout présent, notamment dans les organisations de masse partis et syndicats.

#### 5. Les femmes et le front de classe

La domination subie par les femmes prend des formes différentes suivant leur appartenance de classe : les plus exploitées sont aussi les plus opprimées.

*Les femmes de la classe ouvrière :* femmes d'ouvriers ou femmes ouvrières, elles sont exploitées – voir doublement exploitées – et aliénées. Les secondes prennent cependant plus vite conscience (collectivement) de leur exploitation de travailleuses, et certaines ont découvert dans la lutte leur exploitation spécifique.

*Les nouvelles couches salariées :* nombreuses parmi les employées du secteur "tertiaire" elles sont sensibles au modernisme au discours sur l'"émancipation des femmes" et peuvent être récupérées par le réformisme giscardien (cf. les propositions de F. Giroud) ou même par un discours "néo-travailleuse" qui ne dénonce que des "discriminations" en gommant les différences de classe ; c'est un discours pour lequel "crise", "restructuration" et "chômage" ne veulent rien dire. Un des enjeux po-



litiques de la période actuelle est d'empêcher cette récupération. En ce sens la lutte idéologique a un rôle particulièrement important à jouer :

*La petite bourgeoisie traditionnelle* : l'idéologie conservatrice y est largement dominante, les femmes en sont les gardiennes : poids de la religion, des "valeurs éternelles" de l'ordre de la sécurité.

Les femmes de la moyenne et grande bourgeoisie, quant à elles, vivent sur une redistribution de plus-value extorquée aux travailleur(es) exploité(e)s. Le féminisme individualiste de certaines d'entre elles a donc les limites que le capitalisme leur impose. Il est incompatible avec notre démarche.

L'intégration des femmes dans le front de classe dépendra de notre capacité à prendre en compte les aspirations à l'égalité entre les sexes d'un grand nombre de femmes et à les relier à la lutte des femmes travailleuses.

## 2. Le Programme commun et la rupture

Le Programme commun de gouvernement propose des mesures concernant la vie quotidienne et le travail des femmes. Mais c'est surtout un Programme de rupture : la planification démocratique substitue la logique des besoins sociaux à celle du profit privé. Les associations (où les femmes sont nombreuses) trouveront le débouché politique qui leur manquait pour exprimer leurs choix en matière d'équipements, d'urbanisme, de consommation, en matière culturelle, etc.

A l'inverse les partis sur le terrain politique et les syndicats dans l'entreprise qui bénéficient déjà de cette expression et de ce poids devront prendre en charge les revendications spécifiques des femmes.

*Le contrôle populaire* remettra en question les conditions d'embauche et de travail spécifiques aux femmes ainsi que le pouvoir de la hiérarchie qui les écrase particulièrement. A cet égard, la politique menée dans les entreprises nationalisées devra être exemplaire. Dans les quartiers le contrôle des habitants sur le logement, l'urbanisme,

etc., remettra en cause le pouvoir des spécialistes et permettra aux femmes aux foyers d'exprimer avec tous leur refus de cette domination.

*Le droit au travail*, pour tous, et en particulier pour les femmes, devra être affirmé ; il n'a de sens pour les femmes qu'accompagné d'autres revendications : salaire égal, travail égal, formation égale, participation égale au travail domestique.

*Les équipements collectifs* prévus devront permettre une prise en charge sociale et mixte du travail domestique et de l'éducation des enfants. C'est une amorce de rupture avec la séparation idéologique faite entre vie sociale et vie privée.

## 3. Le Parti

Le Parti socialiste n'échappe pas à l'emprise de l'idéologie dominante qui veut que les femmes aient dans la société une place dominée. Minoritaires dans le parti, peu d'entre elles exercent des responsabilités et elles sont souvent reléguées à des tâches d'exécution... quand elles peuvent militer.

### 1. La transformation du Parti

La construction du Parti de la transition dépend, entre autres conditions, de notre volonté de ne pas laisser s'instaurer une sorte de partage des tâches politiques entre organisations de masse : un danger existe en effet de laisser au Parti communiste (et aux syndicats) le terrain des luttes économiques et politiques issues des aspirations des fem-

mes de la classe ouvrière, et de réserver au Parti socialiste le terrain de l'action gouvernementale et de la lutte idéologique des femmes.

Il importe donc de mener des luttes qui fassent la liaison entre l'exploitation et l'aliénation (par exemple contre le "salaire d'appoint"), de nous implanter parmi les femmes travailleuses, en particulier dans la classe ouvrière où nous le sommes peu.

Cela ne doit pas faire oublier l'importance de la lutte économique dans la mesure où c'est une lutte contre tous les rapports de domination, notamment ceux issus de la division des tâches selon les sexes. Cela doit nous permettre de nous adresser aux femmes au foyer.

### 2. La prise de responsabilités dans le Parti

Il faudra inévitablement faire preuve de volontarisme c'est-à-dire de **volonté politique** en ce domaine. Dans la période préparatoire au Congrès du Parti une estimation précise du nombre de femmes adhérentes devra être faite au niveau national, afin d'établir lors du Congrès, conformément à l'article 6 des statuts, un nouveau seuil minimum de représentation des femmes dans tous les instances responsables. Ce taux s'imposera aussi bien au niveau national que dans les fédérations ou le nombre d'adhérentes est encore faible. Il ne saurait être inférieur à 20 %. Chaque fédération devra faire la même estimation. Dans celles où le pourcentage d'adhérentes est supérieur au chiffre national, le nombre de femmes aux dif-

## L'ÉCOLE D'ÉTÉ DU PARTI

DATES	LIEU	THÈME
1 <sup>er</sup> au 6 août 1977	Rhône	Préparer la campagne des législatives
8 au 13 août 1977	Rhône	La Communication politique
22 au 27 août 1977	Haute-Savoie	Initiation à l'économie
29 août au 3 septembre 1977	Pyrénées-Orientales	Le Projet socialiste : la société que nous combattons et celle que nous voulons
5 au 10 septembre 1977	Bas-Rhin	Etre militant socialiste aujourd'hui

Les camarades désirant s'inscrire sur un de ces stages peuvent envoyer leur candidature au Secrétariat National à la Formation, Parti Socialiste, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, sous réserve d'en informer son Secrétaire fédéral à la Formation.

### ERRATUM

#### Rapports statutaires - Relations extérieurs

Une phrase a sauté qui signalait parmi les rencontres au plus haut niveau tenues avec les syndicats, celles qui ont lieu avec la F.E.N. les 18 novembre 1975 et 2 décembre 1976. (page 11).

L'accord des trois partis de gauche sur les municipales a été conclu le 28 juin et non le 18.

Pierre BÉRÉGOVOY



férents niveaux de responsabilité devra correspondre à leur réelle proportion dans la fédération.

Cependant il ne s'agit pas de trouver des femmes-alibi en plus grand nombre, mais de donner concrètement aux femmes les moyens de prendre et d'assumer des responsabilités politiques. Elles ont en effet à surmonter des handicaps réels, qui sont surtout le manque de temps et des difficultés à prendre la parole (même si elles sont formées). Le plus souvent, elles ne bénéficient pas de la même disponibilité professionnelle et familiale que les hommes. Des solutions comme la révision des horaires de réunion, des garderies et "baby-sitting" systématiques financés par les sections, le travail collectif avec les responsables l'entraînent à la prise de parole etc. doivent être rapidement mises en pratique.

### 3. Les moyens de la mobilisation

Le Parti doit créer des groupes "Lutte des femmes" dans les sections locales et d'entreprise. Leur rôle est multiple :  
- Parce que la possibilité pour les femmes de prendre la parole dans ces groupes est une étape vers une par-

ticipation à une réflexion collective sur les problèmes politiques globaux ;

- Parce qu'elles doivent susciter dans le parti une réflexion sur la spécificité de la lutte des femmes en relation avec d'autres terrains de lutte ;

- Parce qu'elles doivent proposer au Parti des actions spécifiques :

- Réponse point par point aux propositions récentes du pouvoir (salaire maternel, allocations diverses, congé maternité) ;

- Dénonciation de la politique du patronat vis-à-vis des femmes : licenciements, bas salaires, condition de travail, manque d'équipements.

Le parti devra aussi comprendre et populariser l'idée que notre objectif en ce qui concerne le domaine de la vie "privée" est une prise en charge collective par les hommes, les femmes et la société, des tâches dont seules les femmes actuellement supportent la charge : éducation, enfance, travail domestique.

**Etant donné l'importance des ces luttes et des échéances à venir, le Parti socialiste devra** tenir une Convention nationale sur la Lutte des femmes avant la fin de l'année 1977.

Créer un secrétariat national à la lutte des femmes doté d'un budget et de réels moyens d'intervention politique. Approfondir la réflexion sur la place des femmes au foyer, pour faire prendre conscience à un maximum de femmes qu'elles subissent une oppression spécifique, que le domaine dit "privé" est aussi politique".

Les femmes occupent des terrains de lutte de plus en plus nombreux : défense de l'emploi, amélioration des conditions de travail, avortement, contraception, équipements collectifs, etc.

Le Parti socialiste, en tant que Parti de masse, doit prendre en compte ces luttes en leur donnant une dimension politique en faisant le lien entre la lutte des classes (lutte économique, prise du pouvoir politique) et la lutte idéologique (lutte contre l'aliénation et les rapports de domination).

Dans la période de transition que le Programme commun doit nous permettre d'amorcer, il dépendra du Parti de faire de la mobilisation des femmes un élément dynamique pour le renforcement de l'Unité Populaire.

## A PROPOS DE LA GESTION ET DE LA FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX

Les résultats des Municipales doivent se répercuter dans tous les organismes d'élus et à tous les échelons.

Dans ces perspectives, il est demandé à nos camarades maires de suivre attentivement, pour y prendre toute leur part, toutes les rencontres et réunions engageant la responsabilité des élus, à savoir :

- La mise en place des associations départementales des Maires de France.
- Les élections à la Commission nationale paritaire du personnel communal (22 mai 1977 au plus tard).
- L'élection des représentants des maires au Conseil d'administration du Centre de formation des personnels communaux (21 juin 1977).

Les listes de nos candidats et candidates seront portées à leur connaissance par tous les moyens appropriés, et notamment à l'initiative de nos Unions départementales des Elus Socialistes et Républicains.

Charles HERNU  
Délégué général aux Elus

Maurice PIC  
Président de la F.N.E.S.R.

## **CONTRIBUTION DE LA COMMISSION NATIONALE FÉMININE *soumise à l'appréciation des sections***

### **POUR UNE VÉRITABLE PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE POLITIQUE DU PARTI**

Changer la vie, c'est aussi changer les rapports entre les hommes et les femmes. C'est donner à toutes les femmes les moyens d'accéder à une pleine égalité de chance et de participation aux responsabilités avec les hommes dans tous les secteurs de la vie sociale. C'est rechercher la transformation des mentalités dans la masse des femmes et des hommes.

Les mesures concrètes prévues au Programme socialiste et au Programme commun, constitueront une première approche de ces transformations dans la perspective d'une société autogestionnaire.

Aucun préalable lié à la classe, à la race ou au sexe ne doit assigner à un individu son statut ni l'enfermer dans des rôles qu'il n'aurait pas pu choisir ou ratifier. La condition fondamentale d'accès à cette autonomie est la suppression de l'exploitation capitaliste.

Les luttes menées par les femmes dans la dernière décennie et le changement progressif de leur comportement électoral confortent nos analyses ; c'est bien à une remise en cause fondamentale de la condition de la femme que nous assistons et nous la soutenons.

Mais, si l'on constate une prise de conscience, une présence et une participation accrue des femmes sur tous les terrains, il n'en va pas encore de même dans la vie du Parti et il ne faut pas se dissimuler qu'il est resté jusqu'ici un univers très masculin, très conservateur dans ses comportements sociaux. L'évolution des femmes est ignorée, sinon moquée.

Tout se passe comme si notre appareil politique se trouvait frappé d'impuissance devant ce phénomène qui ne date pourtant pas d'aujourd'hui et les paroles de Léon Blum devant le 38<sup>e</sup> congrès de 1946 restent vraies : "Vous avez peur de la nouveauté... Vous n'en voulez pas

et quand elle se présente comme un apport de forces fraîches, vous l'accueillez avec réticence. Vous avez cette même nostalgie du passé, cette méfiance et presque ce dédain vis-à-vis des femmes et des jeunes".

Le Parti socialiste compte aujourd'hui 20 % de femmes, celles-ci continuent à être traitées davantage comme des assistantes politiques que comme des politiques à part entière. Elles-mêmes, minoritaires dans le Parti, ont tendance à s'effacer ou à se charger de fonctions d'exécutantes que personne ne leur dispute. Les plus audacieuses sont vite découragées ou résistent mal aux tirs de barrage qui protègent les places de premiers rangs.

Si le Parti socialiste veut pouvoir compter dans ses rangs un nombre de militantes correspondant à sa base électorale, s'il veut entraîner un nombre croissant de femmes dans son combat et bénéficier de ces forces vives nouvelles qu'elles représentent, il doit faire la preuve qu'il est capable de se transformer lui-même et de préfigurer l'avenir.

Il est donc indispensable que ce congrès se saisisse sérieusement de ces problèmes ; les décisions du congrès prises à l'égard de la question des femmes peuvent seules montrer le désir et la détermination du Parti à passer des déclarations de principe à la mise en œuvre d'une véritable politique à l'égard des femmes.

C'est pourquoi nous demandons :

- le relèvement du quota minimal de représentation des femmes à l'intérieur du Parti de 10 à 20% ;
- l'application de ce quota aux élections et plus spécialement aux législatives de 78 ;
- un véritable Secrétariat national aux femmes ;
- la tenue d'une convention nationale "femmes" à l'automne 1977.

De cette convention devraient sortir des propositions précises sur la question des femmes dans la perspective d'une prise de pouvoir par la Gauche.

**la libertad  
está en tu mano**



**Adhère à la campagne  
du  
PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL**

Adresse ta contribution  
au PSOE  
A. Carreiras, CCP 22 362 00 H  
31, rue du Général Beuret, 75015 Paris

---

**PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL**  
Socialismo es libertad